

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

LES TROIS VISAGES DE LA FÉDÉRATION IMPÉRIALE AU CANADA (1884-1893)

MÉMOIRE

PRÉSENTÉ

COMME EXIGENCE PARTIELLE

DE LA MAÎTRISE EN HISTOIRE

PAR

ADAM HAMRY

SEPTEMBRE 2025

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.12-2023). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

D'aucuns reconnaissent que la rédaction d'un mémoire s'apparente à une aventure étudiante exigeante, mais également enrichissante à terme. Cependant, n'est-ce pas davantage que cela ? Pour ma part, je considère cet exercice comme l'aboutissement d'un long parcours de maturité académique me permettant de devenir un membre à part entière de la vaste communauté de chercheurs, avec pour baptême de feu une modeste contribution sur un sujet nécessitant un regard nouveau. Au-delà de la simple satisfaction d'apporter ma pierre à l'édifice de la recherche historique, le mémoire représente un rite de passage pour l'étudiant en quête de savoir vers le statut de spécialiste d'un domaine précis. En d'autres mots, l'étudiant devient, pour ainsi dire, enseignant. Certes, la détention d'un enseignement limité, puisque le chemin de l'apprentissage ne s'arrête pas à l'obtention du diplôme ; néanmoins, cela marque indéniablement un tournant dans ma vie académique. Il est évident que je ne saurais omettre l'aide précieuse que j'ai reçue tout au long de cette rédaction et dont les noms méritent d'être mentionnés.

Je tiens tout particulièrement à exprimer ma gratitude envers mon directeur Laurent Colantonio pour son soutien constant et indéfectible, notamment durant mes moments d'hésitation et mes interrogations concernant l'approche à privilégier pour mon sujet. Merci pour vos précieux conseils ainsi que pour nos multiples rencontres qui m'ont largement guidé dans l'écriture de ce mémoire.

Je remercie également mes parents qui m'ont toujours soutenu dans mes études et dans mes moments de remise en question. Eux-mêmes enseignants, ils m'ont transmis cette soif de savoir et le goût de partager mes connaissances dûment acquises. Rien que pour cela, je leur en suis éternellement reconnaissant.

Enfin, je ne peux passer sous silence le soutien inestimable apporté par mes amis Ahmed, Éric, Louise, Jacky, Madalin et Diana durant les nombreuses heures passées ensemble à discuter tant de nos recherches respectives que des sujets divers et variés.

« And in the time to come, the time that must come, when these colonies of ours have grown in stature, in population, and in strength, this league of kindred nations, this federation of Greater Britain will not only provide for its own security, but will be a potent factor in maintaining the peace of the world. »

- Joseph Chamberlain, Splendid Isolation
(1896)

AVANT-PROPOS

Comme pour bon nombre de nos collègues, le sujet de la Fédération impériale nous a longtemps été inconnu. Ce n'est qu'après avoir pris connaissance d'un article publié dans le journal *Politico* en septembre 2021 que nous avons découvert ce projet politique d'antan. Dans cet article, l'auteur évoque le soutien apporté par l'ancien chef du Parti conservateur canadien, Erin O'Toole, à l'initiative du CANZUK, laquelle vise à développer et à renforcer les liens économiques et politiques entre les anciens dominions et le Royaume-Uni suite au Brexit. D'après les experts Duncan Bell et Srdjan Vucetic, le CANZUK — aspirant à établir un bloc unifié et cohérent regroupant le Canada (C), l'Australie (A), la Nouvelle-Zélande (NZ) et le Royaume-Uni (UK) — est perçu comme une nouvelle tentative de résurgence d'un projet impérialiste britannique datant du tournant du XXe siècle.

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS	ii
AVANT-PROPOS	iv
TABLE DES MATIÈRES	v
LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES	vii
RÉSUMÉ.....	viii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE 1 LA BRANCHE DE MONTRÉAL	16
1.1 La métropole de l'Amérique du Nord britannique	18
1.1.1 Aux origines de la ligue canadienne	20
1.1.2 La création de la branche montréalaise	24
1.2 Des propositions pragmatiques ou maximalistes	31
1.2.1 Les réformes institutionnelles nécessaires	35
1.2.2 Montréal, à contre-courant de la passivité de la branche mère.....	38
1.2.3 Entre protectionnisme et libre-échange : vers une nouvelle politique économique impériale	40
1.2.4 La défense impériale et ses problèmes sous-jacents.....	44
1.3 La Fédération impériale, à couteaux tirés	45
CHAPITRE 2 LA BRANCHE D'HALIFAX	51
2.1 Halifax, la ville tournée vers l'Atlantique	52
2.1.1 Les <i>United Empire Loyalists</i> et leurs descendants	56
2.1.2 La fondation de la branche haligonienne	59
2.2 Des déçus de la Confédération aux promoteurs de la Fédération impériale.....	65
2.2.1 Le respect des intérêts régionaux.....	69
2.2.2 La Fédération impériale, de l'équilibre entre « marche du progrès » et discours religieux	73
2.2.3 Des difficultés à s'entendre sur une politique économique commune	75
2.2.4 La marche vers une citoyenneté impériale	78
2.3 Les divisions de la branche d'Halifax et la dissolution de l' <i>Imperial Federation League</i>	80
CHAPITRE 3 LA BRANCHE DE TORONTO	85
3.1 La capitale continentale	86
3.1.1 Loyalisme : De la Family Compact au Canada First.....	89
3.1.2 La naissance de la branche torontoise	91
3.2 Toronto, l'épicentre du changement	96
3.2.1 Contre vents et marées, la British Commercial Union	98
3.2.2 L' <i>Upper Canada College</i> , la maison impériale.....	103
3.2.3 Aux armes pour l'Empire, le militarisme torontois	106
3.2.4 La vision maximaliste des institutions impériales	109

3.3 Le passage de l' <i>Imperial Federation League</i> à la <i>British Empire League</i>	111
CONCLUSION	115
BIBLIOGRAPHIE	123
Sources manuscrites et imprimées	123
Ouvrages de références	127
Ouvrages spécialisés	127
Articles spécialisés	130
Études	130

LISTE DES ABRÉVIATIONS, DES SIGLES ET DES ACRONYMES

BEL: British Empire League

IFL: Imperial Federation League

IFLC: Imperial Federation League of Canada

UCC: Upper Canada College

RÉSUMÉ

Ce mémoire a pour objectif d'analyser les discours des apôtres canadiens de la Fédération impériale entre 1884 et 1893, afin d'en dégager les éléments de convergence et de divergence. À travers l'étude comparative, nous souhaitons mettre en lumière trois visions distinctes du mouvement en faveur de l'unité impériale : la vision métropolitaine de Montréal, la vision atlantique d'Halifax et la vision continentale de Toronto. Ces perspectives reflètent les intérêts des membres constituant les trois principaux foyers de l'impérialisme britannique au Canada. En nous appuyant sur le *Journal of the Imperial Federation League*, nous espérons démontrer comment l'idée de renforcer les liens entre les différentes parties du monde britannique a suscité un intérêt marqué auprès d'une portion de la population canadienne désireuse de défendre la « connexion » avec la métropole, en particulier dans les domaines politique, économique, institutionnel et culturel. Ainsi, nous visons à répondre à la question suivante qui résume en grandes lignes le but de notre recherche : dans quelle mesure l'appartenance géographique des apôtres canadiens de la Fédération impériale a-t-elle influencé l'émergence de divers courants au sein de ce projet politique ? Parallèlement, nous porterons une attention particulière à la diffusion de la propagande pro-impériale au Canada ainsi qu'à sa place dans les débats publics. Quels ont été les vecteurs ayant permis la propagation du concept de Fédération impériale au Canada ? Quels ont été les impacts de cette initiative et quel rôle ont joué les apôtres dans la politique canadienne ? Nous soutenons que malgré l'importance cruciale de la branche mère londonienne qui aspirait à dicter une ligne directrice, les succursales coloniales (montréalaises, haligoniennes et torontoises) ont chacune œuvré pour orienter les politiques à adopter en vue d'atteindre la fédéralisation de l'Empire tout en favorisant leurs propres intérêts locaux. Par conséquent, diverses rivalités se sont manifestées lors des rencontres officielles, illustrant par là même l'incapacité à créer un bloc monolithique avançant d'une manière coordonnée.

Mots clés : Empire britannique, Canada, fédération, impérialisme, politique.

INTRODUCTION

De 1866 à 1867, le politicien radical Charles Dilke (1843-1911) entreprit une tournée à travers les régions anglophones ainsi que dans les territoires sous domination britannique. À l'issue de ce périple, Dilke publia ses récits et observations dans son ouvrage célèbre intitulé *Greater Britain* (Plus-Grande-Bretagne), qui parut en 1869.¹ En tant qu'apologiste de la prédominance du peuple anglo-saxon, il plaida en faveur d'une intégration plus poussée des *white colonies* (l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud) avec la métropole. Au cours des décennies 1870 et 1880, cette idée fut reprise et développée pour se transformer en un véritable projet politique dénommé Fédération impériale, visant à unir les pays susmentionnés afin de constituer un bloc économique et politique cohérent capable de contrer le déclin relatif de l'Empire britannique sur la scène internationale. Ainsi, l'objectif ultime était de convertir cet empire en un État fédéral.

Ce projet se révélait d'une ambition singulière, au point que l'un de ses plus ardents détracteurs canadiens, le journaliste et homme politique Henri Bourassa (1868-1952), n'hésita pas à le qualifier de « révolution impérialiste ».² Et pourtant, la campagne pour fédéraliser l'Empire constituait à la fois une réponse et un produit de l'évolution complexe des relations internationales, particulièrement depuis les unifications allemandes (1871) et italiennes (1870), sans oublier la conclusion de la Guerre de Sécession (1865). À la fin du XIXe siècle, dans un contexte mondial de plus en plus concurrentiel, un nombre significatif d'impérialistes reconnut qu'une entité politique d'envergure était indispensable pour préserver la suprématie britannique. Ainsi, l'initiative du *Greater Britain* était articulée comme un moyen dissuasif face aux ambitions expansionnistes des principales puissances européennes, notamment l'Allemagne et la Russie.

Au Canada, les discours en faveur de l'unité impériale ont bénéficié d'un soutien significatif de la part d'une frange de la classe politique, principalement constituée de conservateurs et de libéraux-conservateurs. Comme l'ont souligné les politologues Patrick Malcomson et Richard Myers, parmi

¹ Charles Dilke, *Greater Britain: A Record of Travel in English-Speaking Countries During 1866 and 1867*, London, J.B. Lippincott & Co., archives.org, 1869, p. 1. <https://archive.org/details/greaterbritain00dilk/mode/2up?view=theater> (23 juillet 2022)

² Henri Bourassa, *Que devons-nous à l'Angleterre : la défense nationale, la révolution impériale, le tribut à l'Empire*, archives.org, 1915, p. IV. https://archive.org/details/cihm_71765 (8 mai 2023)

les Pères de la Confédération, des personnalités telles que John A. Macdonald, Charles Tupper et Adams Archibald ont plaidé pour l'instauration d'un système unitaire centralisé (« union législative ») au lieu d'une union fédérale décentralisée.³ Face à l'opposition résolue des francophones à l'option législative, cette orientation politique, bien qu'appréciée dans le Canada-Ouest, a dû être abandonnée afin de réaliser l'unité nationale du pays. Toutefois, avec le retour des discours impérialistes dans les années 1870, l'idée d'instaurer un système unitaire, cette fois-ci à l'échelle de l'Empire, a resurgi avec le soutien tantôt appuyé, tantôt discret des mêmes Pères de la Confédération. Il est manifeste que les enjeux nationaux canadiens s'entrelacent avec les problématiques impériales, illustrant ainsi la sensibilité du dominion aux grandes questions débattues au sein du Parlement de Westminster et dans les hautes instances du pouvoir britannique. En tant que spectateur et acteur, le Canada a su se positionner stratégiquement et tirer parti du mouvement du *Greater Britain* ainsi que de son expression politique, l'*Imperial Federation*.

Mais avant d'explorer en profondeur le mouvement impérial au Canada, il convient d'examiner la formulation même de ce qui a engendré ce projet politique, à savoir la signification du concept de *Greater Britain*, qui peut paraître paradoxal, notamment d'un point de vue géographique. En effet, bien que l'appellation Grande-Bretagne désigne le territoire englobant l'Angleterre, le Pays de Galles et l'Écosse, la définition du terme *Greater Britain* demeure floue. À cet égard, Duncan Bell soutient que cette terminologie peut revêtir trois significations distinctes en raison des interprétations variées attribuées par les impérialistes au cours des XIXe et XXe siècles. Elle peut se référer 1) à l'ensemble de l'Empire britannique, 2) aux colonies de peuplement et à la mère patrie ou bien 3) au monde anglo-saxon (comprenant l'Australie, le Canada, la Nouvelle-Zélande, le Royaume-Uni et les États-Unis).⁴ Afin d'éviter toute ambiguïté, nous adopterons la deuxième définition du terme *Greater Britain* tout en précisant les occasions où les États-Unis sont inclus dans cette appellation. Il est également pertinent de noter que cette problématique d'identification illustre les divergences internes au sein des impérialistes britanniques qui, malgré leur objectif

³ Patrick Malcolmson, Richard Myers, *Le Régime politique canadien*, Toronto, University Toronto Press, 2010, p.73-74

⁴ Duncan Bell, *The Idea of Greater Britain: Empire and the Future of World Order, 1860-1900*, Princeton, Princeton University Press, 2007, p. 7-9

commun, entretiennent des conceptions et aspirations propres qu'ils tendent à exprimer sous diverses formes.

En ce qui a trait au fédéralisme, nous nous appuyons sur la définition du dictionnaire tout en apportant quelques précisions nécessaires. De ce fait, le *Dictionnaire de la langue française* (Le Robert) décrit le fédéralisme comme un « système politique dans lequel le gouvernement central d'un État partage avec les gouvernements de la collectivité qui forment cet État les diverses compétences constitutionnelles : législation, juridiction et administration. »⁵ Dans son acception la plus stricte, il s'agit d'une entité politique décentralisée où l'exercice du pouvoir est largement partagé entre plusieurs niveaux de gouvernance. Or, en ce qui concerne notre sujet de recherche, le fédéralisme soutenu par les impérialistes de cette époque revêtait une connotation quelque peu différente, bien que l'idée générale demeurât relativement similaire. Déjà, l'identité anglo-saxonne de cette union était manifestement mise en avant par ses défenseurs, notamment à travers leurs discours et écrits, qui révèlent un argumentaire souvent teinté de racialisme, issu des thèses et pratiques du darwinisme social. On constate une prédominance significative de la rhétorique affirmant la supériorité anglo-saxonne au sein des partisans de la Fédération impériale. À ce propos, l'historien Charles Oman écrivait dans son pamphlet *England in the Nineteenth Century* (1899) : « *A firm and well-compacted union of all the British lands would form a state that might control the whole world.* »⁶ De surcroît, une part substantielle des architectes du *Greater Britain* plaidait en faveur d'une fédéralisation complète des *white colonies*, ce qui impliquerait l'établissement d'un supra-parlement apte à répondre aux intérêts de chacun des États participants. Parmi les défenseurs les plus fervents de cette proposition se distinguaient John Seeley et James Anthony Froude, lesquels affirmaient que cette configuration ne porterait pas préjudice à la souveraineté nationale des colonies.⁷ Concrètement, les colonies seraient tenues d'harmoniser leurs politiques étrangères avec celles de la mère patrie pour parvenir à une vision commune.⁸ De telles contraintes ne faisaient pas consensus, notamment parmi les impérialistes canadiens qui demeuraient fermement attachés aux acquis découlant de l'établissement du gouvernement

⁵ Paul Robert, *Le Nouveau Petit Robert*, Paris, Dictionnaire Le Robert, 2010, 2251 p. 902

⁶ Duncan Bell, *op.cit.*, p. 1

⁷ *Ibid*, p. 33

⁸ *Ibid*, p.13-15

responsable en 1848 et de l'Acte de la Confédération de 1867. En résumé, la conception du fédéralisme variait considérablement en fonction des aspirations individuelles et des courants intellectuels prévalents à l'époque, lesquels exerçaient une influence significative sur les solutions proposées par les promoteurs dans le but de réformer l'Empire britannique.

Aussi, il est impératif de clarifier notre compréhension du terme « impérialisme », qui, encore aujourd'hui, revêt plusieurs significations. La majorité des spécialistes s'accordent à définir ce terme comme un processus par lequel une entité politique impose son contrôle ou sa domination sur d'autres populations et territoires. D'autres chercheurs, à l'instar de Hannah Arendt, adoptent une approche plus universelle de l'impérialisme en distinguant un impérialisme ancien (traditionnel) lié à la colonisation et à l'expansion « civilisatrice », d'un impérialisme moderne caractérisé par une « *expansion for expansion sake* », intrinsèquement associé aux préoccupations économiques.⁹ À bien des égards, on retrouve la thèse marxiste de la dérive de l'accumulation du capital dans ses propos et qui explique en bonne partie pourquoi les empires occidentaux du XIX^e et XX^e siècle se sont lancés à la conquête de territoires aussi éloignés de leur sphère d'influence traditionnelle. Pour notre part, si nous adhérons globalement à cette conception de l'impérialisme, nous préférons néanmoins nous reposer sur la définition traditionnelle, afin d'élargir notre analyse en abordant aussi l'aspect politique et militaire de la Fédération impériale. Dans ce contexte, Éric Anceau définit l'impérialisme comme la « volonté d'expansion d'un État dans un ou plusieurs domaines : politique, économique, financier, colonial, voire culturel. »¹⁰ Il s'agit donc de l'expression d'une volonté de domination par l'accaparement de territoires avoisinants ou distants et l'accroissement de son rayonnement à travers le monde par le biais de son réseau d'échange tantôt régional, tantôt mondial.

Par ailleurs, il est tout aussi essentiel de définir le cadre géographique et les limites chronologiques de notre étude, tout en justifiant ces choix. À cet égard, l'année 1884, qui marque la création de l'*Imperial Federation League*, se présente comme un point de départ pertinent pour notre recherche. Cela nous permet d'examiner la rapidité avec laquelle ce projet politique s'est diffusé dans les colonies, notamment au Canada. En effet, la succursale de Montréal fut établie en 1885, un an après

⁹ Hannah Arendt, *The Origins of Totalitarianism*, New York, Mariner Book, 1968, p.58

¹⁰ Éric Anceau, *Comprendre le XIX^e siècle*, Paris, Belin Education, 2018, p. 447

celle de Londres, suivie par celle d'Halifax en 1886 et enfin celle de Toronto en 1887.¹¹ Bien qu'il existe d'autres branches mineures de l'*IFL* au Canada, nous choisissons de concentrer notre attention sur celles précédemment citées en raison du nombre important de leurs adhérents et de leur riche production littéraire. Alors que certaines études, telles que celles menées par John Kendle, analysent l'ensemble du mouvement en faveur de l'unité impériale, nous pensons qu'il serait plus judicieux d'arrêter notre recherche à l'année 1893, et ce, pour plusieurs raisons. Bien que la dissolution de l'*IFL* ne puisse être interprétée comme une interruption soudaine du soutien à la cause impériale, elle a néanmoins marqué le renoncement à l'idée d'une unité formelle entre le Royaume-Uni et ses colonies de peuplement.¹² Il convient également de centrer notre analyse sur la première tentative d'établir une superstructure transnationale et de déterminer en quoi les méthodes mises en œuvre pour son application ont eu pour effet paradoxal son échec.

Dans ce mémoire, nous nous intéressons donc au développement du projet de Fédération impériale au Canada ainsi qu'à ses principaux promoteurs entre 1884 et 1893. Bien que les discours et les acteurs aient évolué au fil du temps, l'idée de renforcer les liens entre la métropole et les colonies de peuplement a persisté jusqu'à la seconde moitié du XXe siècle. Cependant, cela n'implique pas que les partisans de ce projet politique constituaient un ensemble homogène. À l'échelle canadienne, les divergences d'opinion parmi ses défenseurs reflétaient leur appartenance géographique, à savoir la branche de Montréal (métropolitaine), celle d'Halifax (maritime) et celle de Toronto (continentale). Ainsi, l'objectif de ce mémoire est-il d'analyser et d'expliquer les relations entre l'appartenance géographique des apôtres¹³ canadiens et leurs visions distinctes de la Fédération impériale.

¹¹ Imperial Federation, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati05londuoft/mode/2up), 1890, p.103-104. <https://archive.org/details/imperialfederati05londuoft/mode/2up> (16 septembre 2022)

¹² Carl Berger, *op.cit.*, p. 5

¹³ Dans le présent mémoire, le terme « apôtre » est utilisé pour désigner les défenseurs du projet de Fédération impériale, en raison du fait que la majorité d'entre eux se reconnaissaient sous cette dénomination, ce qui reflète leur engagement profond et quasi-messianique en faveur de la concrétisation de l'unité impériale : « *I, écrivait John Seeley, should like to be a working apostle of the doctrine which interests me so much.* » Voir Duncan Bell, *The Idea of Greater Britain*, p. 150-178

Bilan historiographique

Il est indéniable que la question de la Fédération impériale a été analysée par des spécialistes éminents tels que les historiens John Kendle et Duncan Bell.¹⁴ Toutefois, il convient de noter que les perspectives adoptées se sont souvent limitées à l'étude isolée du cas britannique ou à la relation particulière entre certains acteurs clés impliqués dans cette initiative politique. En réalité, peu d'études ont exploré le cadre macrorégional et périphérique de l'Empire britannique, laissant ainsi un vide dans ce champ de recherche. À cet égard, le professeur et historien canadien Carl Berger exprime son regret face au fait que les rares réflexions existantes sur le cas canadien se concentrent presque exclusivement sur les opposants à la Fédération impériale.¹⁵ Parmi les sources mobilisées par ce versant de l'historiographie figurent les travaux du journaliste et historien Goldwin Smith (*In the Court of History : An Apology for Canadians* [1902]), de l'avocat John Skirving Ewart (*The Kingdom of Canada* [1908]), du journaliste Henri Bourassa (*Great Britain and Canada* [1902]) et du conseiller de Wilfrid Laurier, Oscar Douglas Skelton (*Life and Letters of Sir Wilfrid Laurier* [1921]). Ainsi, le mouvement pro-impérial au Canada a été étudié sous le prisme de ses détracteurs, en dépit d'une abondante littérature produite par les partisans de l'impérialisme.

Au cours des dernières années, plusieurs historiens tels que Duncan Bell et John Darwin ont entrepris un réexamen approfondi de la pensée impériale britannique, mettant en exergue des dimensions souvent négligées par leurs pairs. Bell souligne le rôle crucial de l'idée du *Greater Britain* dans l'avenir de l'ordre mondial de l'époque, tant au point de vue économique que géopolitique.¹⁶ Parallèlement, Darwin met en lumière le saut qualitatif intrinsèquement lié à la « révolution impérialiste » des années 1870 qui a redéfini la conception du système-monde britannique, communément appelée première mondialisation (1870-1914).¹⁷ Il fait ressortir l'existence d'une « *Britannic solidarity* » découlant de l'héritage culturel commun aux colonies et à la métropole, lequel se structure autour de la langue, d'un système de croyances et d'une forme de

¹⁴ Duncan Bell, *op.cit.*, p. 1-3 et John Kendle, *Federal Britain*, London, Routledge, 1997, p. 37-57

¹⁵ Carl Berger, *The Sense of Power: Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914*, Toronto, Toronto University Press, 2013, 2^e éd., p. 6

¹⁶ Duncan Bell, *op.cit.*, p. 11

¹⁷ John Darwin, *The Empire Project: The Rise and Fall of the British World-System, 1830-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 144-145

gouvernance spécifique.¹⁸ Notons que l'ouvrage de Duncan Bell, intitulé *The Idea of Greater Britain : Empire and the Future of World Order, 1860-1900* (2007), ainsi que celui de John Darwin, *The Empire Project : The Rise and Fall of the British World-System*, s'inscrivent dans le courant historiographique de la *British World History*. Comme l'indiquent Peter J. Cain et Anthony G. Hopkins, cette approche se concentre sur une analyse orientée vers le développement économique, l'interconnexion des territoires, ainsi que sur l'établissement de relations entre la métropole et les colonies, tant au niveau matériel que culturel.¹⁹

Or, la dimension culturelle a été minutieusement examinée, notamment par Carl Berger, qui a démontré le lien étroit entre les descendants des premiers loyalistes, principalement établis au Haut-Canada et dans les provinces maritimes, et les partisans de la Fédération impériale au Canada.²⁰ Aux yeux de l'aristocratie britannique, ces descendants de loyalistes, se percevant comme des aristocrates canadiens, incarnaient le vecteur idéal pour assurer la protection des intérêts de l'Empire.²¹ Toutefois, Berger souligne, en s'appuyant sur les déclarations du politicien libéral Richard Cartwright (1835-1912), que le statut de loyaliste ne constituait pas une condition nécessaire à l'intégration dans les cercles impérialistes tels que l'*Imperial Federation League* (IFL) ou la *British Empire League* (BEL).²² Poursuivant la réflexion de Berger, l'historien John Kendle porte un intérêt soutenu à la culture canadienne ainsi qu'à sa relation avec le concept du *Britishness* (identité britannique transnationale). Il s'efforce d'illustrer l'attachement émotionnel envers la mère patrie et la conviction identitaire des impérialistes canadiens selon laquelle le Canada ne pourrait aspirer à devenir une nation développée qu'au sein de l'Empire britannique.²³ Ses deux ouvrages majeurs, *The Round Table Movement and Imperial Union* (1975) et *Federal Britain* (1997), constituent des études rigoureuses et novatrices sur ce sujet, visant à illustrer les diverses tendances fédéralistes dans ce vaste projet de liaison des colonies avec la métropole. À titre d'illustration, Kendle met en évidence un contraste marqué entre l'*IFL*, qui plaidait pour une union formelle avec

¹⁸ *Ibid*, p. 145

¹⁹ Peter Cain, Antony J. Hopkins, *British Imperialism, 1688-2015*, London, Routledge, 3^e éd., p. 13-14

²⁰ Carl Berger, *op.cit*, p. 109

²¹ *Ibid*, p. 87-88

²² *Ibid*, p. 86

²³ John Kendle, *The Round Table Movement and Imperial Union*, Toronto, Toronto University Press, 1975, p. 67-72

les colonies, et la *BEL* ainsi que le *Round Table Movement* (1909-1920), qui préconisaient une union informelle.²⁴

Récemment, un nombre significatif de chercheurs a approfondi les conclusions formulées par Bell concernant la *cognitive revolution* survenue au dernier tiers du XIXe siècle, phénomène intrinsèquement lié aux avancées techniques et technologiques de cette période.²⁵ Plus précisément, les technologies de communication (les câbles télégraphiques transatlantiques et la généralisation des paquebots transatlantiques) ont favorisé des niveaux croissants d'interdépendance économiques et engendré, par conséquent, un changement cognitif permettant aux individus de percevoir les éléments dispersés de l'empire colonial comme une entité politique cohérente et unifiée. Selon Bell, ce développement résulte d'une prise de conscience au sein des cercles décisionnels et intellectuels, catalysée par le réseau d'échange impérial sur les plans économique, politique et social.²⁶ Grâce à l'étendue territoriale et à l'influence prépondérante de l'Empire britannique à l'échelle mondiale, un grand nombre d'impérialistes ont élaboré une pensée globale justifiant l'unification du monde anglo-saxon. À cet égard, ils soutiennent que cette idée était rendue viable grâce aux innovations technologiques en matière de transport, qui avaient considérablement atténué les notions de temps et d'espace. Ces transformations ont engendré une modification profonde de la relation entre l'homme et son environnement, comme le notait déjà l'historien de l'époque victorienne, par ailleurs l'un des pères idéologiques du mouvement impérial britannique Thomas Carlyle (1795-1881).²⁷ Son pamphlet intitulé *Sign of the Times* (1829) illustre de manière exemplaire l'état d'esprit des impérialistes : « *We can remove mountains, and make seas our smooth highway; nothing can resist us* ». ²⁸ Sous de nombreux aspects, cette transformation paradigmatique a constitué un catalyseur pour l'émergence de la conception fédérative

²⁴ *Ibid*, p. 74-80

²⁵ Scott Scrosati, *Honoré Mercier and Public Opinion on Imperial Federalism as Seen through the Montreal Press, 1885-1893*, mémoire de maîtrise (histoire), Queen's University, 2019, p. 8

²⁶ Duncan Bell, *op.cit*, p. 2 et 63-64

²⁷ *Ibid*, p. 144-145 et 160. Selon Duncan Bell, Carlyle a agi, à plusieurs égards, en tant que mentor pour James Anthony Froude et John Seeley, exerçant une influence significative sur leur aspiration à régénérer l'Empire britannique.

²⁸ *Ibid*, p. 74

transnationale et unitaire anglo-saxonne, qui s'est particulièrement développée dans les années 1880 tant en métropole que dans les colonies.

Dans le prolongement des recherches menées par Bell, Claire Oliver a publié son mémoire en 2018 intitulé *From One British Island to Another : Imperial Federation, Colonial Nationalism, and the Pacific Cable Telegraph, 1879-1902*, dans lequel elle examine la campagne de sensibilisation orchestrée par le Canadien Sandford Fleming (1827-1915) en faveur de l'édification d'un câble télégraphique sous-marin impérial. L'auteure dénote les efforts acharnés de Fleming pour établir un vaste réseau de communication britannique, préfigurant ainsi l'émergence d'un « nouvel empire » fondé sur un renforcement des liens coloniaux avec la métropole.²⁹ Selon Fleming, la portée globale de ce projet, visant une expansion économique et politique, nécessitait une mobilisation concertée des gouvernements coloniaux et métropolitains par le biais d'une convergence d'intérêts, justifiant ainsi son plaidoyer en faveur de la création d'une Fédération impériale.³⁰ L'analyse d'Oliver fournit une compréhension approfondie des conséquences résultant de l'évolution des infrastructures coloniales, examinées à travers le prisme de leur utilité impériale. Parmi les répercussions qui en découlent, on observe une transformation de l'imaginaire collectif, facilitant un rapprochement entre les nations culturellement anglo-saxonnes.

D'autres études ont poussé les réflexions de Bell et de Darwin concernant les conséquences de la « révolution impérialiste » sur le paysage socio-politique de l'Empire britannique. Toutefois, leurs analyses se sont concentrées sur la contribution de certains acteurs à la cause impériale, comme en témoigne l'étude de Benjamin Thomas Gillon (2009), intitulée *The Triumph of Pragmatic Imperialism : Lord Minto and the Defence of the Empire, 1898-1910*, qui vise à présenter une des écoles de pensée impériale, à savoir celle dite « pragmatique » incarnée par Lord Minto.³¹ Grâce à ce type de recherche, il est possible d'identifier les acteurs et de les classer en diverses écoles de pensée, que l'on peut caractériser comme pragmatique, maximaliste et nationaliste. En résumé, l'école pragmatique s'efforce d'établir une harmonie des intérêts entre la métropole et ses colonies,

²⁹ Claire Oliver, *From one British Island to Another: Imperial Federation, Colonial Nationalism and the Pacific Cable Telegraph, 1879-1902*, mémoire de maîtrise (histoire), University of British Columbia, 2019, p. 1-2

³⁰ *Ibid*, p.14-18

³¹ Benjamin Thomas Gillon, *The Triumph of Pragmatic Imperialism: Lord Minto and the Defence of the Empire, 1898-1910*, thèse de doctorat (histoire), University of Glasgow, 2009, p. 2

tandis que l'école maximaliste vise à affirmer la prééminence des intérêts britanniques sur l'ensemble de l'Empire. En ce qui concerne l'école nationaliste, Kevin Colclough a démontré dans le cadre de sa thèse doctorale, en se fondant sur les travaux de Carl Berger, que plusieurs Canadiens et Écossais s'identifiaient à un nationalisme impérial, en raison de leurs convictions politiques qui coïncidaient avec le projet de Fédération impériale.³² Colclough a surtout le mérite d'avoir clairement démontré que le nationalisme et l'impérialisme dans l'Empire britannique n'étaient guère antinomiques et que leurs articulations pouvaient prendre forme au sein de l'idée du *Greater Britain*.

Un chercheur qui mérite une mention particulière est l'historien Scott Scrosati (2019), dont le mémoire, intitulé *La fédération impériale, voilà notre ennemie : Honoré Mercier and Public Opinion on Imperial Federalism as Seen Through the Montreal Press, 1885-1899*, analyse les répercussions des critiques émises par le Premier ministre Mercier concernant la question de la Fédération impériale. Ce dernier met en exergue la menace perçue de cette initiative politique pour l'identité canadienne-française, l'autonomie provinciale et le risque d'une intégration totale de la communauté francophone dans le monde anglo-saxon.³³ En effet, sous plusieurs aspects, la Fédération impériale aurait pu agir comme un cheval de Troie en raison de son orientation anglo-centrique tant dans sa conception que dans son expression, laissant ainsi peu de latitude aux Canadiens français au sein de cette éventuelle union transnationale. En conséquence, Scrosati illustre de manière convaincante la discordance entre les intérêts des anglophones et ceux des francophones, notamment en ce qui concerne le futur du Canada.

Un autre thème pertinent au sujet de la Fédération impériale est le développement des moyens de communication et la diffusion internationale des médias britanniques, principalement grâce au *penny postage* et à la ligne télégraphique *All Red Line*. À ce sujet, Simon J. Potter fut le premier à avoir identifié l'existence d'un réseau d'information impérialiste dans son ouvrage, *News and the British World: The Emergence of an Imperial Press System* (2003).³⁴ Grâce à son approche inédite

³² Kevin Colclough, *Imperial Nationalism: Nationalism and the Empire in Late Nineteenth Century Scotland and British Canada*, thèse de doctorat (philosophie), University of Edinburgh, 2006, p. 7-9

³³ Scott Scorsati, *op.cit.*, p. 2-5

³⁴ Simon Potter, *News and the British World: The Emergence of an Imperial Press System*, Oxford, Oxford University Press, 2003, p. 1

et inscrite dans la durée, Potter a examiné avec une attention particulière l'expression de l'impérialisme britannique sous toutes ses manifestations dans les médias de l'époque, ainsi que ses répercussions sur la formation de conglomerats médiatiques tels que *Reuters* et *The Argus*.³⁵ Il a désigné les années 1880 comme une période charnière durant laquelle cette presse impérialiste et transnationale s'est constituée, dominée par des journaux tels que le *Times* et le *Daily Telegraph*, qui jouissaient d'une renommée quasi-mondiale. En ce qui nous concerne, une quantité significative d'articles issus de ces publications était relayée dans l'*Imperial Federation League Journal*, où la perspective coloniale était fréquemment mise en avant.

Cependant, aucun de ces auteurs, à l'exception peut-être de Duncan Bell, n'a souligné l'importance fondamentale de la géographie dans les discours relatifs à la Fédération impériale au Canada. En effet, ce dernier considère que cet aspect est souvent sous-évalué dans les recherches portant sur les grands ensembles politico-économiques qui ont jalonné l'histoire humaine : « [...] *one of the most persistent yet overlooked themes in the history of political thought: the problem of constructing and governing an integrated political system over large distances* ». ³⁶ Sous divers aspects, la notion d'environnement immédiat exerce une influence significative sur la pensée individuelle et les actions dans la société ; elle se manifeste à travers le cercle social, la culture héritée et le cadre de vie. De même, le journaliste Tim Marshall, auteur du livre à succès *Prisoners of Geography* (2016) arriva aux mêmes conclusions que Bell, à savoir que le champ géographique est trop souvent négligé dans les études historiques et politiques. Alors que les individus, les idées, la technologie et divers autres facteurs contribuent à façonner les événements, mais de manière temporaire, chaque génération sera inévitablement confrontée aux mêmes obstacles physiques :

The land on which we live has always shaped us. It has shaped the wars, the power, politics and social development of the peoples that now inhabit nearly every part of the earth. Technology may seem to overcome the distances between us in both mental and physical space, but it is easy to forget that the land where we live, work and raise our children is hugely important, and that the choices of those who lead the seven billion

³⁵ *Ibid*, p. 45-46

³⁶ Duncan Bell, *op.cit*, p. 63-64

*inhabitants of this planet will to some degree always be shaped by the rivers, mountains, deserts, lakes and seas that constrain us all – as they always have.*³⁷

Problématique

Ce mémoire a pour objectif d'offrir une nouvelle perspective sur le projet d'union anglo-saxonne en se concentrant sur ses apôtres canadiens, tout en mettant en évidence les divergences de points de vue qui les caractérisent, liées notamment au territoire dans lequel ils résident. Loin de promouvoir le déterminisme géographique, il s'agit plutôt d'exposer les visions distinctes présentes dans les trois provinces canadiennes ayant initialement développé une « branche de la Fédération impériale » et, par la suite, un discours reflétant leurs intérêts locaux. Les provinces concernées incluent le Québec avec la *Montreal Branch*, les Maritimes avec l'*Halifax Branch* et, enfin, l'Ontario avec la *Toronto Branch*. De plus, il est possible de classer les apôtres de ce mouvement pro-impérial selon trois visions distinctes articulées autour de leur appartenance géographique : la vision continentale et protectionniste de la branche torontoise, la vision métropolitaine et financière de la branche montréalaise et, pour finir, la vision atlantique et plus ou moins libre-échangiste de la branche haligonienne. Ces différences notables nous permettent d'acquérir une compréhension approfondie des dynamiques internes au sein de la Fédération impériale, pouvant expliquer pourquoi les apôtres demeuraient aussi vagues que possible dans leur définition de cette initiative fédératrice.

Plus précisément, nous avons l'intention de présenter les différences significatives entre chacune des branches de l'*IFL* en ce qui concerne les politiques économiques, sociales, institutionnelles, militaires et internationales qu'elles défendent. Les principaux débats s'étendant de 1884 à 1893 seront analysés sous une perspective macro-régionale, en commençant par la contribution coloniale à la défense impériale, l'impératif d'une politique économique commune, l'hypothétique établissement d'un parlement supranational, la création d'un service postal impérial ainsi que le développement d'un réseau télégraphique impérial. En outre, une part substantielle du présent mémoire sera consacrée à expliquer les raisons géo-historiques ayant conduit aux dissensions au sein du mouvement pro-impérial au Canada jusqu'à l'éclatement de l'*IFL* en 1893 et sa résurgence sous la forme de la *BEL* en 1894. Ce faisant, nous tenterons de répondre à trois questions principales

³⁷ Tim Marshall, *Prisoners of Geography*, London, Reprint edition, 2016, p. 2

qui orienteront notre analyse tout au long du présent mémoire. Dans quelles mesures l'appartenance géographique des apôtres canadiens de la Fédération impériale a-t-elle influencé l'émergence de différents courants au sein de ce projet politique ? Quels ont été les impacts de cette initiative et le rôle des apôtres sur la politique canadienne ? Quels ont été les vecteurs de la propagation de l'idée de Fédération impériale au Canada ?

Une série de sous-questions est également rattachée à cette problématique générale et consiste à s'interroger sur les raisons ayant conduit à la structuration de ce projet politique sous différentes formes. De quelles façons l'idée d'une Fédération impériale fut-elle appréhendée par les élites intellectuelles canadiennes ? Fut-elle globalement partagée ? En quoi cette union était-elle une menace pour les minorités ethniques et linguistiques ? Quels furent les moyens entrepris par ces minorités pour critiquer cette entreprise ? Comment les promoteurs canadiens de ce projet politique s'y étaient-ils pris pour convaincre la population canadienne des avantages à raffermir les liens avec la mère patrie ? Avaient-ils le soutien des puissances financières ? D'où venaient leurs soutiens ? L'analyse des nombreux pamphlets, discours et journaux de cette époque permettra d'appréhender la force et la pertinence des arguments avancés par les impérialistes à l'égard de l'opinion publique, ainsi que d'évaluer le soutien de la population canadienne envers leur projet transnational.

Sources et Méthodologie

La majorité de notre corpus de sources repose sur l'*Imperial Federation League Journal*, couvrant la période de 1884 à 1893, ainsi que sur les brochures propres à chacune des branches canadiennes. Ces deux références permettent d'accéder à l'essentiel des débats entre les partisans canadiens et les grandes orientations politiques qu'ils défendaient. De plus, ces sources incluent une liste des nombreux sympathisants de ce projet de Fédération impériale, facilitant ainsi la recherche de leurs ouvrages et pamphlets respectifs pour mieux appréhender leur pensée. En complément, nous nous pencherons sur les publications, consultées sur le site *Internet Archives*, des principaux impérialistes britanniques et promoteurs de l'idée du *Greater Britain*. Dans ce contexte, les œuvres du Marquess of Lorne, de Charles Dilke, de John Seeley, de William Edward Forster, de Frederick Young et de James Anthony Froude se révèlent particulièrement pertinentes pour analyser les critiques émises par les intellectuels du mouvement impérial au Royaume-Uni concernant les

difficultés à établir une convergence d'opinions avec leurs homologues coloniaux, en particulier ceux du Canada. Par ailleurs, notre intérêt se porte sur les arguments avancés par ces impérialistes pour défendre leur vision de l'*IFL* face à celle des coloniaux.

En ce qui concerne l'échelle canadienne, il est impératif de souligner que les discours et les écrits des principaux acteurs de la Fédération impériale au Canada constitueront un des corpus fondamentaux de notre étude. Par conséquent, nous procéderons à l'analyse de plusieurs de ces écrits qui examinent tant l'intégration du Canada au sein de l'Empire que leurs perspectives sur des enjeux socio-économiques tels que la politique commerciale impériale (libre-échange ou protectionnisme), l'émigration systémique (« *systemic emigration* »), ainsi que le financement de la défense impériale. L'un des objectifs sera de déterminer si cette union constituait davantage une relation entre un dominant (Royaume-Uni) et des dominés (les *white colonies*), plutôt qu'une relation mutuellement bénéfique. En outre, nous souhaitons examiner les motivations qui ont incité les membres canadiens à intégrer l'*IFL*, dans le but d'établir un profil sociologique des adhérents de ce mouvement, en suivant la méthode adoptée par Carl Berger. Ainsi, les idées, croyances et interactions sociales constitueront les axes principaux de notre recherche, sans négliger l'appartenance géographique des fervents partisans de la Fédération impériale. Grâce à la liste non exhaustive des sympathisants de la cause impériale fournie par l'*Imperial Federation League Journal*, l'identification de ces derniers en fonction de leur lieu d'origine sera grandement facilitée.

Nous avons aussi l'intention de nous appuyer sur la géographie des idées, qui s'avérera d'une grande utilité pour illustrer à quel point le mouvement pro-impérial canadien était fragmenté entre diverses écoles de pensée. Ce domaine de recherche se penche sur les principaux « pôles de matière grise » qui ont émergé au Canada au cours du dernier tiers du XIX^e siècle. Une attention particulière sera portée aux discours relatifs aux préoccupations régionales. Nous viserons à illustrer les oppositions internes au mouvement impérial canadien en soulignant la circulation des idées qui a, de facto, permis l'émergence de pensées locales influencées tant par la proximité géographique américaine que par la logique des grands espaces et l'ouverture sur l'espace atlantique. En conséquence, une part significative du travail d'analyse consistera à comparer les déclarations et les écrits des différents acteurs concernant les questions liées à la Fédération impériale, allant d'un service postal impérial à une défense commune.

Plan et présentation

Notre mémoire sera structurée en trois sections, conformément aux visions précédemment exposées. Le premier chapitre abordera la vision métropolitaine promue par la *Montreal Branch of the Imperial Federation League*. Celle-ci se distingue par l'ambition de ses membres de positionner Montréal comme le principal carrefour économique de l'Amérique du Nord, inspiré du modèle londonien, afin de réorienter les échanges fluviaux vers le fleuve Saint-Laurent plutôt que vers le fleuve Hudson (New York). Pour réaliser cet objectif, ces acteurs ont cherché à développer le réseau financier de l'île en attirant notamment des investisseurs britanniques grâce à la connexion avec la mère patrie qu'offrait le statut de colonie/dominion.

Le deuxième chapitre portera sur la perspective atlantique des Maritimes, telle qu'elle est soutenue par la *Halifax Branch of the Imperial Federation League*. Nous nous efforcerons de démontrer que la proximité de l'océan Atlantique a joué un rôle crucial dans la promotion du modèle économique libre-échangiste au sein de cette branche de l'*IFL*. En effet, en dehors de leurs liens économiques avec les États-Unis, les Maritimes dépendaient presque entièrement de ce que l'historien et économiste Gilles Paquet désignait comme le « système de signalisation atlantique », c'est-à-dire le commerce multinational soumis aux fluctuations d'offre et de demande des États atlantiques. Il sera également pertinent d'examiner la culture loyaliste et son influence sur les politiques adoptées par l'État canadien afin de renforcer les liens avec le reste de l'empire. Par conséquent, ces descendants de loyalistes se sont révélés être les principaux défenseurs du modèle britannique tant sur le plan économique, politique que social.

Le dernier chapitre sera consacré à l'exposition de la vision continentale, c'est-à-dire la pensée articulée par les apôtres de la *Toronto Branch of the Imperial Federation League*. Nous examinerons l'angle économique ainsi que le désir d'élargir l'hinterland de l'Ontario, qui a conduit à la colonisation de l'Ouest canadien. Cet événement a sensibilisé les élites torontoises aux avantages découlant du développement du marché intérieur, favorisé par des politiques économiques protectionnistes qui ont émergé sous la forme de la National Policy en 1879. De surcroît, ces partisans du protectionnisme aspiraient également à ce que l'ensemble de l'Empire britannique adopte des politiques analogues par le biais d'une préférence impériale, en instaurant des droits de douane élevés sur les produits provenant d'autres nations.

CHAPITRE 1

LA BRANCHE DE MONTRÉAL

Le 29 juillet 1884, avait lieu, à Londres, la première conférence en faveur de la Fédération impériale. D'éminentes personnalités s'y trouvèrent afin de discuter des moyens à entreprendre pour garantir l'unité permanente de l'empire, assurer la prééminence des intérêts britanniques et préserver l'ordre et la paix mondiale. Ce qui est ressorti de cette rencontre avec le plus de netteté fut l'énonciation d'une politique impériale et globale en mesure de résoudre la pléthore de problèmes identifiés par les apôtres de la solution fédérale. En effet, la compétition internationale grandissante, la montée des discours démocratiques et les turbulences socio-économiques issues de la Longue Dépression (1873-1896) avaient provoqué une anxiété palpable au sein des classes supérieures britanniques soucieuses de conserver leurs avoirs et leurs privilèges. Ainsi, une partie des élites intellectuelles, des hommes d'affaires, des avocats, des politiciens et des journalistes, œuvrèrent à répondre à ces maux en parachevant la « révolution impérialiste » entamée par le premier ministre Benjamin Disraeli (1804-1881) sous la forme d'une Fédération impériale entre la Grande-Bretagne et les *white colonies*.¹ Les récentes unifications italienne et allemande des années 1860 et 1870 renforcèrent les arguments énoncés par l'impérialiste John Seeley, auteur du livre *The Expansion of England* (1883), quant à la possibilité et à la viabilité de fédérer le monde anglo-saxon (États-Unis exclus) dans un ensemble politique homogène mieux à même de défendre ses intérêts.²

En parallèle, les artisans du « nouvel impérialisme »³ britannique s'opposèrent radicalement au mouvement anti-expansionniste *Little Englander* initié sur la scène politique par le Premier Ministre William Gladstone (1809-1888) qui, d'après la légende véhiculée par ses adversaires, souhaitait démembrer l'Empire britannique. En chargeant à la limite de l'absurde le gouvernement libéral des années 1868 à 1874, les impérialistes souhaitèrent créer un ralliement transpartisan

¹ Duncan Bell, *op.cit*, p. 5-6

² John Robert Seeley, *The Expansion of England*, [archives.org](https://archive.org/details/expansionofengla00see/page/358/mode/2up), 1883, p. 50-51.
<https://archive.org/details/expansionofengla00see/page/358/mode/2up> (8 décembre 2022)

³ Peter Cain, Antony J. Hopkins, *op.cit*, p. 12. Terminologie pour désigner l'expansionnisme coloniale occidentale à la fin du XIX^e siècle.

autour du slogan « *Save the empire* ». ⁴ Sur bien des aspects, ils réussirent dans leur entreprise, puisque plusieurs (approximativement une centaine) conservateurs, libéraux et radicaux se rassemblèrent de nouveau à Londres le 18 novembre 1884 où fut officiellement inauguré l'*Imperial Federation League* (1884-1893). En connivence avec une partie de l'intelligentsia de l'époque, les apôtres de la solution fédérale voulurent insuffler « *an ethos of imperial patriotism* » par l'entremise de leurs journaux, d'ouvrages et de pamphlets propagandistes. ⁵ Par conséquent, l'une de leurs principales missions résidait en la transformation de l'imaginaire populaire britannique de sorte que les colonies de peuplement soient perçues telles des régions à part entière du Royaume-Uni, ou de ce qu'il désignait comme « La Plus-Grande-Bretagne » : « *if Greater Britain in the full sense of the phrase really existed, écrivait Seeley, Canada and Australia would be to us as Kent and Cornwall.* » ⁶

Parmi les membres de la délégation canadienne présents lors de la fondation de la ligue en 1884, deux individus se distinguèrent par leur rôle prépondérant dans la quête de l'unité impériale : l'homme d'affaire et politicien Richard Reid Dobell (1837-1902) et le futur Premier ministre Charles Tupper (1821-1915). ⁷ Le premier fut honoré pour ses multiples engagements et prises de position sur la scène canadienne, comme en témoigne sa nomination au sein du *Provisional Committee* de l'*IFL*, chargé de définir les grandes orientations politiques du mouvement. De son côté, le second eut l'honneur de succéder au vieillissant et malade Alexander Tilloch Galt (1817-1893) au poste de Haut-Commissaire du Canada au Royaume-Uni de 1883 à 1896, fonction cruciale dans le schème impérial. Les membres du *Provisional Committee* (renommé *General Committee*) s'engagèrent, dans un rapport à l'issue de la seconde conférence de 1884, à promouvoir l'établissement de branches similaires à celles de Londres, et ce, à travers les grandes villes de l'empire et en particulier dans les *white colonies*. ⁸

⁴ Duncan Bell, *op.cit.*, p. 12-13

⁵ *Ibid*, p. 34

⁶ John Robert Seeley, *op.cit.*, p. 75

⁷ Imperial Federation League in Canada, *Progress of Work and Rules for Branches*, [archives.org](https://archive.org/details/progressofworkru00impe/mode/2up), 1888, p. 1. <https://archive.org/details/progressofworkru00impe/mode/2up> (13 juillet 2022)

⁸ Voir le rapport de la Ligue de la Fédération impériale intitulé « *Report of the Conference Held on November 18th, 1884* », hathitrust.org, 1884, p. 21. https://archive.org/details/cihm_07502/page/n65/mode/2up (28 septembre 2022)

Ce chapitre visera dans un premier temps à retracer les origines de la ligue canadienne et de sa branche montréalaise, en prêtant une attention particulière au statut social et au parcours professionnel de ses membres respectifs. Pour y parvenir, il importera d'aborder le concept de britannicité (*Britishness*) dans toute sa complexité, en lui restituant sa profondeur historique, de sorte à faciliter la compréhension globale du mouvement en faveur de la Fédération impériale. En second lieu, nous analyserons les principaux axes développés par les adhérents de la branche de Montréal et jugés déterminants par ces derniers dans l'accomplissement de leur projet politique, tout en évoquant les nombreux obstacles qu'ils rencontrèrent, d'ordre endogène ou exogène. Enfin, la dernière partie, quant à elle, se distinguera des deux autres, car son sujet portera sur les causes de la chute et du remplacement de l'*IFL* par la *British Empire League (BEL)* aux cours des années 1890.

1.1 La métropole de l'Amérique du Nord britannique

Ce n'est pas une coïncidence si Montréal répondit la première parmi les villes coloniales à l'appel des fédéralistes britanniques. Forte de sa position géographique, en plein cœur d'un des carrefours les plus importants du continent nord-américain, la vallée du Saint-Laurent, elle attira de riches familles marchandes britanniques telles que les Frobishers, les McGills, les Redpaths et les McGillivrays qui développèrent leurs activités économiques autour du commerce du bois et des fourrures.⁹ Ces nouvelles élites mercantiles du XIX^e siècle patronnèrent la politique expansionniste pancanadienne s'articulant autour du fleuve Saint-Laurent et des Grands Lacs avec comme point d'ancrage la capitale économique Montréal qui devait régir ce vaste commerce.¹⁰ L'historien Donald Creighton entrevit dans leurs discours et leurs écrits respectifs une nette volonté de domination commerciale exercée par leur ville sous la forme d'un « *Empire of the St. Lawrence*. »¹¹ Loin d'être une simple formulation académique, la métropole laurentienne disposait d'un vaste

⁹ Kenneth Norrie, Douglas O'ram & J.C. Herbert Emery, *A History of the Canadian Economy*, Toronto, Fourth Edition, Nelson, 2008, p. 86-88

¹⁰ Voir Robin Neill, *A History of Canadian Economic Thought*, London & New York, Routledge, 1991, p. 16-17 : les élites économiques montréalaises ambitionnaient de faire de leur ville un emporium pour tout l'intérieur du continent. Cette aspiration se confronta aux intérêts agraires du Haut-Canada qui souhaitait développer leur propre écosystème sans avoir à dépendre de la métropole canadienne.

¹¹ *Ibid*, p. 86

hinterland, à savoir l'Ouest canadien qui importait et exportait ses marchandises via le port de Montréal, accentuant encore la prépondérance de ce nœud commercial.¹² Toutefois, régi par « le système transatlantique de signalisation »¹³, le Bas-Canada était contraint de se moderniser pour répondre avec efficacité et rapidité au monde extérieur. À titre d'exemple, le changement doctrinal au Royaume-Uni à partir de 1846, d'une économie protectionniste à une économie libre-échangiste, supprima les privilèges de la province canadienne forçant celle-ci à se rapprocher du marché américain pour ses exportations.¹⁴ Concrètement, l'augmentation des échanges transatlantiques et la présence d'une large communauté marchande incitèrent les autorités coloniales à développer de grands travaux d'infrastructures tels les canaux Lachine (1821-1824) et Welland (1824-1829), ainsi qu'un réseau financier pancanadien, notamment avec la création de la Banque de Montréal (1817), de la Banque de la Cité (1833) et de la Banque du Peuple (1835).¹⁵

Progressivement, Montréal affirma sa position financière dominante par l'entremise d'un système bancaire efficace qui connut une forte croissance, surtout au cours des années 1850 à 1873.¹⁶ L'afflux de capitaux et le souhait grandissant des puissances capitalistes de diversifier leurs domaines d'activités conduisirent à l'émergence d'un premier pôle industriel aux abords du port métropolitain. Ces nouvelles industries accompagnèrent la révolution des transports et sa principale transformation de ce siècle : le chemin de fer.¹⁷ L'association de la vapeur et du rail était donc essentielle dans le développement de l'Amérique du Nord britannique en raison des grandes

¹² Isaac Buchanan, *The Relations of the Industry of Canada*, Montréal, archives.org, 1864, p. 137-138. <https://archive.org/details/reliationsindust00buchgoog/page/212/mode/2up> (11 août 2021)

¹³ Gilles Paquet, Jean-Pierre Wallot, *Un Québec moderne, 1760-1840 : Essai d'histoire économique et sociale*, Montréal, Hurtubise, 2007, p. 307-314. Selon ces deux auteurs, le Bas-Canada répondait à un système complexe et multinational soumis aux aléas économiques des différents États et qui se traduisait concrètement par un ajustement entre la consommation, la production et les exportations canadiennes. Les « signaux » que devaient prendre en compte les acteurs canadiens étaient à la fois les événements internationaux d'envergure ayant une influence sur les échanges transatlantiques et la fluctuation des prix dans chacun des marchés, ces derniers subordonnés à la loi de l'offre et de la demande.

¹⁴ *Ibid*, p. 309

¹⁵ Kenneth Norrie, Douglas Owsram & J.C. Herbert Emery, *op.cit*, p. 88

¹⁶ Dany Fougères (dir.), *Histoire de Montréal et de sa région, des origines à nos jours*, tome 1 et 2, Québec, PUL, 2012, p.523. Comme le montre Dany Fougères, la rue Saint-Jacques devint au XIX^e siècle la « *Wall Street* » canadienne avec à sa tête un réseau bancaire de premier ordre participant à la fois aux activités économiques régionales et au commerce international, notamment dans le secteur des matières premières.

¹⁷ Éric Anceau, *Comprendre le XIX^e siècle*, Paris, Belin Education, 2018, p. 90

distances nécessaires au déplacement des biens et des personnes. Notons que d'imposantes fortunes se créèrent ou se consolidèrent grâce aux nombreux projets de voies ferrées encouragés par les élites coloniales et impériales dès la seconde moitié du XIX^e siècle¹⁸ tels les *St. Lawrence and Atlantic Railway* (1853), *Great Western Railway* (1855), *Grand Trunk* (1859) et *Canadian Pacific Railway* (1881).¹⁹ Financer de telles initiatives nécessitait des fonds colossaux que les capitalistes canadiens ne pouvaient guère couvrir seuls, les amenant à courtiser les milieux financiers londoniens, à commencer par les Banques marchandes, afin d'obtenir des crédits. Découlant de ces arrangements économiques, des liens étroits se nouèrent entre les deux parties concernées qui se transposèrent également politiquement autour de la question du maintien de la « *British connection* ». Il ne faut pas s'étonner que ces intérêts ferroviaires et bancaires situés sur la rue Saint-Jacques à Montréal fissent partie du noyau dur de la ligue pour la Fédération impériale au Canada. Parmi eux, les plus engagés étaient Richard Reid Dobell, Sir Alexander Galt, George Hague (1825-1915), Hugh McLennan (1825-1899), Peter Redpath (1821-1894) et Sir Donald Smith (1820-1914), plus tard Lord Strathcona & Mount Royal.

1.1.1 Aux origines de la ligue canadienne

En vertu de l'article 8 des résolutions formulées par le *General Committee*, les partisans de la consolidation de l'Empire pouvaient se regrouper dans une ville impériale et former une succursale sur le modèle de la branche mère dite londonienne.²⁰ Ainsi, une rencontre extraordinaire se tint à l'Hôtel Windsor de Montréal le 9 mai 1885 où l'*Imperial Federation League in Canada* vit le jour. Ceux présents étaient essentiellement les élites académiques et juridiques, ainsi qu'une part non négligeable de la classe politique. D'ailleurs, le journal de l'*IFL* soutient que 57 membres du

¹⁸ Voir Robin Neill, *op.cit.*, p.114-115. L'auteur affirme que le chemin de fer *Canadian Pacific Railway* (CPR) faisait d'abord partie d'une politique globale tirant ses origines du Cabinet de Disraeli avant de devenir un projet de développement canadien. Neill considère que la poursuite des intérêts de l'Empire impliquait une restructuration de l'économie canadienne, en mesure de répondre aux besoins croissants de la machine industrielle britannique.

¹⁹ Kenneth Norrie, Douglas Owrarn & J.C. Herbert Emery, *op.cit.*, p. 160

²⁰ Imperial Federation League in Canada, *Constitution, Rules &c.*, [archives.org](https://archives.org/details/cihm_07501/page/n9/mode/2up), 1890, p. 2. https://archives.org/details/cihm_07501/page/n9/mode/2up (26 mars 2023). Pour ce mémoire, nous employons le terme « branche mère » pour qualifier le chapitre londonien et la distinguer de ses succursales présentes à la fois au Royaume-Uni, mais également dans le reste de l'Empire, en l'occurrence au Canada.

Parlement d'Ottawa, tant conservateurs que libéraux, rejoignirent la ligue en ce même mois.²¹ Tous acquiescèrent à ce qu'Isabela McGown qualifia de *Constitution of the London Society*, en référence aux trois fondements de la Fédération impériale, et adoptèrent ces principes comme ligne directrice :

1. *That, in order to secure the permanent unity of the Empire some form of federation is essential.*
2. *That no scheme of federation should interfere with the existing rights of local parliaments, as regards local affairs.*
3. *That any scheme of federation should combine on an equitable basis the resources of the Empire for the maintenance of common interests, and adequately provide for an organize defense of common rights.*²²

Pour mener à bien ses missions, la ligue canadienne se dota d'une structure organisationnelle légère avec un Président, un Vice-Président, un Trésorier, deux Secrétaires et un Comité exécutif (*Executive Committee*) où siégeaient des représentants provenant de toutes les Provinces. Voici le premier organigramme :

Président : L'avocat et homme politique torontois (Parti conservateur), D'Alton McCarthy [1836-1898]

Vice-Président : Le politicien torontois (Parti conservateur), Alexander McNeill [1842-1932]

²¹ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati01londonoft/page/n1/mode/2up), 1886, p. 12. <https://archive.org/details/imperialfederati01londonoft/page/n1/mode/2up> (19 août 2022)

²² Isabela McGown, *Imperial Federation Movement with Special Reference to Canada*, mémoire de maîtrise (histoire), McGill University, 1923, p. 35-55

Trésorier : L'homme d'affaire montréalais, Henry Lyman [1854-1914]

Secrétaire : Le professeur de droit à l'université McGill, Archibald McGoun junior [1853-1921]

Secrétaire : L'avocat torontois John Bowes [1812-1892]

Le choix de D'Alton McCarthy à la présidence n'était pas anodin. Ce dernier disposait d'un vaste réseau politique grâce à ses liens étroits avec John A. Macdonald et par son statut de principal conseiller juridique du parti conservateur.²³ Grands partisans d'un système politique unitaire, à l'échelle du Canada, McCarthy et le Premier ministre partageaient l'idée d'un État centralisé où les pouvoirs décisionnels résidaient dans une seule entité appelée gouvernement national.²⁴ Rappelons que cette proposition d'« union législative » s'opposait radicalement à l'esprit même de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867), qui prônait une solution fédérale permettant la répartition des pouvoirs entre le gouvernement central et les provinces. Fin tribun et homme de caractère, le président de la Ligue apparaissait tel le digne héritier du vieux Macdonald. Or, la mort de ce-dernier, en 1891, provoqua des dissensions chez les Tories se traduisant par des luttes internes pour le pouvoir. La candidature de McCarthy à la succession fut rapidement écartée, lui qui aspirait à poursuivre l'héritage du « Père de la Nation », c'est-à-dire à édifier une nation canadienne souveraine au sein d'un Empire britannique revitalisé.²⁵ Avec la montée de l'éphémère, mais populaire Parti national d'Honoré Mercier (1885-1891) au Québec, le noyau dur tory ne pouvait guère se permettre de s'aliéner les votes canadiens français. N'oublions pas l'hostilité qu'éprouvaient ces derniers vis-à-vis de tout rapprochement avec le Royaume-Uni en matière de politique étrangère. L'ancienne étoile montante se résoudra donc à se détacher progressivement du parti conservateur pour se concentrer entièrement à la réalisation de la Fédération impériale.

À la suite de son élection et de sa nomination en tant que Président, McCarthy s'efforça de présenter un argumentaire convaincant sur l'urgence de renforcer l'Empire. Pour lui, comme pour la plupart

²³ Larry Kulisek, « D'Alton McCarthy », *Dictionnaire Biographique du Canada*, vol.12, Université Laval/University of Toronto, https://www.biographi.ca/fr/bio/mccarthy_d_alton_12F.html (26 octobre 2023).

²⁴ Patrick Malcolmson, Richard Myers, *op. cit.*, p. 71-72

²⁵ Larry Kulisek, *op.cit*

des apôtres, le Canada était confronté à une maladie indépendantiste qui, si elle se concrétisait, se traduirait éventuellement par son absorption dans la sphère d'influence américain.²⁶ Crainte, somme toute bien réelle, puisqu'au moment des guerres d'indépendances américaines (1776-1783 et 1812-1814), les États-Unis envahirent à deux reprises le territoire canadien, sans oublier les déclarations annexionnistes du Secrétaire d'État William Seward (1801-1872) et les demandes de cession territoriale lors des Réclamations d'Alabama (1869).²⁷ Par ailleurs, suite à l'abolition des mesures protectionnistes au Royaume-Uni en 1846, une fraction de la bourgeoisie montréalaise, sous l'égide de John Redpath (1796-1869), plaidait pour une fusion entre les deux-Canadas et les États-Unis.²⁸ McCarthy rappela l'existence de ce courant politique et de son soi-disant faible soutien populaire illustrant, selon lui, la ferveur patriotique des sujets de la Couronne outre-Atlantique.²⁹ Ainsi, l'échec du mouvement annexionniste justifiait à ses yeux l'apparition d'un tout nouveau compromis impérial³⁰ avec comme toile de fond une harmonisation des intérêts, c'est-à-dire une prise en compte des revendications nationales canadiennes sur les questions de défense, d'économie et de politiques étrangères de l'Empire, en contrepartie d'une plus large participation humaine et matérielle des colonies de peuplement. L'accroissement de la population, le développement économique et l'indépendance politique du jeune dominion étaient à ses yeux uniquement réalisables via la constitution d'une entité supranationale anglo-saxonne garante de la *Pax Britannica* à l'échelle de la planète.³¹

²⁶ Imperial Federation League in Canada, *Report of the first meetings of the League in Canada*, archives.org, 1885, p. 22-24. https://archive.org/details/cihm_07502/page/n65/mode/2up (28 septembre 2022)

²⁷ Voir Carl Berger, *The Sense of Power, Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914*, Toronto, Toronto University Press, 2013, 2^e éd, p.41-43 : une véritable psychose à l'égard du mouvement annexionniste se manifesta à travers les couches supérieures de la société canadienne qui aboutit à de vastes campagnes de presse contre cette idée perçue, par plusieurs, comme relevant de la trahison.

²⁸ Dany Fougères, (dir.), *op.cit*, p. 514

²⁹ Imperial Federation League in Canada, *op.cit*, p. 22-24

³⁰ Selon McCarthy, le mouvement indépendantiste des années 1870 ne parvint pas à rallier un nombre significatif de canadien à leur cause en raison du sentiment d'attachement de la population à la Couronne. De ce constat, il supposa que le raffermissement des liens avec la mère patrie sous la forme d'un partenariat impérial devrait être bien accueilli par les Canadiens. Voir Imperial Federation League in Canada, *Report of the first meetings of the League in Canada*, archives.org, 1885, p. 23

³¹ *Ibid*, p. 22-24

1.1.2 La création de la branche montréalaise

Devant le succès de la réunion tenu à l'Hôtel Windsor, les membres de la délégation montréalaise se regroupèrent de nouveau le 29 mai 1885 pour constituer la première branche auxiliaire canadienne. Parmi ses fondateurs et principaux membres, nous retrouvons :

Président : L'industriel pharmaceutique, Henry Lyman [1854-1914]

Vice-Président(s) : L'assureur, banquier et dirigeant d'entreprise de transport, Hugh McLennan [1825-1899]

Vice-Président(s) : L'arpenteur des douanes, John Lewis [1837-1896]

Trésorier : Le banquier, John Ralph Murray [...]

Secrétaire : Le professeur de droit à l'université McGill, Archibald McGoun junior [1853-1921]

Membre(s) du *Council* : Le banquier, George Hague [1825-1915]

Membre(s) du *Council* : Le politicien et magnat de chemin de fer, Alexander Tilloch Galt [1817-1893]

Membre(s) du *Council* : Le notaire, politicien et magnat de la presse, Joseph-Israël Tarte [1848-1907]

Membre(s) du *Council* : L'ingénieur et fonctionnaire de l'État, Thomas Macfarlane [1834-1907]

Membre(s) du *Council* : Le fonctionnaire et homme d'affaire, David Abraham Ansell [1834-1914]

Membre(s) du *Council* : L'homme d'affaire et politicien, Richard Reid Dobell [1837-1902]

Membre(s) du *Council* : L'homme d'affaire, politicien et magnat de chemin de fer, Donald Alexander Smith [1820-1914]

La différence notable dans la composition de la branche montréalaise avec ses sœurs haligoniennes et torontoises, dont il sera davantage question dans les prochains chapitres, résidait dans la présence d'hommes d'affaires au sein de celle-ci. Bien qu'ils ne constituassent pas la majorité au sein de l'organisation à l'échelle canadienne, ces derniers avaient néanmoins voix au chapitre et orientaient principalement les discussions autour des enjeux économiques. Leurs adhésions s'expliquaient tant par un simple élan patriotique que pour des motifs commerciaux. À ce propos, Archibald McGoun junior reprenait le postulat des impérialistes voulant que le commerce suive toujours la trajectoire du drapeau (« *trade follows the flag* »)³². Une assertion assez osée, mais qui reflétait l'état d'esprit de ces milieux élitistes qualifiés par Bell de club plus ou moins fermé sur lui-même.³³ Cela dit, les échanges commerciaux extérieurs de la mère patrie avec ses colonies étaient manifestement inférieurs à ceux réalisés avec ses partenaires internationaux. Toutefois, à compter de la Longue Dépression (1873-1896), les marchés financiers britanniques investirent massivement dans ces possessions périphériques pour des raisons que nous élaborons en détail un peu plus loin.³⁴ Retenons néanmoins que ces flots de capitaux et leur intensification arrangèrent la classe aisée et entrepreneuriale montréalaise. Que cela soit Dobell, Galt, Hague, McLennan ou Smith, tous engrangeaient de nets bénéfices grâce à leurs activités commerciales avec les capitalistes britanniques (ladite connexion britannique).³⁵ Il devient alors moins surprenant de constater l'implication des élites économiques laurentiennes dans le projet de Fédération impériale.

Il est tout aussi important de souligner l'origine très distincte des apôtres montréalais vis-à-vis de leurs confrères. En effet, tandis que les branches haligoniennes et torontoises se composaient majoritairement de descendants de loyalistes ayant fui les États-Unis à la suite de leurs expulsions (1783), celle de Montréal se démarquait par ses adhérents issus de la seconde vague migratoire du Royaume-Uni— plus communément appelé la Grande Migration au Canada (1815-1850). Selon

³² Archibald Jr. McGoun, *On Commercial Union with the United States with a Word on Imperial Reciprocity*, [archives.org](https://archive.org/details/oncommercialunio00mcgo/mode/2up?view=theater), 1887, p. 27-28. <https://archive.org/details/oncommercialunio00mcgo/mode/2up?view=theater> (2 août 2022)

³³ Duncan Bell, *op.cit.*, p. 16-17

³⁴ Marcello De Cecco, *Money and Empire: The International Gold Standard, 1890-1914*, Totowa, Rowman and Littlefield, 1975, p. 39-40

³⁵ Voir Tom Naylor, *The History of Canadian Business 1867-1914*, Montreal, James Lorimer & Company, Vol.1 1975, p. 95-111 : l'enrichissement de la classe bourgeoise canadienne dépendait majoritairement des exportations nationales vers le marché impérial.

l'historien Edwin Guillet, les raisons ayant poussés ces populations à quitter leur pays natal étaient multiples : la cessation des contrats manufacturiers de guerre, l'endettement des classes inférieures et moyennes, la Grande Famine irlandaise (1845-1852), la raréfaction des terres agricoles disponibles et la chute drastique des salaires, parfois plus de la moitié, à compter de 1815.³⁶ Par conséquent, les conditions de travail déplorables couplées aux coûts de la vie grandissants incitèrent, en particulier les Écossais et les Irlandais, originaires des périphéries celtiques du royaume, à émigrer vers le Nouveau Monde, afin d'y améliorer leur sort. Cela dit, cette émigration n'était pas uniquement celle des couches les moins favorisées de la société britannique, mais également celle d'une partie de la petite bourgeoisie à la recherche de meilleure opportunité lucrative dans un marché en pleine expansion. Ainsi, parmi les acteurs de la branche montréalaise de la Fédération impériale au Canada, nous pouvons citer, à titre d'exemple, Dobell (né en 1837 à Liverpool), Galt (né en 1817 à Chelsea), Hague (né en 1825 à Rotherham), Macfarlane (né en 1834 à Glasgow) et Smith (né en 1820 à Fortes). S'inspirant de leur réussite personnelle et voyant l'utilité économique de coloniser l'Ouest canadien, ces derniers plaidèrent en faveur d'une politique d'immigration impériale, et ce, conjointement avec l'initiative de la branche mère d'émigration systémique pour soulager la pression démographique au Royaume-Uni.³⁷

Cependant, comme l'a démontré Scott Scrosati,³⁸ le projet d'unification impériale ainsi que ses mesures sous-jacentes exacerbèrent les tensions déjà palpables entre les anglophones et les francophones. L'hostilité des Canadiens français s'expliquait entre autres par la crainte d'être invisibilisés dans une fédération britannico-centrée : « *The ethnic identity of imperial federalists in Canada was British, not Canadian, and they therefore could not be Canadian nationalists. Thus, while French-Canadians could exhibit British patriotism, they could not exhibit British nationalism.* »³⁹ En d'autres mots, selon Scrosati, les impérialistes canadiens entretenaient une confusion entre les concepts de nationalisme, de patriotisme et d'impérialisme. Derrière un soutien déclaré à la cause nationale canadienne, les promoteurs de la Fédération impériale restaient motivés

³⁶ Edwin Guillet, *The Great Migration*, Toronto, Toronto University Press, 1963, 2^e éd., p. 2-3

³⁷ Duncan Bell, *op.cit.*, p. 47-49

³⁸ Scott Scrosati, *Honoré Mercier and Public Opinion on Imperial Federalism as Seen Through the Montreal Press, 1885-1893*, mémoire de maîtrise (histoire), Queen's University, 2019, p. 16-19

³⁹ *Ibid*, p. 29-30

par un vif « *pan-saxonism* » ou un « *britannic idealism* ». ⁴⁰ Tous deux s'appuyaient sur le développement et l'élévation du peuple britannique à travers le monde partageant à la fois la même langue, la même religion et un passé commun. Pas étonnant que les francophones s'opposèrent à ce qu'ils percevaient comme une tentative de marginalisation de leur communauté. Ajouté à cela la rhétorique ethnique déployée par les réformateurs de l'Empire, l'antipathie des Franco-canadiens à cette union devenait quasiment « naturelle » d'autant que plusieurs acteurs politiques firent campagne pour éveiller les esprits. On ne saurait négliger l'engagement d'Honoré Mercier, chef du Parti libéral du Québec (1883-1891) et, en même temps, du Parti national (1885-1891), dans la lutte contre la Fédération impériale. ⁴¹ Il s'opposa farouchement à ce qu'il percevait être le spectre d'une union législative si chère aux Tories et déguisée sous de nouvelles apparences : « La fédération impériale, voilà notre ennemie, l'ennemie de nos institutions, l'ennemie de nos libertés politiques, l'ennemie de notre agrandissement futur, mais le gouvernement impérial, n'est pas, lui, notre ennemi. » ⁴² Remarquons ici la nette distinction faite par le Premier ministre Mercier. Pour lui, la prospérité et la stabilité politique du Canada reposait sur la relation maternelle qu'entretenait la Couronne avec son enfant d'outremer de sorte qu'il grandisse de manière autonome par l'octroi d'un gouvernement responsable et la maîtrise de sa politique économique. Or, Mercier s'opposait à ce qu'il percevait être un contrôle parental excessif portant préjudices au développement du jeune État canadien et à sa volonté d'exercer son libre-arbitre. Ainsi, la Fédération impériale contrevenait à la trajectoire naturelle du dominion, c'est-à-dire de devenir, à terme, entièrement souverain, en perpétuant au contraire un rapport de dépendance resserré avec la famille britannique. Parmi les quelques rares soutiens de francophones, le magnat de la presse, politicien et rival de Mercier, Joseph-Israël Tarte (1848-1907), défendit le projet impérial publiquement, dans les pages de ses journaux *Le Canadien* et, plus tard, *La Patrie*. ⁴³ Dans ces conditions, l'opposition quasi unanime

⁴⁰ *Ibid*, p.29-31

⁴¹ Lucie Desrochers, *Sir Henri-Gustave Joly de Lotbinière : un premier ministre improbable*, Québec, Septentrion, 2021, p. 106-107

⁴² Joseph Octave Pelland, *Biographies, discours et conférences de l'Honorable Honoré Mercier*, archives.org, 1890, Montréal, p. 200. <https://archive.org/details/biographiedisco00merc/mode/2up?view=theater> (30 mars 2023)

⁴³ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, archives.org, 1890, p. 111-113. <https://archive.org/details/imperialfederati05londuoft/mode/2up> (16 septembre 2022)

des Canadiens français força les partisans montréalais à adopter une posture pragmatique et à se détourner de toutes propositions maximalistes formulées, entre autres, par la branche torontoise.

Or, qu'en était-il des autres groupes sociaux ? S'opposèrent-ils avec autant de hargne à l'idée de fédération impériale ? Les seuls qui se penchèrent à minima sur la question en mesurant les bénéfices et les inconvénients furent les élites communautaires juives. À partir d'un simple diagnostic sur l'ampleur des persécutions de leurs pairs à travers le monde occidental, ces derniers prirent conscience que là où le droit anglais faisait loi, leur communauté était bien plus prospère et, par-dessus tout, en sécurité. À partir de ce constat, certains des plus imminents intellectuels et philanthropes hébraïques montréalais défendirent la « connexion britannique », voyant là l'occasion d'arriver à une alliance entre les Sionistes —mouvement qui militait pour la reconnaissance d'un foyer national juif— et les impérialistes britanniques. Parmi eux, nous retrouvons l'homme d'affaires et membre de la *Jewish Colonization Association*, David Abraham Ansell (1834-1914), le jeune rabbin Aaron Mordechai Ashinsky (1866-1954), le philanthrope et dirigeant de la *Canadian Zionist Federation* de 1899 à 1919, Clarence de Sola (1858-1920) et le leader communautaire et chef du *Montefiore Club* de 1882 à 1891, Maxwell Goldstein (1863-1939).⁴⁴ À l'exception d'Ansell qui fut membre de l'*IFLC*, tous les autres se contentèrent d'appuyer officiellement la plateforme des réformateurs de l'Empire sans pour autant prendre directement part aux délibérations. Malgré cette distanciation, l'adhésion de ces élites juives au projet impérial était assez claire, comme le démontre le communiqué de Maxwell Goldstein lors d'une rencontre tenue au Montefiore Club en 1887 : « *That this meeting sympathises with the agitation in favour of Imperial federation.* »⁴⁵ Par ailleurs, ils soutinrent activement le plan d'émigration systémique formulé par Galt, vers les territoires Ouest canadiens, et l'implantation d'une colonie juive à Moosomin (Saskatchewan).⁴⁶ Rappelons qu'en vertu de sa fonction de Haut-commissaire du Canada au Royaume-Uni (1880-1883) et de sa mission gouvernementale

⁴⁴ Gerald Jacob Joseph Tulchinsky, *Taking Root: The Origins of the Canadian Jewish Community*, Hanover & London, Brandeis University Press, archives.org, 1993, p. xxvi, 66 et 246.
<https://archive.org/details/takingroot0000unse/page/n5/mode/2up?q=Goldstein&view=theater> (24 juin 2023)

⁴⁵ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, archives.org, 1887, p. 41. <https://archive.org/details/imperialfederati02londouft/mode/2up?view=theater> (24 août 2022)

⁴⁶ Gerald Jacob Joseph Tulchinsky, *op.cit.*, p. 119-121

d'encourager la venue de nouveaux migrants, Alexander Galt s'investit personnellement dans la création d'un foyer juif au Canada. Lors de son mandat, il se lia d'amitié avec les principales familles juives londoniennes participant de près à la mouvance sioniste, à savoir les Montagus et les Rothschilds, qui l'aidèrent financièrement dans ses projets de peuplement.⁴⁷

À la suite de cette analyse, on est en droit de se poser la question suivante : comment ce groupement d'intérêts disparates a-t-il réussi à se constituer et à proposer des réformes faisant relativement l'unanimité au sein du comité montréalais ? À bien des égards, le facteur déterminant fut celui de la *Britishness*. Véritable sentiment d'appartenance à l'identité britannique, la « britannicité » faisait office de principal socle au maintien des colonies dans le giron impérial. Les apôtres fédéralistes soulignèrent le remarquable loyalisme des colonies de peuplement qui se traduisait concrètement par un mimétisme des lois et des institutions britanniques—mise en place du *Rule of Law* dans les *white colonies*—, sans oublier la gouvernance marquée par l'utilitarisme anglais⁴⁸. Notons que les protagonistes utilitaristes militèrent massivement en faveur de la dissémination du surplus démographique britannique vers les colonies de sorte que ces essaims établissent des diasporas fidèles à la Couronne. Le schème d'Edward Gibbon Wakefield (1796-1862) d'insuffler un attachement transnational à la mère patrie via des politiques de « *systemic colonization* », fut repris par les partisans de l'unité impériale sous sa nouvelle dénomination, mais sensiblement similaire, de « *systemic emigration* ». ⁴⁹ Cela dit, sous les apparences d'un nationalisme ethnique, la « britannicité » renvoyait davantage à une identité surplombantes, ajoutée à celles existantes au Royaume-Uni (anglaise, galloise, écossaise, voire irlandaise) et dans les colonies, lui donnant ainsi une dimension plus inclusive.⁵⁰

⁴⁷ Oscar Douglas Skelton, *The Life and Times of Sir Alexander Tilloch Galt*, Toronto, Oxford University Press, [archives.org](https://archive.org/details/lifetimesofsiralo00skeluoft/mode/2up), 1920, P. 544-545. <https://archive.org/details/lifetimesofsiralo00skeluoft/mode/2up> (19 mai 2023). Notons que Samuel Montagu siégea en tant que Vice-Président de l'Imperial Federation League à la branche de la *City de Londres*, tandis que Nathaniel Mayer Rothschild était Vice-Président de la *British Empire League*. Ainsi, il est possible de percevoir une convergence d'intérêt entre certains sionistes et les impérialistes britanniques.

⁴⁸ Claude Couture, Srilata Ravi, *Britannicité : Présence française dans l'Empire britannique au XIX^e siècle*, Québec, Presse de l'Université de Laval, 2020, p. 121-124. Pour avoir une excellente idée de l'utilitarisme, Éric Anceau offrit une définition pertinente : « doctrine élaborée par le Britannique Bentham, au début du XIX^e siècle, et selon laquelle la valeur d'un acte ou d'un objet est déterminée par son utilité ». Voir Anceau, *Comprendre le XIX^e siècle*, p.452

⁴⁹ Pour plus d'information, consulter Duncan Bell, *Greater Britain*, p. 219-225

⁵⁰ Simon Potter, *op.cit*, p. 2-3

Il ne s'agit pas ici de pénétrer dans le large débat entourant cette appellation culturelle, mais de convenir que la britannicité représentait pour plusieurs impérialistes, dont Albert Grey et Richard Jebb, le moyen d'unir des individus dans une nouvelle identité, par l'hybridation des héritages culturels anglais, écossais, gallois et irlandais, dans les îles britanniques, ainsi que dans les colonies de peuplement.⁵¹ Du reste, le développement des nationalismes coloniaux, principalement australien, canadien et néozélandais, fut largement encouragé par ces derniers, voyant là la condition sine qua non pour une éventuelle consolidation de l'Empire. Ainsi, les frontières entre l'impérialisme et le nationalisme n'étaient pas si hermétiques. En effet, comme l'a démontré Kevin Colclough, les figures prédominantes de la formation politique *Canadian National Association*, héritière du mouvement nationaliste *Canada First*, militèrent activement pour le maintien de la « *British Connection* » et de son élargissement.⁵² Tout semble indiquer qu'une certaine compatibilité entre l'identité nationale canadienne et celle impériale fut articulée et théorisée au tournant du XX^e siècle. Les plus réalistes et pragmatiques parmi les réformateurs impériaux insistèrent davantage sur l'héritage et la tradition des institutions, à commencer par le parlementarisme anglais. Le ralliement d'Israël Tarte est à situer dans ce cadre :

La Ligue est un instrument de résistance aux tentatives de désintégration et de trahison. Je suis de la Ligue, et sais que l'instrument dont je me sers n'est employé que pour défendre la Couronne, à laquelle je souscris de tout mon cœur allégeance, parce qu'elle protège sûrement les libertés et les intérêts qui me sont chers—l'autonomie des institutions qui ont contribué au développement rapide de ce pays et qui le conduiront à des destinées plus glorieuses encore, si seulement ses habitants ne prêtent pas l'oreille aux démagogues et aux écervelés... La Fédération Impériale ne demande pas et n'a jamais demandé de modifier la constitution de cette province et du Canada. Elle est, au contraire, ardemment favorable aux institutions existantes.⁵³

De même, il était beaucoup plus aisé pour des groupes ethniques et religieux minoritaires tels que les juifs canadiens de se rattacher à l'identité britannique plutôt qu'anglaise, celle-ci intimement ethniques dans son expression. Pas étonnant que la famille de Sola défendît la tradition britannique

⁵¹ *Ibid*, p.3-5

⁵² Kevin Colclough, *op.cit* p. 102-103. Voir également Carl Berger, *The Sense of Power*, p. 49-56.

⁵³ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati05londonuoft/mode/2up), 1890, p. 111. <https://archive.org/details/imperialfederati05londonuoft/mode/2up> (16 septembre 2022)

et même le projet de Fédération impériale et ses principes sous-jacents, à savoir une plus large tolérance, une ouverture d'esprit et la garantie des libertés individuelles.⁵⁴

1.2 Des propositions pragmatiques ou maximalistes

« La situation est grave, déclarait Honoré-Mercier en 1888, nous sommes en face du plus grand danger que notre organisation politique ait jamais couru ; on veut nous faire entrer dans un régime [Fédération impériale] qui ne peut avoir pour nous que les conséquences les plus désastreuses. »⁵⁵ Conscient de l'aversion des Canadiens français envers la Fédération impériale, le chapitre montréalais se devait d'adopter une posture conciliante à leur égard. Les membres les plus avertis se dissocièrent du président de la ligue, D'Alton McCarthy, et de sa campagne profondément anti-française voyant là une impasse nationale et contraire aux idées d'unité impériale. Dans cette optique, les apôtres montréalais renoncèrent à la rhétorique de supériorité raciale au profit d'une approche nettement plus inclusive, fondée sur l'héritage culturel, juridique et politique britannique, respecté tant par les anglophones que par les francophones.⁵⁶ Subséquemment, il n'était plus question de se rattacher à l'unique définition de la Fédération impériale par la branche mère, mais bien d'en imaginer plusieurs et de soutenir la proposition la plus réaliste et accommodante pour l'ensemble des groupes d'intérêts concernés.

Le directeur général de la *Merchants Banks of Canada*, George Hague, souligna lors de l'assemblée de la branche montréalaise du 18 février 1886, l'existence d'une grande incompréhension des intérêts canadiens parmi les impérialistes britanniques.⁵⁷ En effet, la plupart d'entre eux,

⁵⁴ Gerald Jacob Joseph Tulchinsky, *op.cit.*, p. xxii-xxiii

⁵⁵ Joseph Octave Pelland, *op.cit.*, p. 527-528

⁵⁶ Notons qu'au cœur de la conception du *Greater Britain* résidait l'idée d'unité ethnique qui renvoyait aux notions de hiérarchisation des races proférées par les théoriciens du darwinisme social selon lesquels des peuples sont supérieurs à d'autres au regard de leurs apports techniques et technologiques ainsi que de leur degré d'adaptabilité pour survivre dans un monde en constante évolution. Toutefois, il y avait des divergences de fond, puisque pour certains impérialistes, le mouvement *Greater Britain* était l'aspiration d'une seule « race » (nation), dite britannique, tandis que d'autres soutenaient que c'était davantage un courant regroupant plusieurs ethnies partageant une histoire commune : anglaise, écossaise, galloise et irlandaise. Pour plus d'informations, consulter Duncan Bell, *The Idea of Greater Britain*, p. 113-119

⁵⁷ George Hague, *The Position of Canada in Relation to Annexation, Secession or Independence and Imperial Federation*, Imperial Federation League in Canada: Montreal Branch, archives.org, 1886, Montréal, p. 3-4. https://archive.org/details/cihm_06383/mode/2up (5 juin 2023)

notamment Froude et Seeley, percevaient les *white colonies* telles des entités *de facto* intégrées au vaste système administratif des *Counties of England* en raison de leur relative homogénéité. Ces intellectuels estimaient que les avancées techniques et technologiques issues de la Révolution des transports annihilaient les notions de barrières géographiques qui, auparavant, entravèrent toute considération de politiques transnationales.⁵⁸ Or, Hague et ses confrères s'indignaient de la profonde ignorance de ceux-là mêmes prétextant œuvrer pour la consolidation de l'Empire sans toutefois s'intéresser aux particularismes régionaux des colonies.⁵⁹ Comment des médecins responsables d'un patient pourraient-ils poser le bon diagnostic lorsqu'ils ignoraient tous des symptômes de la maladie ? Sur bien des aspects, Hague travailla à exposer les inquiétudes et les revendications de ses confrères montréalais en prenant soin d'insister sur l'unicité de l'histoire et de la géographie canadienne. Au-delà de l'habituelle déconstruction des mythes d'un pays glacial avec ses régions inhospitalières et sa population prétendument arriérée, il s'évertua à expliquer la raison d'être du nationalisme colonial canadien et en quoi sa compréhension constituait une étape cruciale au succès de la refonte impériale.

Selon Hague, l'immensité du continent nord-américain exerçait une influence prépondérante sur le développement d'un nationalisme canadien. Ainsi, la mission que se donnèrent les Canadiens d'appriivoiser ce vaste territoire pour des raisons de prime abord économiques, éveilla en eux un sentiment d'appartenance de plus en plus grandissant :

*We have some reason to think that in the process of subduing the country (I do not mean subduing our fellows, but subduing the forest, the lake, the river, and the sea) we have developed the hardiest, the healthiest, and the most intelligent of the peoples that occupy the Continent.*⁶⁰

Cela dit, Hague ajoutait que l'identité canadienne se rapprochait d'un syncrétisme politico-culturel puisant dans l'héritage américain, britannique et français pour former un tout cohérent. D'où, il fut l'un des principaux défenseurs de la multinationalité de l'État canadien en reconnaissant les mérites

⁵⁸ Duncan Bell, *op.cit*, p. 63-64

⁵⁹ George Hague, *op.cit*, p. 4

⁶⁰ *Ibid*, p. 7

non négligeables de la société canadienne-française.⁶¹ Par ailleurs, Hague vit chez les Canadiens français une inclination à l'égard du système parlementaire britannique se traduisant par un loyalisme institutionnel, surtout lors des rébellions des patriotes (1837-1838). À ses yeux, les motivations principales de ces soulèvements populaires étaient davantage dirigées contre la déformation de la constitution coloniale par une oligarchie (la *Family Compact*) que vers une quête d'indépendance totale.⁶² De ce constat, il formula les trois piliers du nationalisme colonial canadien, à savoir : la fidélité envers la Couronne, une certaine indépendance politique sous la forme d'un gouvernement responsable et le respect *absolutum* des intérêts du pays dans le concert impérial.⁶³ En conséquence, nombre de membres de l'*IFLC* ne voyaient aucune contradiction à affirmer être à la fois impérialistes et nationalistes canadiens. Remarquons que les partisans montréalais se montraient d'autant plus redevables à la mère patrie que celle-ci avait beaucoup investi pour développer les infrastructures du jeune dominion.⁶⁴

Pour autant, la préservation des intérêts canadiens restait, à leurs yeux, la priorité. Ce dernier point était d'ailleurs martelé par les apôtres montréalais se souvenant de l'indifférence des commissaires britanniques à l'égard des revendications canadiennes lors de l'élaboration du Traité de Washington (1871).⁶⁵ À cela s'ajoutait le morcellement du territoire national lors du Traité Webster-Ashburton (1842), incitant les membres du chapitre métropolitain à réclamer une révision de la politique impériale afin d'assurer une meilleure considération des intérêts coloniaux.⁶⁶ L'idée

⁶¹ *Ibid*, p. 6-14. À la différence de certains de ses confrères de la ligue, Hague défendait les particularismes régionaux du Québec, à commencer par son système juridique mixte (code criminel anglais et code civil français), l'éducation en langue française et les traditions socio-culturels catholiques.

⁶² Michel Ducharme, *Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques (1776-1838)*, London, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 11-18. À partir de 1837, plusieurs réformistes, dont le chef du Parti patriote Louis-Joseph Papineau (1786-1871), se radicalisèrent et défendirent des positions beaucoup plus républicaines voir même indépendantistes. Pour plus d'information, consulter Yvan Lamonde, *Histoire sociale des idées au Québec (1760-1896)*, Montréal, Fides, 2000, p. 226-248

⁶³ George Hague, *op.cit*, p. 7-11

⁶⁴ *Ibid*, p. 8-11

⁶⁵ Au cours des négociations relatives au Traité de Washington en 1871, la délégation canadienne sollicita l'inscription à l'ordre du jour de la question des compensations dues au Canada suite aux raids fenians survenus entre 1866 et 1870. Toutefois, cette demande fut fermement rejetée par les représentants américains. De plus, les commissaires canadiens insistèrent sur l'importance d'établir un traité de réciprocité (libre-échange) entre le jeune Dominion et les États-Unis, une proposition que les délégués britanniques ignorèrent volontairement.

⁶⁶ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [google.books.ca](https://books.google.ca/books/about/Imperial_Federation), 1889, p. 9-10. https://books.google.ca/books/about/Imperial_Federation (9 septembre 2022)

générale demeurait celle d'un Empire britannique adoptant l'attitude d'un bon père de famille protégeant ses enfants coloniaux face aux diverses menaces étrangères et domestiques. Il est certain que ce changement de paradigme devait répondre aux alternatives annexionnistes et indépendantistes de plus en plus en vogue au Canada. Comme le rapporte Berger, les vingt années succédant l'Acte de Confédération furent largement un échec cuisant du projet national donnant ainsi crédibilité aux autres options politiques.⁶⁷ Parmi les facteurs qui discréditèrent l'œuvre des Pères de la Confédération, nous pouvons citer la nette scission entre les anglophones et les francophones au moment de l'exécution de Louis Riel et l'inefficacité de la Politique nationale⁶⁸ à sortir le pays de la Grande Dépression (1873-1896) en favorisant le développement des industries canadiennes par des mesures protectionnistes (barrières tarifaires). La fertilité du terrain offrait là l'occasion pour un projet ambitieux, tel que celui de la Fédération impériale d'éclore, à condition que les chantres de cette proposition associent des actions concrètes à leur discours d'*United Empire*. Malheureusement, peu de réalisations pratiques suivirent l'engouement initial pour cette initiative. Le président de la branche montréalaise, Henry Lyman, s'indigna tout particulièrement de l'inaction des autorités impériales au moment de l'épisode du Conflit de la mer de Béring avec les États-Unis et de son escalade (1886-1893)⁶⁹ :

For years past the British flag, which is as much ours as yours, has been no protection to Canadian vessels upon the high seas, but has been insulted with the utmost impunity, vessels seized and confiscated, crews imprisoned, and other outrages too numerous to mention, and when we appeal for protection—and, mark you, we have no power to send armed cruisers to protect our own vessels upon the high seas—we are told to have patience, that the Government is in communication with the Government at Washington, and is not without hope of arriving at a satisfactory settlement, and this

⁶⁷ Carl Berger, *op.cit.*, p. 4

⁶⁸ Véritable programme économique, la Politique nationale lancé par le gouvernement conservateur de John A. Macdonald devait protéger les industries canadiennes naissantes contre leurs concurrents étrangers par l'entremise de barrières tarifaires élevées. Pour plus d'information, consulter le livre de Robin Neill, *A History of Canadian Economic Thought*, p. 30

⁶⁹ À compter de l'année 1886, dans la suite logique de la doctrine Monroe, la garde-côtière américaine commença à saisir les phoquières et les baleiniers canadiens en haute mer en invoquant le droit de défendre leur « propriété ». Pour plus d'information, consulter l'ouvrage de Shelagh Grant, *Polar Imperative: A History of Arctic Sovereignty in North America*, Vancouver, Douglas & McIntyre, 2010, p. 173-175

*farce goes on from year to year, and our seamen are prevented by these acts of piracy from following their lawful calling.*⁷⁰

Face à l'empiètement répété sur les intérêts canadiens par leur voisin du sud, couplé à la myopie du gouvernement impérial peu enclin à intervenir en faveur de leur dominion, certains adhérents de la branche montréalaise théorisèrent leur propre modèle de Fédération impériale et la soumirent au Comité exécutif. L'objectif derrière cet acte était double. D'une part, il leur semblait primordial de mettre fin au panurgisme politique en refusant la pure subordination de leur pays aux intérêts de la Couronne, et ce, sans contrepartie. D'autre part, ils plaidèrent pour l'instauration de projets d'envergure canadiens afin que la « *community of nations* » manifeste du respect envers le jeune pays, en reconnaissance de ses nombreuses réalisations.⁷¹

1.2.1 Les réformes institutionnelles nécessaires

Depuis l'établissement de la ligue en 1884, certains membres, particulièrement enthousiastes, s'efforcèrent d'élaborer divers plans d'action dans le but de métamorphoser l'Empire britannique en une Fédération impériale hypothétique. Malgré les réserves exprimées par la branche principale londonienne, pour des motifs que nous examinerons ultérieurement, un grand nombre de propositions furent soumises à l'*Executive Committee*, afin d'y être étudiés et débattus. Parmi celles-ci, nous retiendrons les deux principales qui représentaient deux visions radicalement opposées dont l'une favorisait largement le Royaume-Uni, tandis que l'autre, théorisée par les membres montréalais, avantageait les *white colonies*.

Les adhérents du chapitre métropolitain représentaient le courant pragmatique, sensibles aux problèmes inhérents, à leurs yeux, à une fédération trop centralisée. Ainsi, ils se dressèrent contre la proposition, défendue par plusieurs Britanniques, d'une *Perfect Federation of the Empire*.⁷² Concrètement, celle-ci visait à établir une union analogue à celle de la Confédération canadienne, mais à l'échelle de l'Empire, impliquant une distinction claire entre les pouvoirs locaux et centraux.

⁷⁰ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, archives.org, 1890, p. 110. <https://archive.org/details/imperialfederati05londuoft/mode/2up> (16 septembre 2022)

⁷¹ George Hague, *op.cit.*, p. 19

⁷² *Ibid*, p. 20-21

Chaque État ou province de l'Empire disposerait d'une assemblée législative, d'un exécutif, de tribunaux et de systèmes de fiscalité distincts. Une telle proposition entraînerait des modifications significatives des institutions britanniques, en particulier en ce qui concerne les prérogatives de la Chambre des Communes et de la Chambre des Lords, qui se verraient réduites à des organes politiques provinciaux, sur le même modèle que ceux présents dans les colonies. Par conséquent, l'idée mère était de créer un Parlement impérial. Cette nouvelle structure décisionnelle transnationale devait reproduire les traditions parlementaristes britanniques, c'est-à-dire une chambre basse (*House of Commons*) et une chambre haute (*Senate or House of Lords*). Il convient de souligner qu'une attention particulière a été accordée à l'importance d'assurer une représentation équitable entre les colonies de peuplement et le Royaume-Uni, en respectant une proportion de représentants correspondant à leur population respective. En remplaçant effectivement les fonctions du Parlement de Westminster, cette entité politique potentielle serait chargée de traiter des enjeux cruciaux tels que le commerce, les droits de douane, les finances publiques, la fiscalité et la gestion de la dette impériale, sans omettre les domaines essentiels comme la poste, l'armée, la marine et la diplomatie.⁷³ Au sommet de ce Parlement se trouverait la monarchie, garante de cette union politique, et d'une nouvelle constitution dite impériale faisant loi. Cette proposition était en adéquation avec la position maximaliste des partisans de la Fédération impériale, soutenue de manière suffisamment vigoureuse au Royaume-Uni pour susciter des inquiétudes parmi les défenseurs du chapitre montréalais. Craignant une érosion de l'autonomie relative du Canada, ces derniers percevaient les menaces inhérentes à une telle union : la marginalisation des intérêts canadiens au sein d'un parlement impérial dominé par les Britanniques, l'accroissement des conflits et controverses relatives aux questions de politique étrangère, ainsi qu'une diminution significative des prérogatives décisionnelles du dominion, en particulier dans le domaine économique (fiscalité). Pour toutes ces raisons, les membres de la branche montréalaise proposaient une alternative nettement plus favorable aux colonies blanches, sans pour autant compromettre les intérêts de la Couronne.

Conscient des divergences d'opinions sur la forme fédérative à instaurer, George Hague préconisait une approche progressive, en commençant d'abord par une alliance défensive entre la Grande-

⁷³ *Ibid*, p. 20-21

Bretagne et les *white colonies*. Selon lui, un *Imperial Council* était nécessaire comme principal organe de coordination et d'harmonisation des vues, composé de membres nommés, de préférence issu des Cabinets ou du Conseil Privé, ou encore de Haut Commissaires.⁷⁴ Ce conseil supranational proposerait uniquement leurs recommandations à chaque gouvernement (Canada, Australie, Afrique du Sud, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni) en vue d'établir une politique commune. Par conséquent, Hague délaissait l'option centralisatrice voyant bien que les administrations coloniales refuseront de se départir de leur pouvoir politique dûment acquis. Comme le rappelle, à juste titre Duncan Bell : « *The idea of practical politics was linked to a positive valuation of experience [...]. In so doing, they could compare and contrast ideas with the purported lessons of the past, and extract conclusions about the feasibility of any particular project.* »⁷⁵ Rien d'étonnant à ce que les fédéralistes les plus pragmatiques déclinent toute forme d'union excessivement contraignante pour l'une des parties.

Ainsi, mis à part Archibald McGoun qui défendait l'option d'une *Perfect Federation of the Empire*, le chapitre montréalais restait unanime.⁷⁶ Partant du principe que les États sont par nature égoïstes et agissent selon leurs propres intérêts, les membres métropolitains se rendirent compte que l'unité impériale ne pouvait se réaliser que par voie consultative. Par conséquent, l'option d'un Conseil impérial leur semblait plus avisée. Contrairement à l'idée d'un Parlement fédéral, les États concernés ne perdraient pas leurs prérogatives, tout en étant mieux soutenus dans leurs prises de décisions en matière de politique étrangère si un Conseil impérial était établi ; la tenue d'une assemblée mensuelle coordonnerait les intérêts respectifs de chacun et servirait à faire front contre

⁷⁴ *Ibid*, p. 22-23

⁷⁵ Duncan Bell, *op.cit*, p. 127

⁷⁶ Archibald McGoun Jr., *A Federal Parliament for the British People*, Montréal, William Drysdale & Co., archives.org, 1890, p. 3-7. https://archive.org/details/cihm_06383/mode/2up (5 juin 2023). Ce dernier émit l'opinion que le maintien et le futur de l'Empire devaient passer par des mesures concrètes d'affermissement des liens entre les États concernés, à commencer par la promotion de leurs intérêts mutuels sur la scène internationale. En s'appuyant sur l'histoire politique britannique et son régime parlementaire, McGoun considérait « naturel » la mise en place d'un Parlement impérial (*House of Commons* et *Upper House*) où siègerait des représentants de tous les pays de l'Empire avec un *Imperial Executive Government*, responsable devant ce parlement. Ayant de grands espoirs quant à sa réalisation, il souhaitait devenir l'artisan du projet de Parlement impérial.

toutes menaces potentielles.⁷⁷ En définitive, pour Hague et la majorité des apôtres montréalais, une complète fédération de l'Empire ne serait ni souhaitable, ni réaliste.

1.2.2 Montréal, à contre-courant de la passivité de la branche mère

Hague fut loin de faire cavalier seul sur cette question de faisabilité et Thomas Macfarlane partagea les mêmes préoccupations. Ce fonctionnaire de l'État ne pouvait se résoudre à adhérer à la directive principale de l'*Executive Committee*, laquelle prônait le maintien d'une initiative fédérative aussi vague que possible. Lors de la première conférence de l'*Imperial Federation League*, tenue à Londres en juillet 1884, le *Provisional Committee* et son président, William Edward Forster, décréta qu'à ce stade, aucun schéma ne pouvait être endossé et voté par les membres de la Ligue. Les raisons qui poussèrent à ce choix s'expliquèrent à la fois par le désir des impérialistes d'éduquer, dans un premier temps, l'ensemble de la population aux bienfaits de l'Empire, mais surtout d'intégrer tous les courants politiques à cette « révolution impérialiste », sous le couvert d'un mouvement se déclarant non partisan :

*It is right that the primary objects of such a body should be stated vaguely, for it is the intention of the members to invite contributions of their information, and no definite action on any given point has been dogmatically proposed by them. The good-will shown to our kinsfolk in the intention of the new Association is undoubted, and the aim of the League is not to foster England's interests otherwise than in conjunction with those of her friends. It is not to push any scheme of trade, but to see how the commerce of all may be advanced and protected.*⁷⁸

Toutefois, cette situation déplut fortement aux membres de la branche montréalaise, notamment Macfarlane qui se chargea d'exposer leurs principales récriminations. Lors d'une rencontre officielle de la ligue canadienne (*IFLC*) tenue le 21 décembre 1885, il soutient l'idée selon laquelle la Fédération impériale devait évoluer d'un simple projet politique vers sa mise en œuvre concrète. Cela nécessitait, avant tout, un changement de mentalité.⁷⁹ À ses yeux, les fondations étaient

⁷⁷ George Hague, *op.cit.*, p. 23-24

⁷⁸ John Douglas Sutherland Campbell, Duke of Argyll, *Imperial Federation*, London, Swan Sonnenschein & Co., [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati0000argy/page/134/mode/2up), 1885, p. 10. <https://archive.org/details/imperialfederati0000argy/page/134/mode/2up> (17 juin 2023)

⁷⁹ Thomas Macfarlane, *A United Empire*, [archives.org](https://archive.org/details/unitedempirepape00macf/mode/2up?view=theater), p. 3. <https://archive.org/details/unitedempirepape00macf/mode/2up?view=theater> (17 novembre 2022)

apparues dès lors que la Confédération canadienne avait vu le jour, stimulant ainsi les autres colonies de peuplement à faire de même pour aboutir, avec le temps, à une *federation of confederations*. En conséquence, l'imprécision voulue par la branche mère devait faire place à l'énonciation de mesures pratiques qui tendraient vers l'intégration et la défense des intérêts de chacun.⁸⁰

Ces dissensions quant à la ligne de conduite à suivre, contrevenaient à l'esprit premier des pères de la Ligue. Dès lors, le désaccord s'accrut au fil du temps entre les « réformateurs actifs » et les « réformateurs passifs. » À ce propos, dans un court essai intitulé *Within the Empire*, Macfarlane se dressa contre ces querelles byzantines : « [...] *the efforts of members to get the policy of the League defined have been discouraged, and it has become the fashion to sneer at such troublesome individuals as 'constitution-mongers'.* »⁸¹ Pour lui, la position attentiste consistant à se contenter de simples délibérations n'était guère appropriée.

La trajectoire suivie par des figures telles que Hague, Macfarlane et Ansell s'ancraient dans une perspective de longue durée. Les raisons qui les motivèrent à reconsidérer la ligne passive de la branche mère s'expliquèrent à la fois par la menace grandissante du courant indépendantiste et par le récent mouvement annexionniste avec à sa tête Erastus Wiman (1834-1904).⁸² La crainte de voir l'une des deux options triompher incita les apôtres montréalais à transgresser les directives du chapitre londonien au profit d'un plan détaillé avec de multiples possibilités afin de parvenir à un consensus relatif. Selon les dires d'Ansell, la réussite du projet impérial dépendait intrinsèquement de ses réalisations concrètes, à commencer par la mise en place d'une structure supranationale, consultative ou décisionnelle, dédiée aux questions commerciales et de défense.⁸³

⁸⁰ *Ibid*, p. 3

⁸¹ Thomas Macfarlane, *Within the Empire; an essay on imperial federation*, Ottawa, James Hope & Co. [archives.org](https://archive.org/details/withinempireessa00macf/mode/2up?view=theater), 1891, p. 7. <https://archive.org/details/withinempireessa00macf/mode/2up?view=theater> (11 décembre 2022)

⁸² David Abraham Ansell, *Imperial Federation: Welding the links of union*, Montreal Branch of the Imperial Federation League, Montreal, [archives.org](https://archive.org/details/cihm_02195/page/n15/mode/2up), 1886, p. 4. https://archive.org/details/cihm_02195/page/n15/mode/2up (20 avril 2023)

⁸³ *Ibid*, p. 6

1.2.3 Entre protectionnisme et libre-échange : vers une nouvelle politique économique impériale

Dès les premières conférences de la ligue, à partir de 1884, les sujets économiques occupaient une place prépondérante au sein des débats. La principale question était de savoir si l'Empire britannique, en marche pour devenir une fédération, devrait remettre en cause sa doctrine libre-échangiste au profit d'une plus large intégration économique avec les *white colonies* ; dans un système se rapprochant d'un protectionnisme impérial. La Longue Dépression (1873-1896) toucha durement la société britannique ce qui permit aux détracteurs du laissez-faire d'accroître leur base de soutien et d'avancer leurs idées dans la sphère publique. Alors que les discours protectionnistes s'imposèrent dans les Dominions, en témoigne la Politique nationale canadienne, la mère patrie resta néanmoins fidèle au libre-échange. Sur ce dernier point, les adeptes de cette doctrine et membres de l'*IFL* militèrent activement en faveur de l'instauration d'un libre-échange intégral entre toutes les provinces de l'Empire. À ce propos, Duncan Bell remarque que la grande majorité des apôtres de la Fédération impériale au Royaume-Uni était des libre-échangistes convaincus, et ce, jusqu'à la Seconde Guerre des Boers (1899-1902).⁸⁴ Or, le chapitre montréalais, majoritairement protectionniste, ne pouvait accepter pareille disposition dont ils entrevoyaient les conséquences négatives à long terme sur le Canada : la destruction des industries naissantes du pays, la diminution des échanges commerciaux avec les États-Unis et la perte des revenus issus des droits de douane pour financer les projets de développement national.⁸⁵ Cela dit, malgré leurs convictions personnelles en matière de politique commerciale, les membres métropolitains firent preuve d'un réalisme hors pair, en particulier Thomas Macfarlane.

Dès le départ, il se prêta à la recommandation du Duke of Argyll (1845-1914), précédemment évoquée, qui consistait à écarter toute considération relative à une politique économique libre-échangiste ou protectionniste.⁸⁶ La stratégie qu'endossa Macfarlane, afin de ne pas s'aliéner l'une des deux écoles de pensée, était des plus ingénieuses. Il suggéra un plan visant à instaurer une barrière tarifaire de 5 % sur toutes les importations étrangères au sein de l'Empire, destinée

⁸⁴ Duncan Bell, *op.cit.*, p. 40

⁸⁵ George Hague, *op.cit.*, p. 21-22

⁸⁶ Thomas Macfarlane, *A United Empire*, archives.org, 1885, p. 4

exclusivement à financer l'*Imperial Defence*.⁸⁷ Lui donnant le nom d'« *Imperial Revenue* », ce droit de douane agissait indépendamment de ceux déjà existants et n'entravait nullement les politiques de taxation des États ou provinces concernés. Les sommes récoltées iraient directement dans un éventuel *Imperial Treasury*, à la fois déconnecté des recettes fiscales des Dominions et de la mère patrie.⁸⁸ L'idée étant que chaque État contribue à ce fonds commun selon les aléas de ses échanges commerciaux. Ainsi, selon Macfarlane, seule la taxation directe ou indirecte constituait des options viables :

*In proposing such a duty as this, I entirely disavow being actuated by considerations either for protectionism or free trade principles. Being imposed [tariffs] upon all goods of whatever character, received from ports external to the British Empire, it cannot be said to be protectionist or for the purpose of favoring any particular industry.*⁸⁹

Bien qu'astucieuse, la proposition de Macfarlane sema la discorde entre les libre-échangistes et les protectionnistes. Les barrières tarifaires d'un supposé *Imperial Revenue* provoquèrent notamment de nombreuses critiques auprès des fervents disciples d'Adam Smith et de son laissez-faire économique. Retenons notamment que les milieux financiers et une part non négligeable d'industriels britannique s'opposèrent aux tentations protectionnistes se multipliant au Royaume-Uni et dans l'Empire.⁹⁰ Cette alliance s'explique tout simplement par les avantages lucratifs que leur offrait la libre circulation des marchandises et des capitaux, sans oublier les raisons doctrinales issues des thèses de l'École économique classique pour un libre-échange universel.⁹¹ En revanche, la fuite de capitaux vers l'étranger, principalement vers des marchés offrant des perspectives de rentabilité nettement supérieures, suscita une vive inquiétude chez les agriculteurs et les dirigeants d'industrie lourde. À vrai dire, les récriminations de ces deux groupes semblèrent fondées, puisque les capitalistes britanniques financèrent à maintes reprises l'appareil productif de l'étranger,

⁸⁷ *Ibid*, p. 3-4. Dans les faits, l'*Imperial Defence* consistait en la défense de l'Empire, et ce, par une coopération militaire et stratégique des colonies avec le pouvoir central de sorte que tous les territoires soient adéquatement protégés d'éventuelles attaques. Cela passait par une modernisation des armées et de la marine. Pour plus d'information, consulter Duncan Bell, *The Idea of Greater Britain*, p. 99-100

⁸⁸ Thomas Macfarlane, *Within the Empire; an essay on Imperial Federation*, James Hope & Co., Ottawa, 1891, archives.org, p. 45

⁸⁹ *Ibid*, p. 4-5

⁹⁰ Peter Cain, Antony J. Hopkins, *British Imperialism, 1688-2015*, London, Routledge, 3^e éd., p. 208

⁹¹ *Ibid*, p.202

renforçant ainsi la concurrence internationale, ce qui se traduit à terme par un déficit commercial du Royaume-Uni avec plusieurs de ses partenaires.⁹² Ainsi, au tournant du XX^e siècle, maintes plateformes protectionnistes apparurent, ayant toutes comme point commun le retour d'un capitalisme national et impérial : nous retrouvons notamment la *Fair Trade League* (1881), la *Tariff Reform League* (1903) et l'*Imperial Preference* (1897).

Nous ne pouvons faire abstraction de la nette opposition entre les aspirations de la branche mère et celles des succursales coloniales. En fait, comme le rappelle à juste titre Lord Lorne (1845-1914), les apôtres britanniques visaient d'abord et avant tout à la participation coloniale au fardeau de la défense impériale tandis que les coloniaux espéraient une reconsidération des relations commerciales pour aboutir à un bloc économique unifié.⁹³ Malgré une certaine communion de pensée portant sur des sujets annexes tels que l'*Imperial penny postage* ou encore l'édification d'un vaste réseau de communication télégraphique (*All Red Line*), Macfarlane percevait les nombreuses difficultés à faire avancer l'idée même d'une *British Commercial Union*.⁹⁴ Concrètement, cette initiative avait deux composantes fondamentales. La première consistait en une liberté commerciale entre les États ou les provinces de l'Empire britannique. Par exemple, le Canada pouvait maintenir sa politique protectionniste à l'encontre des produits britanniques, tandis que le Royaume-Uni pouvait poursuivre sa politique de laissez-faire avec ses colonies. Le second volet reposait, comme il a déjà été dit, sur la barrière tarifaire de 5 % sur les importations étrangères dans l'Empire. La proposition de Macfarlane n'était guère suffisante pour les partisans du libre-échange : « *There have been frequent utterances in England to the effect, that the adoption of Free Trade, whatever that may mean, by the Colonies must be the first step towards Imperial Federation.* »⁹⁵ Les partisans les plus doctrinaires demandaient effectivement l'abolition des mesures protectionnistes mises en place par les Dominions et se montraient réticents, voire opposés, à l'imposition de produits étrangers. Pas étonnant que des frictions s'implantèrent

⁹² Roderick Floud, Jane Humphries & Paul Johnson, *The Cambridge Economic History of Modern Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, p. 79-80

⁹³ John Douglas Sutherland Campbell, Duke of Argyll, *op.cit.*, p. 11-12

⁹⁴ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati02londuoft/mode/2up?view=theater), 1887, p. 11. <https://archive.org/details/imperialfederati02londuoft/mode/2up?view=theater> (24 août 2022)

⁹⁵ *Ibid*, p. 11

durablement au sein de l'*Executive Committee* où les libre-échangistes et les protectionnistes tentèrent vainement de convaincre leur adversaire idéologique. Pourtant, de multiples tentatives se succédèrent afin d'accorder les vues de chacun, en témoigne le travail des adhérents montréalais.

Face à la nécessité d'orienter les discussions vers la concrétisation d'une forme d'intégration économique inter-étatique, la ligue canadienne, fortement influencée par la proposition de Macfarlane, présenta une nouvelle résolution le 24 mars 1888 :

*That the Imperial Federation League in Canada make it one of the objects of their organization to advocate a Trade Policy between Great Britain and her colonies, by means of which a discrimination in the exchange of natural and manufactured products will be made in favour of one another, and against foreign nations.*⁹⁶

Toutefois, le *General Committee* de la ligue canadienne avait été beaucoup plus explicite dans sa proposition initiale. Lors d'une rencontre officielle à Ottawa le 20 juin 1887, les membres présents préconisèrent officiellement une politique commerciale protectionniste, à savoir un *Imperial Reciprocity*, soit une autre formule pour désigner le schème de Macfarlane.⁹⁷ Notons que la résolution de 1888 fut largement pilotée par les hommes d'affaires de la branche montréalaise. En effet, le banquier Hugh McLennan soutenait que des tarifs préférentiels dans l'ensemble de l'Empire redirigeraient l'émigration britannique des États-Unis vers le Canada.⁹⁸ Pour mener leur mission à terme, ces marchands financèrent d'importantes campagnes publicitaires, afin que les élites politico-économiques de la Grande-Bretagne prennent conscience des richesses du Canada et de ses capacités industrielles à fournir ce dont la métropole requiert. Par la persuasion, McLennan espérait que les autorités impériales s'inspirent de John A. Macdonald et de sa Politique nationale, de sorte qu'au tournant du siècle l'Empire britannique adopte un *Imperial Fair Trade*.⁹⁹

⁹⁶ Imperial Federation League in Canada, *Constitution, Rules &c., op.cit.*, p. 4. https://archive.org/details/cihm_07501/page/n9/mode/2up (26 mars 2023)

⁹⁷ Thomas Macfarlane, *op.cit.*, p. 50

⁹⁸ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati03londuoft), 1888, p. 84. <https://archive.org/details/imperialfederati03londuoft> (30 août 2022)

⁹⁹ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://books.google.ca/books/about/Imperial_Federation), 1889, p. 89. https://books.google.ca/books/about/Imperial_Federation (9 septembre 2022)

1.2.4 La défense impériale et ses problèmes sous-jacents

Grâce aux efforts de l'*IFL*, le Premier ministre conservateur britannique, Lord Salisbury, convoqua la première *Colonial Conference* en 1887 où furent discutés les moyens envisagés pour renforcer les liens entre les colonies et le Royaume-Uni. Bien loin d'être un partisan de l'idée fédérative à laquelle il était plutôt hostile, le chef du gouvernement de sa Majesté voyait là une opportunité pour avancer sur la question de la défense impériale. Ainsi, la représentation britannique, largement supérieure en nombre à celles des colonies, imposa les principaux thèmes discutés lors du sommet. En s'appuyant sur les conclusions de la *Colonial Defence Commission* présidée par Lord Carnarvon (1881-1882), ils pressèrent leurs homologues à prendre conscience des dangers face aux faibles moyens défensifs de l'Empire et de la nécessité d'une contribution coloniale pour remédier à ce problème : « *All other matters can be allowed to wait, but the question of Imperial defence cannot be allowed to wait for a day* ». ¹⁰⁰ L'axiome central de leur argumentaire reposait sur l'impossibilité des colonies à défendre efficacement leur territoire par leurs propres moyens humains et matériels. En revanche, selon eux, les efforts combinés des États et provinces de l'Empire offriraient une capacité de projection militaire inégalée, garantissant ainsi la préservation des intérêts anglo-saxons à travers le monde. ¹⁰¹ Certes, d'autres questions sous-jacentes furent étudiées, à commencer par l'*Imperial penny postage* et les prémices de l'*All Red Line*, mais demeurèrent secondaires à l'ordre du jour. La faible prise en compte des aspirations des délégations périphériques (Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Afrique du Sud) au profit des pures intérêts du Royaume-Uni et de la branche mère produisit un début de déception et de mécontentement ne pouvant que s'accroître au fil du temps.

Malgré l'enthousiasme initial que procurait l'idée d'unifier davantage l'Empire, cet enchantement d'ordre intellectuel fit place au réalisme politique. Petit à petit, les purs intérêts provinciaux prirent le pas sur la simple idéalisation d'une fédération fraternelle. À bien des égards, le changement de mentalité coïncida avec cette première conférence coloniale. Marqués par une nette désillusion à l'égard de ladite solidarité britannique, les coloniaux canadiens s'inquiétèrent de la ténacité de la

¹⁰⁰ London Imperial Federation League, *The Imperial Conference of 1887*, archives.org, 1887, p. 19-20.
https://archive.org/details/cihm_54969/page/n35/mode/2up (11 octobre 2022)

¹⁰¹ *Ibid*, p. 22-23

métropole à solliciter une participation des colonies à la défense impériale, et ce, sans offrir une compensation significative en retour. À titre d'exemple, le président Lyman fut parmi les plus ardents opposants aux requêtes londoniennes. Il refusa toute contribution de son pays à l'égard de la *Naval Defence*, en particulier depuis le conflit de la mer de Béring au cours duquel la *Royal Navy* fit preuve de mollesse dans la protection des navires canadiens.¹⁰² Par ailleurs, selon lui, le Cabinet de Salisbury n'avait pas la légitimité à réclamer une quelconque aide financière ou humaine au Canada au vu que le dominion n'était pas représenté au Parlement de Westminster.¹⁰³ Le seul adhérent qui faisait défection à ce point de vue était le professeur Archibald McGoun. Il proposait d'accepter la contribution coloniale rapportée à la démographie et à la richesse de chaque dominion, à condition que le Royaume-Uni ne prenne nullement part à des guerres expansionnistes.¹⁰⁴ En résumé, l'opinion généralement partagée par les membres de la branche montréalaise demeurait que seule une prise en compte des intérêts canadiens *de jure* dans les grandes orientations des politiques impériales pouvait justifier une contribution coloniale à l'*Imperial Defence*.

1.3 La Fédération impériale, à couteaux tirés

Bien que la multipolarité ouvre des opportunités insoupçonnées en matière de réalisation politique, elle peut parfois engendrer des résultats contraires en raison de divergences trop marquées entre les points de vue. Les pères fondateurs de la ligue privilégièrent une approche prudente et inscrite dans le temps long, ce qui inexorablement déplut à la frange plus activiste de l'*IFLC*. Comme le souligne John Kendle, les apôtres pragmatiques, principalement les membres montréalais, identifiaient, à juste titre, le premier obstacle à l'accomplissement de leurs objectifs, à savoir la faiblesse du sentiment impérial dans les populations, qui devait être cultivé.¹⁰⁵ Or, tout processus éducationnel requiert un temps considérable. À ce sujet, William Edward Forster et Frederick Young émirent le constat selon lequel le travail éducatif nécessite de concevoir leur projet à une

¹⁰² London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, archives.org, 1890, p. 117. <https://archive.org/details/imperialfederati05londuoft/mode/2up> (16 septembre 2022)

¹⁰³ *Ibid*, p. 208-209

¹⁰⁴ Archibald McGoun, *op.cit*, p. 29

¹⁰⁵ John Kendle, *Federal Britain*, London, Routledge, 1997, p. 56-57

échelle transgénérationnelle pour que ce dernier puisse voir le jour.¹⁰⁶ Par conséquent, la mise en œuvre effective de la Fédération impériale pouvait être différée au profit d'une campagne de propagande étendue à l'ensemble de l'Empire, un aspect que semblaient avoir négligé les branches coloniales. Les travaux de Carl Berger sont limpides en ce qui a trait, par exemple, au faible soutien de la classe ouvrière et des paysans canadiens à l'idée de former un bloc supranational homogène.¹⁰⁷ Était-ce là un signe avant-coureur de l'éclatement de l'*IFL* ? Certes, l'impatience des membres canadiens, à commencer par ceux montréalais, desservit à long terme la Ligue, surtout en matière de soutien populaire, puisque le mouvement devint progressivement un club relativement élitiste et fermé. Néanmoins, pour leur défense, le contexte de l'époque les entraîna à procéder de la sorte.

Dans un pamphlet intitulé « *A Federal Parliament for the British People* » (1890), Archibald McGoun écrivait que la volonté de maintenir le projet impérial dans sa forme embryonnaire sans clairement établir les principaux axes pour mener à bien sa réalisation paralysa le mouvement.¹⁰⁸ À vrai dire, les autorités britanniques ignorèrent la situation délicate du Canada des années 1880 et 1890 avec comme point culminant les élections fédérales de 1891.¹⁰⁹ Devant l'échec de la Politique nationale, le parti libéral reprit l'un des points formulés par l'annexionniste Wiman, à savoir un libre-échange avec les États-Unis (*Unrestricted Reciprocity*), et en fit sa principale plateforme politique. Ce changement de paradigme des Libéraux constituait une réelle menace pour tous les partisans de la *British connection*. Dès 1887, d'innombrables ouvrages parurent sous la plume des tenants canadiens de la Fédération impériale condamnant ce qu'ils virent comme la marche précédant l'annexion *ad vitam æternam* du Canada.¹¹⁰ Par conséquent, l'année 1891 représenta une année charnière pour les forces loyalistes. La reconduction de Macdonald et des conservateurs au pouvoir est apparue, aux yeux des impérialistes, comme un soutien explicite de la population à leur

¹⁰⁶ Frederick Young, *Federal Britain*, London, Marston and Company, [archives.org](https://archive.org/details/federalbritain01labi/mode/2up), 1894, p. 90. <https://archive.org/details/federalbritain01labi/mode/2up> (30 octobre 2023)

¹⁰⁷ Carl Berger, *op.cit*, p. 5

¹⁰⁸ Archibald McGoun Jr., *op.cit* p. iii

¹⁰⁹ Voir Carl Berger, *A Sense of Power*, p.4-5

¹¹⁰ Archibald McGoun Jr., *On Commercial Union with the United States with a Word on Imperial Reciprocity*, [archives.org](https://archive.org/details/oncommercialunio00mcgo/mode/2up?view=theater), 1887, p. 28. <https://archive.org/details/oncommercialunio00mcgo/mode/2up?view=theater> (2 août 2022)

projet. Or, rien n'était moins faux. Dans son étude, l'historien Scrosati s'intéressa de près à un débat majeur tenu au parc Sohmer, à Montréal, le 28 novembre 1892 où les quatre principales tendances politiques de l'époque furent représentées et à l'issue duquel l'auditoire vota. Les indépendantistes récoltèrent 1 614 votes (53 %), les annexionnistes recueillirent 992 votes (33 %), les partisans du statu quo eurent 364 votes (12 %) et les apôtres de la Fédération impériale reçurent seulement 29 votes (soit moins de 1 %) pour un total de 2 999 votes.¹¹¹ Ces résultats de vote exprimèrent l'indifférence clairement visible des couches moyennes et inférieures montréalaises vis-à-vis du projet de la Fédération impériale. Scrosati remarque que la dimension militariste et impérialiste de l'initiative couplée aux attaques des annexionnistes et indépendantistes critiquant l'« *excessive loyalism* » des fédéralistes peut expliquer le faible appui des Canadiens.¹¹²

Les dernières années de l'*IFL* ressemblèrent davantage à des luttes factieuses plutôt qu'à un bloc homogène cohérent. Les différents chapitres renchérisaient les uns sur les autres par voie de résolutions et les soumirent aux différentes succursales ainsi qu'à la branche mère dans le but de faire valoir leur conception d'union impériale.¹¹³ Alors que depuis 1889, Salisbury formula son souhait qu'un programme détaillé lui soit proposé en vue de considérer la viabilité du projet d'union, le *General Committee* s'y opposa pour les raisons citées un peu plus haut.¹¹⁴ Face aux querelles incessantes, seule une seconde conférence coloniale pouvait résoudre les problèmes inhérents à la multilatéralité de la ligue. C'est ainsi qu'en 1891, une requête fut émise auprès du

¹¹¹ Scott Scrosati, *op.cit.*, p. 89-90. Très souvent en opposition, ces quatre courants politiques de la fin du XIX^e siècle reflétaient la fragilité de la Confédération canadienne. Le premier mouvement, dit indépendantiste, est celui qui souhaitait l'autonomie intégrale du Canada au lieu d'un statut de semi-indépendance vis-à-vis du Royaume-Uni et de l'Empire. La deuxième tendance est celle annexionniste qui militait en faveur de l'intégration des provinces canadiennes dans l'union américaine. Enfin, la troisième voie est celle des satisfaits de l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique (1867), tandis que le dernier mouvement est celui qui soutient la Fédération impériale.

¹¹² *Ibid.*, p. 103-104

¹¹³ Bien que la branche principale de l'*IFL* basée à Londres, ait maintenu une position rigide en matière de politique économique, elle a néanmoins accordé une attention soutenue aux propositions émanant des succursales coloniales, allant jusqu'à adopter certaines de leurs initiatives, notamment celle de Sandford Fleming visant à promouvoir un câble télégraphique impérial connu sous le nom d'All Red Line. Par ailleurs, les autres colonies blanches, telles que l'Australie, la Nouvelle-Zélande et l'Afrique du Sud, ont débattu des idées développées par les branches canadiennes qui se sont distinguées par leur avant-gardisme et leur caractère innovant, au point de bénéficier d'un soutien significatif de la part des autres dominions.

¹¹⁴ Thomas Macfarlane, *op.cit.*, p. 7-8

premier ministre lui demandant d'organiser un nouveau congrès. À la surprise générale, il la déclina pour les motifs suivants :

*[...] it would be an unusual and inexpedient course for the government to summon a meeting to consider the question of Federation unless they [l'Imperial Federation League] were themselves prepare to make a recommendation on the subject.*¹¹⁵

Rattrapé par les événements, les parrains de la ligue accédèrent à contrecœur aux exigences du chef du gouvernement et créèrent un *Special Committee* avec pour mission de lui transmettre un rapport détaillé des objectifs pour parvenir à une fédéralisation de l'Empire. Ce dernier insistait sur la défense impériale tout en faisant l'impasse sur la proposition d'union douanière : « *the voice of the Empire in peace must be a united voice. The defense of the Empire in War must be a common defense of all its interests by all its parts.* »¹¹⁶ Notons que ce rapport représenta le seul plan défini par les hautes instances de la ligue, où visiblement les divisions internes forcèrent le comité à adopter des termes généraux, vides de sens quant aux questions cruciales, sans oublier les importantes zones grises laissées volontairement en ce qui concerne les mécanismes de la contribution coloniale.

Qu'en est-il des accomplissements de la ligue ? Y a-t-il eu des progrès significatifs ? À l'heure de dresser le bilan de ces dix années de militantisme, il apparaissait clairement que les aspirations initiales n'avaient produit aucun résultat tangible, engendrant un sentiment d'échec : aucune alliance politique, aucune réforme commerciale ou douanière, aucune mesure de défense collective, etc. Ce faisant, l'inévitable advint le 24 novembre 1893. Lors d'une rencontre extraordinaire, les membres de l'*Executive Committee*, composé uniquement de Britanniques, décidèrent de voter la dissolution de la ligue : 18 pour et 17 contre. Malgré le résultat serré, la branche mère cessa d'exister à compter du mois de décembre 1893, laissant ses succursales reprendre le flambeau selon leur désir. Il vaut ici la peine de relever l'immense sentiment de trahison que ressentirent les apôtres canadiens à l'annonce de cette nouvelle : « [...] *the representatives in Canada has received a heavy blow*

¹¹⁵ *Ibid*, p. 8

¹¹⁶ Andrew Blick, *Documents on the Nineteenth Century United Kingdom Constitution*, London, Routledge, Volume 4, 2023, p. 48-53

indeed at the hands of its friends. » De prime abord, l'avenir du projet de Fédération impériale était scellé.

Néanmoins, sur les décombres de l'ancien épiscopat de l'*IFL*, une nouvelle structure germa avec l'aide majeure de la *City of London Branch* et de son président Sir John Lubbock, Lord Avebury (1834-1913).¹¹⁷ Soucieux de reconstruire la ligue sur des bases saines avec l'aide majeure des apôtres canadiens, dont ceux montréalais, Lubbock délaissa l'idée fédérative pour défendre plutôt un rapprochement des liens entre le Royaume-Uni et ses colonies de peuplement sous des formes moins contraignantes. Dès le 3 janvier 1894, Lord Avebury fit part de ses intentions et demanda aux autres branches d'envoyer des représentants, afin d'établir un nouveau programme impérial rassembleur. Une rencontre préliminaire fut tenue le 20 juillet 1894 à la résidence londonienne du montréalais Donald Smith. En ce lieu, la *City of London Branch* présenta son programme concocté préalablement, que les délégations coloniales approuvèrent et qui fit office de nouvelle constitution. Parmi les objectifs marquants, nous retrouvons : la promotion du commerce colonial avec la métropole à l'aide de rencontres périodiques, l'élargissement des voies de communication inter-impériales, le développement d'une coopération marine et militaire en vue d'une éventuelle défense impériale et, finalement, le recours au système de Conférence coloniale/impériale comme moyen de débattre des principales lignes directrices.¹¹⁸ L'idée de créer un Parlement fédéral fut *de facto* abandonnée. À l'issue de cette rencontre, un *Organizing Committee* fut nommé pour mener à bien la reconstruction de la ligue et courtiser, avant tout, les déçus de la Fédération impériale. C'est ainsi que le 27 janvier 1895 se tint une importante réunion à la *Mansion House* où naquit formellement la *British Empire League*. Plusieurs membres de la branche montréalaise, que nous avons déjà croisés, s'empressèrent de rallier cette nouvelle organisation dont Richard Reid Dobell, George Hague, Henry Lyman, Joseph-Israël Tarte, mais surtout Archibald McGoun et Donald Smith qui devinrent respectivement les vice-présidents de la ligue au Québec. D'autres firent défection à commencer par Ansell et McLennan. Quant à Macfarlane, il préféra une autre

¹¹⁷ British Empire League, *The British Empire League in Canada: Its Origins, Constitution and by-laws*, Toronto, The Carswell & co., [archives.org](https://archive.org/details/cihm_02830/page/n25/mode/2up), 1896, p. 5. https://archive.org/details/cihm_02830/page/n25/mode/2up (30 avril 2023)

¹¹⁸ *Ibid*, p. 17-18

organisation davantage centrée sur des questions économiques, à savoir l'*United Empire Trade League*.

En soulignant la contribution montréalaise au projet de fédération impériale entre 1884 et 1893, ce chapitre a mis en évidence son avant-gardisme quant à la concrétisation du projet et ses divergences de point de vue à propos du financement de la défense impériale et de la politique économique de l'Empire. De l'avis des impérialistes, la dissolution de la ligue s'expliquait par les trop hautes espérances de certains de ses membres alors que sa mission première, pour les pères fondateurs, fut plus modestement le développement d'une plateforme d'échange en vue d'une intégration plus large entre les territoires de l'Empire. Pour autant, cette première tentative fit l'office de boîte de Pandore, puisqu'une multitude de regroupements politiques reprirent le flambeau, dont la *BEL*, en décrivant, cette fois-ci, clairement leur objectif et leur mission. Ainsi, les réformateurs de l'Empire entretenaient-ils l'espoir de tisser des liens entre les colonies et la métropole en prenant soin de ne pas négliger les intérêts locaux. Ce dernier point était au cœur des préoccupations de la branche haligonienne que nous verrons en détail dans le prochain chapitre.

CHAPITRE 2

LA BRANCHE D'HALIFAX

Le 23 décembre 1886, une rencontre extraordinaire de plusieurs impérialistes haligonien se tint au *Mason's Hall* d'Halifax. À l'issue de cette réunion, les membres présents fondèrent une nouvelle succursale de l'*IFLC*. C'est ainsi que la branche d'Halifax rejoignit son aînée montréalaise comme principal centre de diffusion des idées d'unité impériale pour les Maritimes. Sa naissance était d'ailleurs, aux yeux des plus hautes instances de la ligue, primordiale. Malgré l'éloignement géographique du Royaume-Uni par rapport au Canada, le *General Committee* connaissait l'existence de l'important courant séparatiste des provinces maritimes à l'égard de la Confédération canadienne. Leurs scissions signifieraient la fin du projet national canadien, mais aussi une menace directe quant à l'intégrité de l'Empire, surtout si ce mouvement s'accordait avec celui annexionniste.¹ Par conséquent, la création du chapitre haligonien devait permettre aux impérialistes de limiter, voire d'endiguer, la mouvance séparatiste par le déploiement de larges campagnes de propagande, afin de rallier la population insatisfaite à leurs projets. Leur principal défi restait de prouver en quoi leurs promesses se distinguaient de celles, formulées par les Pères de la Confédération, restées lettre morte : en bref, les provinces maritimes finançaient la colonisation de l'Ouest canadien sans profiter en retour des retombées économiques promises.² Pour les raisons que nous verrons, les intérêts des Maritimes furent, à maintes reprises, relégués au second plan par le gouvernement d'Ottawa.

Pas étonnant, donc, que la branche haligonnienne souhaitait corriger cette injustice. Plusieurs de ses membres ne cachèrent pas leur intention de privilégier les intérêts de leur ville en insistant notamment sur les caractéristiques thalassocratiques de l'Empire britannique. À partir de l'ère élisabéthaine, comme le souligne Carl Schmitt, « L'île d'Angleterre se sépare tout d'un coup de la terre et devient un navire qui parcourt les océans ».³ Selon le juriste allemand, l'histoire humaine est traversée par la rivalité séculaire entre le monde de la Terre (défini, limité et distinct) et celui

¹ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati02londonoft/mode/2up?view=theater), 1887, p. 23. <https://archive.org/details/imperialfederati02londonoft/mode/2up?view=theater> (24 août 2022)

² Robin Neill, *op.cit.*, p. 31

³ Carl Schmitt, *Terre et Mer : Un point de vue sur l'histoire mondiale*, Paris, Krisis, 2022 [1^{re} éd. 1942], p. 41

de la Mer (indéfini, vague et indistinct) : « Le bateau s’oppose à la maison, comme le mouvant à ce qui reste fixe ».⁴ Dans le cadre de notre recherche, la vision du grand large portée par Halifax allait en directe opposition avec celle, tellurique, portée par Montréal et, surtout, par Toronto. Visiblement, la colonisation des Prairies (Manitoba, Saskatchewan et Alberta) agrandissait l’influence de ces deux centres urbains et redirigeait *de facto* le commerce vers l’intérieur du pays.⁵ Cette situation était intolérable pour les Maritimes. Le projet de Fédération impériale offrait donc à Halifax l’opportunité de réaffirmer sa position de plaque tournante du commerce transatlantique et ainsi détrôner Montréal de ce titre.

Ce deuxième chapitre présentera en détail la genèse de la branche haligonienne et l’impact non-négligeable qu’elle eut dans les discussions portant sur le futur de l’Empire. Nous insisterons notamment sur le rôle crucial des descendants des *United Empire Loyalists* dans le maintien et le renforcement des liens avec la mère patrie et les autres colonies. Ces chantres de l’Empire aspiraient à s’extirper de leur statut de simples colons pour devenir des citoyens britanniques à part entière. De leur point de vue, la Fédération impériale devait conduire à la réunion du peuple anglo-saxon (États-Unis exclus) tant souhaitée par leurs aïeux ayant fui les Treize Colonies, au lendemain de la Guerre d’Indépendance américaine (1775-1783), pour s’établir au Canada. Ensuite, nous verrons les suggestions formulées par la branche haligonienne et ses différences notables face aux propositions de sa sœur montréalaise. Une attention particulière sera donnée aux membres ayant imaginé et soutenue l’idée de créer une citoyenneté impériale. Enfin, ce chapitre reviendra sur les raisons ayant amené à la dissolution de l’*IFL*, en accordant une attention particulière au rôle déterminant joué par les apôtres des Maritimes.

2.1 Halifax, la ville tournée vers l’Atlantique

Fondée en 1749 par le gouverneur Cornwallis (1713-1776) à des fins militaro-stratégiques pour contrebalancer l’influence de la forteresse française de Louisbourg sur la région, Halifax faisait office d’avant-poste frontalier pour les Britanniques.⁶ Situé sur l’un des plus grands ports naturels

⁴ *Ibid*, p. 26

⁵ Robin Neill, *op.cit*, p. 31

⁶ Michael Bliss, *Northern Enterprise: Five Centuries of Canadian Business*, Oakville, Rock’s Mill Press, 1987, p.112

d'Amérique du Nord, cet établissement avait, dès le départ, une importance géo-stratégique qui justifiait à la fois sa fortification (*Citadel Hill*) et la présence d'une importante garnison. D'ailleurs, à partir de 1758, le quartier général nord-américain de la Royal Navy s'était établi dans l'enceinte de la ville. Ainsi, Halifax fut très tôt intégré dans le système défensif britannique, en témoigne son statut d'*Imperial Fortress* au même titre que Gibraltar, Malte et les Bermudes.⁷ Loin de n'être qu'une simple forteresse, la future capitale de Nouvelle-Écosse avait néanmoins les apparences d'une ville militaire.⁸ L'arrivée massive de Loyalistes aux alentours de 1780 allait toutefois considérablement changer le visage de la métropole des Maritimes.

À la suite de l'Évacuation de Boston (17 mars 1776) et celle de New York (25 novembre 1783), les Loyalistes, grands perdants de la Révolution américaine, s'établirent majoritairement dans les provinces atlantiques et au Haut-Canada.⁹ Le flux massif de ces réfugiés entraîna le doublement de la population haligonienne et un bouleversement dans la composition socio-démographique de la colonie.¹⁰ Comme le souligne Kenneth Norrie, les loyalistes haligoniens œuvrèrent très tôt pour que leur ville supplante Boston dans le commerce avec les Indes occidentales.¹¹ Progressivement, une nouvelle classe mercantile se constitua autour de l'exploitation des ressources naturelles, en particulier le bois et le poisson.¹² Grâce aux larges bénéfices engrangés, les élites économiques d'Halifax contribuèrent à la proto-industrialisation de leur ville en valorisant le secteur de la construction navale.¹³ Ainsi, au tournant du XIX^e siècle, cette métropole régionale s'affirma en tant que l'un des trois pôles du commerce triangulaire reliant les Maritimes, le Royaume-Uni et les

⁷ Bryan Elson, *Canada's Bastions of Empire: Halifax, Victoria and the Royal Navy 1749-1918*, Halifax, Formac Publishing Company, 2014, p. 11. S'appuyant sur la définition fournie par l'*Oxford Dictionary* du mot *fortress* (une place forte militaire, en particulier une ville fortement fortifiée en mesure d'accueillir une garnison), Elson illustre l'importance d'Halifax pour l'Empire britannique.

⁸ *Ibid*, p.14

⁹ Thomas Akins, *History of Halifax City*, Halifax, Nova Scotia Historical Society, [archives.org](https://archive.org/details/halifaxhistory00akinuoft/mode/2up), 1895, p. 81. <https://archive.org/details/halifaxhistory00akinuoft/mode/2up> (16 février 2023)

¹⁰ George Rawlyk, *The Atlantic Provinces and the Problems of Confederation*, St.Johns, Breakwater, 1979, p. 3

¹¹ Kenneth Norrie, Douglas Owsram & J.C. Herbert Emery, *op.cit*, p. 53

¹² *Ibid*, p. 62

¹³ *Ibid*, p. 62-63

Indes occidentales. Toutefois, vers les années 1850, le port d'Halifax fut surclassé par celui de Montréal dans le commerce entre le Canada et les Indes occidentales, et ce, pour plusieurs raisons.

Le premier problème d'Halifax résidait dans sa zone géographique immédiate. En effet, l'hinterland de la capitale des Maritimes, qui correspondait à la Nouvelle-Écosse, la partie orientale du Nouveau-Brunswick et à l'Île-du-Prince-Édouard, ne suffisait pas pour couvrir les besoins croissants en bois et en nourriture des Antilles britanniques et de la mère patrie.¹⁴ En d'autres mots, les provinces atlantiques ne disposaient pas de vastes étendues de terres arables et de forêts pour que cette région devienne l'entrepôt et le grenier de l'Empire. Par conséquent, à partir de la seconde moitié du XIX^e siècle, l'Ontario et le Québec assumèrent le rôle que ne pouvaient endosser totalement les Maritimes. Un autre problème s'ajouta à celui déjà existant. La faible démographie d'Halifax (49 021 résidents au recensement de 1861) limitait considérablement son bassin de travailleurs ; à titre comparatif, Toronto et Montréal avaient respectivement 65 085 et 90 323 habitants, pour cette même année.¹⁵ Ainsi, il n'est pas surprenant qu'au fil du XIX^e siècle, Halifax soit devenue de moins en moins compétitive au gré de la croissance socio-économique et des vagues successives de nouveaux arrivants en direction des provinces centrales (Québec et Ontario). La perte d'influence de leur ville à l'échelle canadienne, jumelée aux récurrentes récessions occasionnées par la dépendance économique de leur région à la pêche, à la foresterie et aux transports maritimes, provoqua un réveil des consciences chez les élites locales.¹⁶

Les principaux acteurs haligoniens mirent sur pied une nouvelle politique économique axée sur « *a search for an industrial strategy* ».¹⁷ Autrement dit, leur intention se résumait en la transition d'un système de production basé sur l'extraction de ressources naturelles vers un système de production fondé sur la création de manufactures et d'industries : des tanneries, des brasseries, des fonderies de fer, des fonderies d'acier, des manufactures cotonnières, des usines papetières et, surtout, des industries charbonnières.¹⁸ Ce changement de paradigme économique devait annoncer les prémices

¹⁴ *Ibid*, p. 60-61

¹⁵ Département de l'Agriculture, *Recensement du Canada 1665-1871*, Ottawa, I.B. Taylor, Volume IV, archives.org, 1873, p. 254-344. <https://archive.org/details/censusofcanada1804cana/page/n5/mode/2up> (28 janvier 2024)

¹⁶ Robin Neill, *op.cit*, p. 23

¹⁷ *Ibid*, p. 26

¹⁸ George Rawlyk, *op.cit*, p. 19

d'un futur accord de libre-échange intercolonial avec comme cordon ombilical la construction d'un chemin de fer qui faciliterait les échanges entre les provinces. Comme le rappelle l'historien Michael Bliss, l'idée même de créer un réseau ferroviaire (Grand Tronc) reliant les colonies d'Amérique du Nord britannique provenait du lobby du rail néo-brunswickois et néo-écossais.¹⁹ Faire d'Halifax le terminus de la côte Est canadienne, où marchandises et passagers circuleraient, soit vers l'intérieur des terres soit vers l'étranger, telle était leur ambition. Le port de la ville était d'autant plus présenté comme un choix « naturel » que le bassin de Bedford et le détroit d'Halifax (*The Narrows*) ne gelaient pas en hiver, contrairement au fleuve Saint-Laurent.²⁰ Parmi les membres du lobby ferroviaire des Maritimes, nous pouvons citer le Premier ministre de Nouvelle-Écosse Joseph Howe (1804-1873), le conservateur Thomas Chandler Haliburton (1796-1865), le libéral Adams George Archibald (1814-1892) et l'homme d'affaire Samuel Cunard (1787-1865).²¹ Notons que les deux premiers furent à l'avant-garde de l'unité impériale précédant même Charles Dilke et son idée de *Greater Britain* de plus de dix ans. Ce constat amena le chapitre d'Halifax à décerner la paternité du projet de Fédération impériale à Howe et à Haliburton.²²

Alors que le renforcement des liens avec l'Empire était un souhait trans-partisan dans les Maritimes, la marche vers la Confédération canadienne, quant à elle, déplaisait fortement à une partie des élites économiques haligoniennes. Ces dernières craignaient d'être assujetties aux intérêts montréalais et torontois, surtout en matière de politique commerciale. Dans les Maritimes, la rivalité entre Joseph Howe, champion désigné du courant libre-échangiste et d'un marché intercolonial sans union politique canadienne, et Charles Tupper, champion du courant protectionniste et des forces en faveur de la création d'un État canadien, incarna les tensions politiques qui marquèrent cette période.²³ Le gouvernement néo-brunswickois de Léonard Tilley, favorable à la Confédération, tomba en 1865 face à l'*Anti-Confederation Party*, tandis qu'en Nouvelle-Écosse, le premier ministre Charles Tupper refusa de déclencher des élections avant l'Acte de l'Amérique du Nord

¹⁹ Michael Bliss, *op.cit*, p. 182

²⁰ Kenneth Norrie, Douglas O'ram & J.C. Herbert Emery, *op.cit*, p. 177

²¹ Michael Bliss, *op.cit*, p. 182

²² London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati02londonoft/mode/2up?view=theater), 1887, p. 25. <https://archive.org/details/imperialfederati02londonoft/mode/2up?view=theater> (24 août 2022)

²³ Robin Neill, *op.cit*, p. 29-30

britannique (1 juillet 1867), craignant de subir le même sort.²⁴ Crainte justifiée, puisque son parti connut une cuisante défaite lors des élections provinciales d'automne 1867 : sur les 38 sièges à pourvoir, 36 candidats opposés à la Confédération furent élus. Néanmoins, le soutien officiel du *Colonial Office* et du Parlement londonien pour l'union des colonies britanniques nord-américaines fit pencher la balance. Allant jusqu'à faire pression sur l'*Anti-Confederation Party*, le gouvernement impérial mit un point d'honneur à insister sur le devoir de loyauté envers la Couronne dont devaient témoigner les Maritimes en rejoignant le Canada-Uni. Bien que la résistance fut nettement plus forte en Nouvelle-Écosse, Joseph Howe et ses camarades anti-confédérés au pouvoir en 1867 durent renoncer à leur projet sécessionniste, suite au refus catégorique du Royaume-Uni d'accepter cette possibilité.²⁵ Ainsi, par loyalisme envers la mère patrie, les élites haligoniennes suivirent la nouvelle voie choisie par Howe, à savoir rechercher des « *Better Terms* » avec les provinces centrales à défaut d'une meilleure solution.²⁶ C'est dans ce contexte que naquit le chapitre d'Halifax.

2.1.1 Les *United Empire Loyalists* et leurs descendants

Il est difficile de traiter de la branche d'Halifax et du mouvement impérialiste au Canada sans mentionner le rôle prépondérant des descendants des *United Empire Loyalists*. De leur point de vue, la naissance du Canada devait être attribuée à leurs aïeux ayant fui les États-Unis. Les loyalistes arrivés dans la Province de Québec furent confrontés à l'absence d'héritage juridique et politique britannique : les libertés fondamentales (*habeas corpus*) et les lois civiles anglaises n'étaient pas implantées, sans oublier l'inexistence d'une Chambre d'assemblée.²⁷ En Nouvelle-Écosse, les quelques 20 000 à 30 000 nouveaux arrivants durent, pour leur part, se mesurer à une « *merchantocracy* » dominant à la fois la vie politique (*Council of Twelve*) et la vie économique de la colonie.²⁸ Ainsi, de multiples pétitions et délégations se rendirent à Londres et témoignèrent

²⁴ George Rawlyk, *op.cit.*, p. 9-10

²⁵ *Ibid*, p. 12

²⁶ *Ibid*, p.12

²⁷ Michel Ducharme, *op.cit.*, p. 52

²⁸ Michael Bliss, *op.cit.*, p. 112-125. Ces élites marchandes gravitèrent autour de Joshua Mauger, première fortune de Nouvelle-Écosse et principal propriétaire foncier. Ils dominèrent sans conteste la vie politique et économique de la colonie (« *Mauger party* ») entre 1766 et 1776, jusqu'à l'arrivée des premiers loyalistes.

du mécontentement des loyalistes. De quelles façons la Couronne répondit-elle aux doléances de ses sujets restés fidèles ? D'une part, elle sépara la partie occidentale de la Nouvelle-Écosse pour former la colonie du Nouveau-Brunswick en 1784. D'autre part, la monarchie passa l'Acte constitutionnel (1791) qui scinda la Province de Québec en un Haut-Canada, à majorité anglophone, et un Bas-Canada, à majorité francophone. Toutes deux reçurent le privilège d'acquiescer une Assemblée législative.

Bien que la mère patrie consentît à certaines requêtes des loyalistes, elle n'avalisa pas la principale. En vertu de leur fidélité à la Couronne, ces derniers aspiraient en effet à devenir, à part entière, des sujets britanniques :

*While we [les United Empire Loyalists] have been claiming that we were British subjects, not as a matter of favor, but of right, for no people ever more dearly earned a title to their nationality than ourselves, the Mother Country has looked on the matter from a very different point of view. The empire was comprised within the limits of the United Kingdom. The colonies were merely offshoots, a numerous family whose future could safely be left to the chapter of accidents.*²⁹

En d'autres mots, les *white colonies* tenaient lieu de variable d'ajustement pour la Couronne en cas de tension avec les autres grandes puissances de l'époque, à commencer par les États-Unis et la France, leur intégrité territoriale était, pour ainsi dire, reléguée au second plan lors des crises diplomatiques. Par ailleurs, cette déclaration de l'impérialiste et membre de l'*IFLC* Robert Grant Haliburton (1831-1901) renvoyait aux conséquences (ostracisme, dépossession et exil) que subirent les loyalistes dans leur combat contre les Patriotes américains sans pour autant obtenir ce qu'ils réclamaient. Digne héritier de son père, R.G. Haliburton alla jusqu'à qualifier de « rêve inachevé » le souhait des loyalistes ; il avait la conviction que le futur du Canada reposait sur la « *Reunion of the Empire and Loyalty to the Race* ». ³⁰ Cela dit, ces nouveaux colons canadiens bénéficièrent néanmoins d'un statut particulier que leur octroya le gouverneur de la Province de Québec, Guy Carleton (1724-1808), dans une proclamation de 1789 :

²⁹ Robert Grant Haliburton, *A Review of British Diplomacy and its Fruits: The Dream of the United Empire Loyalists of 1776*, London, [archives.org](https://babel.hathitrust.org/cgi/pt?id=aeu.ark:/13960/t16m3v140&seq=12), 1872, p. 15. <https://babel.hathitrust.org/cgi/pt?id=aeu.ark:/13960/t16m3v140&seq=12> (6 juillet 2023)

³⁰ *Ibid*, p. 15-19

*Those Loyalists who have adhered to the unity of the Empire, and joined the Royal Standard before the Treaty of Separation in the year 1783, and all their children and their descendants by either sex, are to be distinguished by the following capitals, affixed to their names: U.E. alluding to their great principle the unity of the Empire.*³¹

Ce titre honorifique (U.E.) fit office de distinction sociale et décerna, par la même occasion, aux loyalistes un pouvoir non-négligeable dans les colonies canadiennes. En conséquence, ils formèrent la nouvelle élite du Haut-Canada et du Nouveau-Brunswick, tandis qu'ils concurrencèrent celle déjà existante du Bas-Canada et de Nouvelle-Écosse. Par leur simple présence à Halifax, dès 1776, ils tempérèrent les sympathies d'une partie de la population sensible aux idées des révolutionnaires américains, qualifiés de : « *neutral Yankees of Nova Scotia* ». ³² Grands défenseurs de la monarchie et des institutions britanniques, ce groupe social assura le maintien des colonies canadiennes à l'Empire. Comme le rapporte Berger, les *United Empire Loyalists* et leurs descendants se considéraient comme une classe privilégiée de la société canadienne allant jusqu'à se présenter publiquement comme des aristocrates coloniaux. ³³

Ces derniers avaient bâti leur légitimité autour de deux piliers, à savoir la tradition et la loyauté. Concrètement, ce qu'ils appelaient la *loyalist tradition* renvoyait à une forme d'appropriation de l'histoire nationale canadienne. Pour eux, la préservation de l'intégrité territoriale, le développement socio-économique colonial, l'obtention du gouvernement responsable et la création du Dominion du Canada reposèrent sur l'œuvre unique de leurs ancêtres. ³⁴ Présentés tels des martyres et des élus (« *the chosen ones* »), les *United Empire Loyalists* furent érigés, par leurs progénitures, comme modèle pour la société canadienne : des êtres supérieurs, cultivés et pieux. ³⁵ Par la mythification de leurs aïeux, ils justifiaient leurs positions de privilégiés dans le nouvel État canadien (1867).

³¹ United Empire Loyalist Association of Canada, *Lord Dorchester Proclamation*, 1789, Quebec, p.1. <https://uelac.ca/wp-content/uploads/2021/11/Lord-Dorchester-Proclamation.pdf>

³² Kenneth Norrie, Douglas O'ram & J.C. Herbert Emery, *op.cit*, p. 62. Ces derniers partageaient et soutenaient les revendications des *Patriots*, sans toutefois faire sécession et rejoindre les Treize colonies rebelles. Selon Norrie, leur neutralité s'expliquait essentiellement par la présence au sein de la ville du quartier général nord-américain de la *Royal Navy*.

³³ Carl Berger, *op.cit*, p. 87

³⁴ *Ibid*, p. 78-86

³⁵ *Ibid*, p. 86-99

La création de l'*Imperial Federation League* la même année que l'*United Empire Loyalists Centennial Celebration* (3 juillet 1884) renforça la conviction des descendants des loyalistes que le futur du Canada passait par l'unité de l'Empire. D'ailleurs, cette classe « nobiliaire » canadienne avait tout intérêt à rallier le projet de Fédération impériale, ne serait-ce que par opportunisme politique. En rejoignant les rangs des impérialistes, les descendants de loyalistes s'associèrent *de facto* aux grandes familles aristocrates du Royaume-Uni, ce qui leur conférait un prestige et un réseau d'influence considérable.³⁶ Nous pouvons ainsi faire le lien entre cet avantage social et leurs craintes croissantes de perdre leur influence politique au tournant du XX^e siècle :

*In English-speaking centres the old-time Loyalist class with its official connections, hereditary sentiment and sympathetic touch with English social traditions, has largely passed away or else has experienced the loss of position which so often follows the loss of property or means. Successful merchants, well-to-do manufacturers and prosperous professional men have succeeded to its social place and traditions, and to these classes at the end of the century is due a society which has a curious commingling, in its customs and forms, of American freedom and English reserve.*³⁷

Ce qui ressort des propos du journaliste et éditeur John Castell Hopkins (1864-1923), c'est la rivalité entre l'ordre ancien, marqué par l'hérédité et les privilèges familiaux, et l'ordre nouveau, industriel et capitaliste. Sur de nombreux aspects, le processus de renouvellement des élites inquiéta à plus d'un titre la *Loyalist gentry*.³⁸ Par conséquent, dans un élan de résistance, ce groupe social forma le noyau dur des branches haligoniennes et torontoises de l'*Imperial Federation League*.

2.1.2 La fondation de la branche haligonienne

Comme mentionné précédemment, la branche d'Halifax vit le jour en 1886. Les thèmes abordés restaient sensiblement les mêmes que ceux développés à Montréal, c'est-à-dire les bienfaits du renforcement des liens entre le Royaume-Uni et les *white colonies* sur les plans politiques, économiques et sociaux. Toutefois, une différence notable mérite, selon nous, d'être évoquée. Le Président Adams Archibald, unanimement élu, ouvrit la réunion en attribuant la paternité de l'idée

³⁶ *Ibid*, p. 87-88

³⁷ John Castell Hopkins, *Progress of Canada in the Century*, Toronto et Philadelphie, The Linscott Publishing Company, archives.org, 1902 p. 513. <https://archive.org/details/progressofcanada00hopkrich/mode/2up?q=loyalist> (19 février 2023)

³⁸ *Ibid*, p. 124-125

de Fédération impériale à Joseph Howe.³⁹ Le but de sa déclaration était à la fois de s'approprier le projet et d'insister sur son origine néo-écossaise pour donner un point d'ancrage historique. D'ailleurs, Howe, surnommé l'« *articulator of Nova Scotianess* », reconnaissait que les intérêts de sa province coïncidaient avec ceux de l'Empire.⁴⁰ Nous pouvons ainsi mieux appréhender les raisons pour lesquelles la ville d'Halifax constitua l'un des principaux foyers des impérialistes au Canada. Voici l'organigramme du chapitre haligonien :

Président : Le politicien et avocat Adams Archibald [1814-1892]

Vice-Président(s) : L'archevêque Cornélius O'Brien [1843-1906]

Vice-Président(s) : L'évêque de Nouvelle-Écosse Frederick Courtney [1837-1918]

Vice-Président(s) : Le politicien et avocat James McDonald [1828-1912] U.E.

Secrétaire(s) : Le politicien et avocat Charles Hazlitt Cahan [1861-1944]

Secrétaire(s) : Le juge John Morris Geldert [1853-1928]

Trésorier : L'homme d'affaire et politicien Edward Kenny [1800-1891]

Membre(s) du *Council* : L'homme d'affaire et politicien George Eulas Foster [1847-1931] U.E.

Membre(s) du *Council* : Le docteur et politicien Charles Tupper [1821-1915] U.E.

Membre(s) du *Council* : L'homme d'affaire William Chamberlain Silver [1814-1903] U.E.

³⁹ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/oncommercialunio00mcgo/mode/2up?view=theater), 1887, p. 42. <https://archive.org/details/oncommercialunio00mcgo/mode/2up?view=theater> (2 août 2022)

⁴⁰ George Rawlyk, *op.cit.*, p. 7-8. En s'appuyant sur les déclarations de Howe, l'auteur remarque que l'identité néo-écossaise se fondait sur la connexion *ad vitam aeternam* avec la mère patrie. Toute la vie économique et sociétale des Maritimes était orientée vers l'océan Atlantique, contrairement à celles des provinces centrales se structurant autour du fleuve Saint-Laurent et des Grands Lacs. Par conséquent, ils partageaient davantage de points communs avec les Indes occidentales, les Treize Colonies et les villes portuaires britanniques qu'avec l'Ontario et le Québec.

Membre(s) du *Council* : Le bibliothécaire et auteur Francis Blake Crofton [1842-1911]

Membre(s) du *Council* : Le financier et politicien John Fitzwilliam Stairs [1848-1904] U.E.

Membre(s) : L'avocat et auteur Robert Grant Haliburton [1831-1901] U.E.

Membre(s) : Le banquier et politicien James Crosskill Mackintosh [1839-1924]

Individu(s) des Maritimes affilié(s) : Le professeur et auteur George Robert Parkin [1846-1922] U.E.

Individu(s) des Maritimes affilié(s) : Le ministre presbytérien et auteur George Monro Grant [1835-1902]

Au premier coup d'œil, nous constatons la surreprésentation des descendants d'*United Empire Loyalists* au sein de la succursale haligonienne, ce qui n'a rien d'étonnant. Ces hommes s'inscrivaient dans la continuité du combat mené par leurs aïeux pour la défense du dessein impérial. Ils trouvaient aussi dans cette nouvelle organisation un outil supplémentaire pour endiguer la montée des mouvements annexionnistes et indépendantistes des années 1880, qui les inquiéta au plus haut point. Notons que ces deux tendances furent principalement soutenues par des Canadiens d'origine irlandaise et de confession catholique, ainsi que par des marchands faisant uniquement affaire avec les États-Unis.⁴¹ Outre la rivalité anglo-irlandaise qui se greffa aux débats politiques, venait s'ajouter la question de l'espace économique—américain ou britannique—auquel le Canada devrait se rattacher en priorité et qui protégerait le mieux ses intérêts. Sans surprise, les descendants des U.E.L défendirent la *British connection* tout en dénigrant le républicanisme américain et son modèle socio-économique qualifié de chaotique.⁴² L'un des principaux arguments avancés par ces derniers reposait sur la garantie de protection qu'offrit à de multiples occasions l'Empire lorsque le territoire national se trouva menacé par des forces étrangères, par exemple : la guerre de 1812, la guerre d'Aroostook (1838), les raids fenians (1866-1871), etc. De cette protection impériale

⁴¹ Kenneth Norrie, Douglas Owram & J.C. Herbert Emery, *op.cit*, p. 177-183

⁴² Carl Berger, *op.cit*, p. 155-159

découlèrent, selon eux, le développement et la prospérité économique d'Halifax et du pays. En effet, tout au long du XIX^e siècle, les capitaux affluèrent majoritairement du Royaume-Uni pour financer les entreprises et les projets d'infrastructures canadiens, notamment les canaux et les chemins de fer. À ce propos, le ministre presbytérien et éducateur George Monro Grant (1835-1902) soulignait la supériorité du partenaire britannique par rapport au voisin américain, au regard de leurs politiques économiques passées et actuelles :

*Both on commercial and political grounds our policy is to encourage trade with the only country whose markets are always open to us, and always hungry, whose trade policy is steady, and in the prosperity of whose people we are most interested, because they are our fellow-subjects, and ready to stand shoulder to shoulder with us in those supreme crisis which at times all nations are called on to face.*⁴³

Ce passage clé de Grant illustre les liens commerciaux étroits entre le Canada et le Royaume-Uni qui prirent forme autour d'une confiance mutuelle de longue durée. L'héritage culturel commun combiné à l'essor des échanges entre les deux pays devait nécessairement accoucher, selon lui, d'une intégration politique. Le partenaire américain était, quant à lui, beaucoup plus imprévisible. Les administrations successives relevaient ou abaissaient les droits de douane et rejetèrent, à de multiples occasions, la signature d'un accord de libre-échange entre les deux nations, exception faite du Traité de Réciprocité (1854-1866). Les descendants des *United Empire Loyalists* furent ainsi les alliés naturels de la Fédération impériale.

À la différence de ses sœurs, la branche haligonienne abritait de nombreux hommes d'Église d'obédiences diverses.⁴⁴ Leurs présences au sein de la ligue n'est pas le fait du hasard. Comme le souligne Duncan Bell : « many imperial thinkers were concerned with the potential impact of a socially and morally corrosive materialism on the population as a whole [...] ».⁴⁵ Ainsi, pour les apôtres de l'*IFL*, les deux principaux maux du monde moderne, à savoir le sécularisme et le matérialisme devaient être combattus. Mais pour quelles raisons s'élevèrent-ils contre ces deux

⁴³ William Lawson Grant, *George Monro Grant*, Toronto, Morang & Co., [archives.org](https://archive.org/details/georgemonrogrant00granuoft/mode/2up), 1905, p. 358. <https://archive.org/details/georgemonrogrant00granuoft/mode/2up> (11 avril 2023)

⁴⁴ Il convient de souligner que la participation des religieux aux débats relatifs à la Fédération impériale se limita principalement aux branches torontoises et, plus particulièrement, haligoniennes, où le clergé protestant disposait d'une influence notable. En revanche, aucun protestant ni religieux ne siégea au sein de la succursale montréalaise, ce qui témoigne d'un accent davantage porté sur des enjeux autres que ceux liés à la religion.

⁴⁵ Duncan Bell, *op.cit.*, p. 4-5

conséquences de la modernité ? Leur hantise de voir l'égoïsme individuel se généraliser dans l'ensemble des couches sociales incita les impérialistes à déployer des efforts pour « éduquer » la population aux valeurs morales et historiques britanniques. Les chantres de l'Empire identifièrent notamment une tendance de fond qui traversa l'ère victorienne, à savoir la montée des revendications socio-économiques de la classe ouvrière. Nourris par les discours des socialistes, les prolétaires militèrent pour l'amélioration de leurs conditions de vie allant jusqu'à soutenir un idéal socio-politique jugé utopique par les impérialistes : la fin du paupérisme.⁴⁶ Afin de canaliser cette mobilisation populaire grandissante, ces derniers orientèrent les esprits vers l'accomplissement d'un projet commun qui devait surpasser les simples intérêts individuels et les logiques de classes, où tous trouveraient leurs comptes derrière le drapeau impérial.⁴⁷ Quels autres meilleurs agents que les religieux pouvaient endosser cette charge à la fois sociale et morale ? Ainsi, nous retrouvons au sein du chapitre haligonien des membres du haut clergé, l'archevêque d'Halifax Cornélius O'Brien (catholique), l'évêque Frederick Courtney de Nouvelle-Écosse (anglican), le ministre George Monro Grant (presbytérien), mais aussi du bas clergé, le révérend Francis Partridge (anglican), le révérend Daniel Miner Gordon (presbytérien), le révérend John Forrest (presbytérien), etc. Usant de leur position d'autorité, ils s'employèrent à sensibiliser les Néo-écossais aux bienfaits des liens ancestraux avec la mère patrie, en témoigne les propos de Grant :

*The flag should represent not only sentiment but the actual facts of daily life. In asking the British people to consent to a departure from a principle of trade, which some of them value more than the national life or the Christian religion, we are asking much. But all Britons are not blind to the tendencies and forces at work to shut them out of old markets, and many are prepared to fill the gaps this made by building up the Empire and securing an increased trade within its bounds that cannot be overturned by rivals or enemies. I fear the shortsighted selfishness of some Canadian manufacturers more than the opposition of the British workman.*⁴⁸

Ce passage nous éclaire sur la prise de conscience progressive des élites politiques et économiques britanniques quant aux nouvelles tensions internationales et au besoin de raffermir les liens avec l'Empire, afin de maintenir leur suprématie mondiale. Évidemment, la britannicité constitua le

⁴⁶ Éric Anceau, *op.cit.*, p. 127-131

⁴⁷ *Ibid.*, p. 166-167

⁴⁸ George Monro Grant, *Advantages of Imperial Federation*, Toronto, Toronto Branch of the Imperial Federation League, [archives.org](https://archive.org/details/cihm_05115/mode/2up?view=theater), 1891, p. 9-10. https://archive.org/details/cihm_05115/mode/2up?view=theater (12 février 2023)

principal socle sur lequel ce ministre presbytérien et ses confrères religieux s'appuyèrent pour convaincre la population ; nous verrons en détail les éléments de langage utilisés un peu plus loin.

Cela dit, parmi les acteurs économiques d'Halifax, lesquels adhèrent à l'*IFL* ? Une réponse simple et directe est : tous ceux qui commerçaient majoritairement avec le Royaume-Uni. Alors que sur la scène provinciale des dissensions entre les « anciennes élites » et les « nouvelles élites » dominèrent les débats à l'assemblée,⁴⁹ elles s'accordèrent néanmoins sur la politique impériale, comme en témoigne leur soutien et leur ralliement. À ce sujet, nous pouvons d'ores et déjà citer John Stairs, William Silver Chamberlain, James Mackintosh ou encore Edward Kenny. Ces commerçants dépendaient largement du marché britannique. Par conséquent, un rapprochement politico-économique avec le Royaume-Uni se traduirait par une recrudescence des échanges commerciaux entre les deux pays et, à titre individuel, l'augmentation de leurs chiffres d'affaires. Notons qu'au sein de la branche haligonienne, nous retrouvons à la fois la ligne protectionniste de Tupper (Stairs, Mackintosh et Kenny), et les forces libre-échangistes réunies autour du protégé de Howe, Adams Archibald (Silver). De manière générale, les Maritimes abritaient un bassin de libre-échangistes supérieur au reste des provinces canadiennes.⁵⁰

Intéressons-nous pour terminer au cas des « partisans affiliés ».⁵¹ Dans son livre, Berger note que les provinces maritimes fournirent un nombre disproportionné d'impérialistes.⁵² Bien que la présence militaire britannique couplée à la forte population loyaliste contribuèrent de façon significative à l'émergence d'un sentiment impérial, ces deux facteurs étaient, à bien des égards, secondaires. La raison principale était d'ordre géographique. Tournées vers le grand large, les Maritimes se voyaient intégrées dans un vaste « *Oceanic Empire* ». ⁵³ À vrai dire, l'océan constituait le soubassement de ce nouvel Empire britannique :

⁴⁹ Voir Robin Neill, *A History of Canadian Economic Thought*, p. 26-30

⁵⁰ Kenneth Norrie, Douglas O'ram & J.C. Herbert Emery, *op.cit*, p. 213

⁵¹ Nous utilisons le terme « partisans affiliés » pour désigner les impérialistes qui n'étaient pas officiellement membres de l'une des branches canadiennes de l'*IFL*, mais qui, tout de même, siégeaient et participaient aux rencontres organisées par celles-ci. Dans le cas présent, Grant et Parkin prenaient part aux délibérations du chapitre haligonien.

⁵² Carl Berger, *op.cit*, p. 23

⁵³ George Robert Parkin, *Imperial Federation, The Problem of National Unity*, London, Macmillan and Co., [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati00parkuoft), 1892, p. 117. <https://archive.org/details/imperialfederati00parkuoft> (25 janvier 2023)

*In a United British Empire, écrivait George Parkin, each of the federated countries, as commercial communities, would have interests all over the world, and having such interests would have a justification for being units in a world-wide Oceanic Empire. For great trading communities, moreover, we must remember that oceans do not divide.*⁵⁴

En dépit du fait que Parkin et Grant ne fissent pas partie de la branche haligonienne, ils étaient néanmoins très influents auprès des membres de celle-ci par l'entremise de leurs écrits respectifs.⁵⁵ Provenant tous deux des Maritimes, ils percevaient l'océan telle une autoroute que les Britanniques surent maîtriser et apprécier à sa juste valeur en l'intégrant *de facto* à leur identité profonde. Ce n'est pas un hasard si le père de la devise canadienne, *A mari usque ad mare* (D'un océan à l'autre), fut nul autre que Grant lui-même. D'ailleurs, selon Carl Schmitt le point commun des *Britons* est leur « existence maritime » :

En transposant toute son existence collective de la Terre à la Mer, l'Angleterre a réalisé une révolution planétaire de l'espace. C'est une révolution que je dirais presque ontologique : désormais, l'île d'Angleterre, naguère morceau détaché du continent européen, appartient aux mers du globe.⁵⁶

En d'autres mots, le peuple britannique chercha à dominer les océans en en devenant le maître. Bien conscients de la nature thalassocratique de l'Empire britannique, Parkin et Grant insistèrent sur l'importance vitale des villes portuaires canadiennes dans le cadre de la défense impériale. En conséquence, ils valorisèrent le développement d'Halifax au nom de l'Empire.

2.2 Des déçus de la Confédération aux promoteurs de la Fédération impériale

« *I consider, écrivait Crofton le 8 janvier 1887, that if Canada cannot now rely on the full and ungrudging support of the Empire, this is mainly in consequence of the National Policy. Our present state seems to me parasitical and dangerous to the permanence of the British connection*

⁵⁴ *Ibid*, p. 33-34

⁵⁵ Grant (né à Stellarton, Nouvelle-Écosse) rejoignit la branche ontarienne de Kingston tandis que Parkin (né à Parkindale, Nouveau-Brunswick) rejoignit la branche de Fredericton. Notons que ce dernier fut bien plus qu'un simple membre, puisqu'il joua le rôle de principal *Delegate of the League*. Voir London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, 1889, google.books.ca, p. 156

⁵⁶ Carl Schmitt, *op.cit*, p. 41

[...] »⁵⁷ Bien loin de n'être qu'une opinion isolée, les propos de Crofton reflétaient l'état d'esprit d'une partie des élites canadiennes favorables à l'*IFL*. À cheval entre un statut de dépendance et d'indépendance, le Dominion du Canada constituait, à leurs yeux, un État embryonnaire ou une étape nécessaire avant sa pleine autonomie, et ce, dans le cadre d'une coopération impériale. Les critiques les plus sévères provenaient sans surprise des Maritimes. Alors que les premières années de l'implantation de la Politique nationale intensifia le développement industriel de ces provinces de l'Est, la récession de 1885 les frappa durement. Autre conséquence, les entreprises locales ne disposaient guère de moyen de levier pour concurrencer leurs rivales laurentiennes ; cela se traduisit par leurs rachats ou leurs faillites. Un sentiment d'injustice se dégagait donc des discours de certains apôtres haligoniens, dont Crofton, qui dénoncèrent les écarts de prospérité entre les provinces centrales et celles des Maritimes.

Ce mécontentement grandissant est à remettre dans le contexte des années 1880 en Nouvelle-Écosse. La mauvaise conjoncture économique de cette période jumelée au fort sentiment régionaliste ramena au pouvoir le parti anti-confédéré en 1886 (*Repeal Movement*).⁵⁸ Son chef, William Stevens Fielding (1848-1929), insista sur le déclassement économique de sa province dès lors qu'elle joignit, plus ou moins sous la contrainte, la Confédération :

*Nova Scotia, previous to the Union, had the lowest tariff and was, notwithstanding, in the best financial condition of any of the Provinces entering the Union. Now, the commercial as well as the financial condition of Nova Scotia is in an unsatisfactory and depressed condition.*⁵⁹

Malgré leurs divergences idéologiques et politiques avec Fielding, les impérialistes haligoniens partageaient ce constat. Rapidement, ils s'employèrent à façonner l'opinion publique en soulignant les impacts négatifs qu'occasionna la Confédération sur l'économie de la province. La création d'un marché commun inter-provinciale, en 1867, et la mise en place à l'extérieur de barrières tarifaires entamèrent un processus de centralisation et de consolidation des entreprises

⁵⁷ Francis Blake Crofton, *For Closer Union: Some Slight Offerings to a Great Cause*, Halifax, A. & W. Mackinlay, archives.org, 1897, p. 15-16. https://archive.org/details/cihm_02127/mode/ (15 avril 2023)

⁵⁸ *Ibid*, p. 16

⁵⁹ Adam Shortt & Arthur Doughty, *Canada and its Provinces; A History of the Canadian People and their Institutions*, Toronto, Edinburgh Edition, Volume 14, archives.org, 1914, p. 390-391. <https://archive.org/details/canadaitsprovince14shor/mode/2up> (5 mai 2023)

laurentiennes au détriment des Maritimes.⁶⁰ Rappelons que la faible croissance démographique ajoutée à un hinterland exigu conditionna le manque de compétitivité d'Halifax sur le marché canadien. En outre, l'un des arguments soutenus par les impérialistes haligoniens pour expliquer la faible croissance économique du Canada reposait sur la minimisation des intérêts britanniques, résultant de l'adoption d'une politique protectionniste qui dissuada les investisseurs de la City et engendra une méfiance croissante des politiciens de Westminster vis-à-vis du dominion.⁶¹ Ainsi, conscients de la progressive désillusion de la population quant aux promesses de prospérité et de développement mutuel véhiculées par les Pères de la Confédération, les apôtres haligoniens en profitèrent pour présenter le projet d'unité impériale comme solution.

Le bibliothécaire de l'Assemblée législative de Nouvelle-Écosse, Francis Blake Crofton, comparait la situation du Canada à celle d'un jeune homme soucieux de s'extirper de sa dépendance parentale, afin de rechercher son utilité pour sa famille.⁶² Ainsi, ce lettré considérait que le statut de Dominion devait faire office de passerelle vers la maturation effective de la jeune nation, c'est-à-dire la fin d'une relation de subordonné pour devenir à part entière un partenaire. Certes, un partenariat qui devait répondre aux besoins de l'Empire. Selon Crofton, les risques d'une trop longue dépendance conduiraient inévitablement vers une *political degeneration* ; pour éviter cette situation, le Canada devrait contribuer de façon volontaire au fardeau impérial.⁶³ Cela permettrait également de dissiper l'anxiété manifeste des Canadiens concernant le risque d'un conflit avec les États-Unis en raison de litiges territoriaux ; cet argument constituait d'ailleurs le principal levier utilisé pour rallier la population canadienne à leur cause.⁶⁴ Or, il était essentiel que la participation canadienne aux besoins de l'Empire s'opère graduellement et, par-dessus tout, sans passer par des actes coercitifs. En d'autres mots, les erreurs des Pères de la Confédération ne devaient pas être répétées. Par conséquent, le succès de l'idée de Fédération impériale dépendait intrinsèquement des capacités de persuasion de ses apôtres à convaincre la population des avantages découlant de cette union

⁶⁰ George Rawlyk, *op.cit*, p.21

⁶¹ Francis Blake Crofton, *op.cit*, p. 12

⁶² *Ibid*, p. 5-6

⁶³ *Ibid*, p. 6-8

⁶⁴ *Ibid*, p. 19-20

politique. C'était d'autant plus le cas pour la ligue haligonienne confrontée au mouvement indépendantiste de Fielding.

Pour contrer l'ascension de leur opposant politique, les impérialistes haligoniens redéfinirent le sens du mot « indépendant. » À ce sujet, George Parkin distingua deux types d'indépendances : l'une immature et irréconciliable, l'autre responsable et réaliste.⁶⁵ De son point de vue, le monde britannique n'incarnait pas un modèle d'autoritarisme intransigeant. Très souvent, la mère patrie valorisait l'épanouissement de ses enfants d'outre-mer en leur accordant au fur et à mesure plus de liberté jusqu'à leur développement complet, tel un parent bienveillant. D'ailleurs, l'octroi du gouvernement responsable en 1848 faisait partie des exemples cités par les impérialistes de la bonne volonté de Londres. Présentée ainsi, la relation maternelle devait évoluer vers une relation fraternelle. Parkin s'appuya sur le cas de la firme Rothschild pour illustrer sa théorie :

*Each head [branches de la Banque Rothschild] of which is free to work out his own views at his own centre of the world's finance, but each in touch with the other for counsel or action, each making use of the business machinery established all the rest, and thus securing incomparable business advantages for all.*⁶⁶

Son idée consistait à démontrer que le Canada pouvait devenir à la fois une nation à proprement parler, indépendante, tout en conservant ses liens avec l'Empire sous la forme d'un partenariat fédératif. Parkin émit néanmoins une condition sine qua non, à savoir une liberté d'action des États membres dans tous les domaines de compétences, mis à part ceux de la défense et de la politique étrangère.⁶⁷ Grant partageait la vision de Parkin. Ce ministre presbytérien n'entrevoyait guère d'avenir radieux pour le Canada si les élites politiques persistaient à maintenir le statu quo issu de la Confédération (semi-dépendance) ou favorisaient les alternatives annexionnistes ou indépendantistes. À ses yeux, seule la Fédération impériale garantissait une saine indépendance en mesure d'assurer un développement sûr et continu du pays.⁶⁸

⁶⁵ George Robert Parkin, *op.cit*, p. 28

⁶⁶ *Ibid*, p. 28

⁶⁷ *Ibid*, p. 29-30

⁶⁸ George Monro Grant, *op.cit*, p. 5-6

2.2.1 Le respect des intérêts régionaux⁶⁹

Parmi les branches haligonienne et montréalaise, laquelle était la plus encline à promouvoir les spécificités de chaque province ? Malgré la présence de francophones à Montréal, ce furent les impérialistes d'Halifax qui insistèrent sur l'importance de garantir l'autonomie et les spécificités régionales. Deux réalités socio-politiques peuvent expliquer ce phénomène. La première résulte de la présence du *Repeal Movement* et de ses exigences d'un retour aux stricts intérêts économiques des Maritimes, celles-ci tournées vers le commerce atlantique : l'exportation des ressources naturelles. Voyant bien la popularité de leurs rivaux, les apôtres haligoniens durent adapter leur propagande politique en mettant de l'avant les investissements qu'offrirait la Fédération impériale pour les villes portuaires, à commencer par Halifax.⁷⁰ La seconde se fonde sur l'identité provinciale très forte en Nouvelle-Écosse, héritière des « politiques nationales » de Howe et contraire à la « *canadianization of the Maritimes* »⁷¹ ou à toutes autres formes d'intégration astreignante. Cette identité se caractérisait par une authentique volonté autonomiste. Ce n'est pas un hasard si la colonie de Nouvelle-Écosse obtint la première son gouvernement responsable, en 1848, à la suite des campagnes de sensibilisation menées par Howe auprès des élites politiques britanniques. De ce fait, nous sommes davantage en mesure de comprendre la détermination des apôtres haligoniens de préserver les pouvoirs conférés aux provinces. Ces derniers mirent l'accent sur l'article 3 de la Constitution de l'*IFL* portant sur la séparation des compétences, comme en témoignent les propos de l'archevêque O'Brien :

It is a first principle of the League, and is expressed in the resolution, that no encroachment is to be made on local governing power. No member of any branch in Canada, or Australia, would tolerate the suggestion that we should surrender, by one jot or tittle, our right of self-government. No sir; what our father won we will sacredly

⁶⁹ Nous établissons une distinction entre les termes « régional », qui désigne un ensemble géographique tel que les Maritimes ou les provinces laurentiennes, et « local », qui désigne une province spécifique ainsi que sa métropole.

⁷⁰ Notons la vision thalassocratique étroitement liée au projet de Fédération impériale. Pour plus d'informations, consulter John Darwin, *The Empire Project; The Rise and Fall of the British World-System, 1830-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 103-104

⁷¹ George Rawlyk, *op.cit.*, p. 19. Pour l'auteur, cette « *canadianization* » était la satellisation des Maritimes par les provinces centrales. En d'autres mots, cette région devenait l'hinterland de Montréal et de Toronto.

*defend. The old colonial days have passed away forever; their re-call is as impossible as that of the years of our childhood.*⁷²

À bien des égards, le maintien et le développement du principe d'autonomie des provinces faisaient partie des grandes idées véhiculées par les impérialistes haligoniens. En fait, ils répondaient à leurs principaux détracteurs (annexionnistes et indépendantistes) qui propageaient l'idée fausse selon laquelle la Fédération impériale serait synonyme d'abandon de toute souveraineté. Or, les membres de la branche d'Halifax ne manquèrent pas de démontrer leur fort sentiment d'appartenance régionale. Par exemple, le révérend Francis Partridge déclara lors d'une rencontre de la Ligue à Halifax, le 4 juin 1888 : « *I am here as a citizen of Halifax ; as an adopted son of Nova Scotia ; as a subject of an empire on which the sun never sets.* »⁷³ On voit clairement que ce religieux défendait les intérêts de sa province au sein de l'Empire britannique tout en négligeant de faire mention du projet national canadien pourtant conforme aux impératifs de Londres. En réalité, plusieurs impérialistes, dont Partridge, partageaient les critiques de Fielding à l'encontre de la Confédération, tout en rejetant les solutions propagées par ce dernier. L'intégration impériale leur paraissait une meilleure option que l'indépendance surtout au vu des désavantages comparatifs des Maritimes sur les provinces centrales.⁷⁴

L'existence d'un courant plus ou moins hostile à l'unité canadienne (Crofton, Partridge), au sein de la Ligue n'empêcha pas les principaux défenseurs néo-écossais de la Confédération de rejoindre ses rangs. Très actifs au sein du chapitre haligonien, Charles Tupper (conservateur) et Archibald Adams (libéral-conservateur) œuvrèrent à accorder les intérêts de leur région avec ceux du reste du Canada et de l'Empire. C'est dans ce contexte que Tupper obtint du premier ministre Macdonald le poste de Haut-commissaire du Canada au Royaume-Uni qu'il occupa de 1883 à 1896, en remplacement d'Alexander Galt. Tout comme son prédécesseur, il s'évertua à favoriser l'émigration britannique vers le Canada par l'entremise de vastes campagnes de propagande sur

⁷² London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, archives.org, 1888, p. 135. <https://archive.org/details/imperialfederati03londnuoft> (30 août 2022)

⁷³ Halifax Branch Imperial Federation League, *Speeches delivered at a Public Meeting of the Halifax Branch held at The Academy of Music*, Halifax, archives.org, 1888, p. 14. https://archive.org/details/cihm_07504/mode/2up?view=theater (9 mars 2023)

⁷⁴ Richard Pomfret, *The Economic Development of Canada*, New York, Routledge, 1981, p. 85-88

les richesses du pays.⁷⁵ Par ailleurs, Tupper s'appliqua à mettre en contact les principaux importateurs et exportateurs canadiens avec ceux de la mère patrie pour ainsi renforcer les échanges commerciaux entre les deux pays. Comme le rappelle son fils, le nouveau Haut-commissaire ne délassa jamais les intérêts de sa région natale : « *Tupper evidently kept in view, as his constant other fully indicated, the policy of building up the ports of Halifax and St-John* ». ⁷⁶ Il s'appuya sur les conclusions de la *Colonial Defence Commission* présidée par Lord Carnarvon (1881-1882)⁷⁷ pour convaincre les milieux financiers et politiques londoniens d'allouer des sommes importantes en vue de développer le port et la station de charbon (*coaling station*) d'Halifax. Notons qu'il n'agissait pas de façon désintéressée, puisque Charles Tupper représentait les lobbys des mines de fer (Londonberry, Nouvelle-Écosse) et de charbon (Cumberland, Nouvelle-Écosse).⁷⁸ Alors que les compagnies charbonnières espéraient bénéficier des barrières tarifaires canadiennes de 1867, le gouvernement fédéral, devant l'opposition des provinces centrales, les avaient supprimées.⁷⁹ De même, les droits de douanes imposés par la Politique nationale (1879) furent insuffisants pour concurrencer leurs rivaux américaines sur le marché ontarien. Désillusionnées par les promesses non tenues de développement mutuel canadien, les industries charbonnières néo-écossaises se rabattirent sur le marché britannique. Concomitant à ce choix, elles virent leurs intérêts à appuyer le projet de Fédération impériale. L'influence croissante de leur champion (Tupper) au sein de la ligue en témoigne.

À l'instar de la branche montréalaise, sa sœur haligonienne se pencha sur le cas des Canadiens français. Bien au courant de leurs nettes objections vis-à-vis du projet de Fédération impériale, certains membres voulurent néanmoins cerner les raisons qui poussèrent les francophones à rejeter d'un revers de la main ce qui leur semblait être l'évolution historique « naturelle » du Canada.

⁷⁵ Charles Hibbert Tupper, *Supplement to The Life and Letters of the Right Honorable Sir Charles Tupper Bart, G.C.M.G.*, Toronto, The Ryerson Press, archives.org, 1926, p. 120. <https://archive.org/details/supplementtolife0000tupp/mode/2up?view=theater> (14 juin 2023)

⁷⁶ *Ibid*, p.120

⁷⁷ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, archives.org, 1888, p. 113-114. https://archive.org/details/cihm_01204/mode/2up (11 décembre 2022) Dans les grandes lignes, les rapports suggéraient d'augmenter le nombre d'*Imperial Fortress* et de stations de charbon et de renforcer celle déjà existante, afin de prévenir une quelconque invasion des territoires de l'Empire et d'accroître l'efficacité de la Royal Navy.

⁷⁸ Robin Neill, *op.cit*, p. 30

⁷⁹ Richard Pomfret, *op.cit*, p. 133

Ayant discuté avec le futur Premier ministre Wilfrid Laurier (1841-1919) et Macdonald de leurs aspirations socio-politiques, Parkin arriva sensiblement aux mêmes conclusions que George Hague : les Canadiens français aspiraient à la préservation de leur héritage culturel et linguistique français, à la maîtrise de leur politique intérieure et au maintien de la *British connection*.⁸⁰ Il comprit que la loyauté des Canadiens français reposait sur les institutions britanniques à la fois libérale et tolérante. Par conséquent, ces derniers ne sauraient soutenir une fédération qui mettrait de l'avant des arguments d'unité ethnique (anglo-saxon) allant *de facto* contre leurs intérêts. Notons, par ailleurs, que Laurier fit part à Parkin de la nette préférence des francophones pour une indépendance canadienne plutôt qu'au renforcement des liens avec l'Empire.⁸¹ Ils craignaient notamment d'être forcés de prendre part aux guerres du Royaume-Uni. Dans une certaine mesure, l'opposition des Canadiens français au projet impérial fit réaliser à Parkin que la stricte option fédérative n'était pas envisageable et que l'approche progressive d'un Conseil de l'Empire paraissait, pour l'instant, la meilleure voie à suivre.⁸²

Crofton analysa lui aussi les raisons profondes de l'antagonisme des francophones à l'égard de la Fédération impériale et de leur inclination pour l'indépendance nationale. Dans un Dominion affranchi de la tutelle britannique, et grâce à leur démographie, ils auraient les moyens d'influencer les grandes orientations politiques du pays, de manière à favoriser leurs intérêts communautaires au détriment de ceux des anglophones : « *In it [Canada indépendant] they have fair hopes of dominating, through their wonderful fecundity, and by fostering immigration from France.* »⁸³ Néanmoins, lui-même défenseur des intérêts de sa province, Crofton comprenait les positions politiques des francophones, ce qui peut expliquer la main tendue qu'il adressa aux Canadiens français en insistant en particulier, pour les convaincre, sur le maintien des prérogatives des parlements provinciaux (comme l'Assemblée nationale) sur les affaires intérieures, dans le cadre du projet de fédération qu'il promouvait.⁸⁴

⁸⁰ George Robert Parkin, *op.cit*, p. 158-161

⁸¹ *Ibid*, p. 160

⁸² *Ibid*, p. 303-306. Voir chapitre 1, p. 31

⁸³ Francis Blake Crofton, *op.cit*, p. 37

⁸⁴ *Ibid*, p.38

2.2.2 La Fédération impériale, de l'équilibre entre « marche du progrès » et discours religieux

D'après Duncan Bell, l'idéal progressiste (civilisationnel) était au cœur du mouvement *Greater Britain*.⁸⁵ En effet, les impérialistes percevaient en la fédéralisation de l'Empire l'évolution logique du monde anglo-saxon. Ils se convainquirent que l'« ère du temps » (*zeitgeist*) correspondait à l'agrégation d'États nationaux partageant le même héritage culturel pour former une superstructure semblable à un État-civilisation⁸⁶ :

*Federation had become a new dimension, even the endpoint, of progress. [...] A federation of civilized states was the most effective institutional arrangements for securing global peace and democracy. For some of them, Greater Britain could serve as a means on the way to this end.*⁸⁷

Au Canada, les discours de « marche du progrès », intrinsèque à la Fédération impériale, furent largement portés par le chapitre haligonien. Du fait de la forte présence d'ecclésiastiques, l'*Executive Committee* d'Halifax craignait que leur succursale soit qualifiée de conservatrice. Ce faisant, plusieurs déclarations de ses adhérents, y compris de membres religieux, soulignèrent l'ouverture d'esprit de la ligue et sa vocation progressiste. Les requêtes de l'archevêque Cornélius O'Brien sont à considérer sous cet angle :

*The League is eminently a progressive movement.*⁸⁸ *In this connection I may express, my individual hope that we will soon outgrow one of the remaining leading strings*

⁸⁵ Duncan Bell, *op.cit.*, p. 209. Dans le cas présent, le terme « progrès » renvoie à son sens latin figuré (*progressus*), c'est-à-dire un développement ou un accroissement. De là, nous pouvons comprendre la signification que donnaient les impérialistes à ce mot. De leur point de vue, l'idée du *Greater Britain* constituait l'évolution logique de l'Empire britannique : « *anything that does not progress is doomed to decline* ». Voir Aude Déruelle, « La « marche du progrès » », *Arts et Savoirs* [En ligne], 2019.

⁸⁶ Christopher Coker, *The Rise of the Civilizational State*, Cambridge, Polity Press, 2019, p. 16-17. L'État-civilisation est une entité politique regroupant plusieurs nations ou groupes ethno-linguistiques formant un bloc civilisationnel unifié et cohérent.

⁸⁷ Duncan Bell, *op.cit.*, p. 96

⁸⁸ O'Brien fait ici référence au statut de semi-dépendance du dominion qui, selon lui, n'était guère enviable pour le futur du pays. En effet, il partageait l'avis que l'évolution logique du Canada consistait à former une fédération avec les autres colonies de peuplement et le Royaume-Uni, afin de mieux se positionner sur la scène internationale. Voir Halifax Branch Imperial Federation League, *Speeches delivered at a Public Meeting of the Halifax Branch held at The Academy of Music*, Halifax, 1888, archives.org, p. 16

*which tie as to our mother's: the getting of a Governor-General from England. We can easily produce occupants better fitted for the position.*⁸⁹

Exprimant là le nationalisme colonial canadien développé au précédent chapitre, O'Brien défendait le renforcement de la souveraineté politique de son pays. Pour lui, les anciennes structures coloniales devaient faire place à un nouvel ordre impérial marqué par les principes de gouvernement responsable et de solidarité ethnique (anglo-saxon) via la création d'une fédération transnationale profitable à l'ensemble de ses membres. Son homologue, Charles Cahan, partageait son point de vue et alla jusqu'à qualifier la Fédération impériale de souffle libérateur où les responsabilités ministérielles seraient accrues et défendues.⁹⁰

N'oublions pas l'idée très souvent propagée par les impérialistes, y compris ceux d'Halifax, selon laquelle l'Empire britannique constituait à la fois un vecteur de paix, de justice, de liberté et d'ordre.⁹¹ Le philanthrope et marchand William Chamberlain Silver, faisait partie des plus ardents défenseurs de cette thèse. Convaincu par l'œuvre bienveillante et civilisatrice des Britanniques sur la scène internationale, il soutenait que la future paix et prospérité mondiale dépendait intrinsèquement de la création d'un *United Empire*.⁹²

En raison de la composition de la branche d'Halifax, le lexique religieux prit une place considérable, en particulier dans les correspondances et les déclarations de ses membres. Par exemple, nous retrouvons les termes « sacrés », « bénis » et « destin » pour qualifier l'œuvre des apôtres de la Fédération impériale ou du projet en lui-même.⁹³ Le révérend Daniel Miner Gordon alla même jusqu'à suggérer comme devise pour la Ligue, la maxime religieuse presbytérienne : « *Unity in things essential, Liberty in things non-essential, and Charity in all things.* »⁹⁴ D'obédiences religieuses diverses, ils mirent de côté leurs différences, afin d'alerter d'une seule voix la population néo-écossaise sur les dangers du mouvement annexionniste. De leur point de vue, les

⁸⁹ *Ibid*, p. 16

⁹⁰ *Ibid*, p. 21

⁹¹ *Ibid*, p. 25-26

⁹² *Ibis*, p. 25-26

⁹³ *Ibid*, p. 12-20

⁹⁴ *Ibid*, p. 12

systèmes républicains ne valorisent guère les vertus civiques de loyauté, de dignité, de solidarité et de générosité, pourtant essentiel à la cohésion nationale et sociale.⁹⁵ En outre, les ecclésiastiques mettaient en garde contre les dangers inhérents au matérialisme, à commencer par l'expression d'un individualisme exacerbé au point de devenir nuisible pour la communauté. À leurs yeux, seul le projet impérial était en mesure d'éviter ces dérives et de rétablir l'harmonie entre le groupe et l'individu, l'ensemble et ses parties, comme en témoignent les propos d'O'Brien :

*These are now like the dry and scattered bones of the Prophet's vision; but even as those bones came together and fell into place at the word of a superior power, even so do we hope to see each little isle, each distant province, each colony and state of this Empire come together, and knitted into one grand whole in which individuality will not be swallowed up in union, but unity secured and perfected by the guaranteed autonomy of each unit.*⁹⁶

Le sens de ce passage est clair. Pour l'archevêque d'Halifax, l'avenir de l'Empire britannique reposait sur une mutation de ses structures politiques pour y intégrer la famille impériale dans les processus décisionnels. Ainsi, chaque État serait solidaire dans une logique de convergence d'intérêt, à même de surmonter les périodes de crise : *Virtus unita fortior* (l'union fait la force).

2.2.3 Des difficultés à s'entendre sur une politique économique commune

Dans une lettre adressée à Parkin, Grant exposa ses dernières considérations portant sur le volet économique du projet de Fédération impériale :

*I believe that it would be more sensible to undertake the building of a railway from the earth to the moon than to undertake the conversion of the British public to the abandonment of their free trade position for any lower consideration than practical free trade with the empire.*⁹⁷

Illustrant là les difficultés à trouver un terrain d'entente entre les camps protectionniste et libre-échangiste, Grant se détourna de l'idée d'instaurer une *inter-imperial preference*, selon laquelle les *white colonies* abaisseraient les droits de douane sur les marchandises britanniques, tandis que la

⁹⁵ *Ibid*, p. 17-18

⁹⁶ *Ibid*, pp. 16

⁹⁷ William Lawson Grant, *op.cit*, p. 407

mère patrie lèverait une taxe sur les produits étrangers. Anciennement l'un des principaux promoteurs de ce principe, il comprit que seule une contribution financière et matérielle des Dominions à la défense impériale amènerait potentiellement les autorités britanniques à plus de considération vis-à-vis d'un protectionnisme impérial.⁹⁸ Sa tournée de 1888 à travers les territoires de l'Empire, l'amena à changer son fusil d'épaule. De retour au Canada, il défendit la proposition d'un libre-échange inter-impérial⁹⁹, rejoignant ainsi la ligne libre-échangiste de la branche haligonienne piloté par William Chamberlain Silver. Or, plusieurs de ses collègues ne l'entendaient pas.

À ce sujet, Charles Tupper et George Eulas Foster furent ses principaux adversaires. Tous deux d'ancien ministre des Finances de Macdonald et partisans avérés de la Politique nationale, leurs priorités consistaient à développer les forces productives canadiennes. De leur point de vue, seul le protectionnisme garantissait l'essor de la productivité des industries naissantes. En vertu des thèses d'un « protectionnisme éducateur » (Friedrich List et Henry Charles Carey, *National System*), ces deux ministres instaurèrent des barrières tarifaires temporaires jusqu'au jour où les entreprises nationales seraient en mesure de rivaliser avec leurs concurrents internationaux.¹⁰⁰ Par conséquent, l'abandon de cette doctrine au profit du laissez-faire signifierait l'échec du programme économique des conservateurs et, à terme, le retour en puissance des partisans d'une *Unrestricted Reciprocity* (libre-échange entre le Canada et les États-Unis), chose inenvisageable pour Tupper et Foster.

L'*Inter-Imperial Preference* leur paraissait donc le programme à promouvoir au regard des intérêts canadiens. Parmi les propositions retenues par la branche haligonienne, nous retrouvons celle de Tupper d'un *double column tariff*. Son schème comportait deux volets : une réduction des droits de douanes entre les territoires de l'Empire et des barrières tarifaires plus élevées sur les produits

⁹⁸ George Monro Grant, *op.cit.*, p. 9-11

⁹⁹ Concrètement, cette proposition consistait à implanter un libre-échange à l'intérieur et un protectionnisme à l'extérieur de l'Empire. À titre d'exemple, les produits britanniques pouvaient entrer dans le marché canadien sans devoir payer une taxe, tandis que les produits allemands devaient payer un certain pourcentage. La différence essentielle entre la proposition d'un *inter-imperial preference* (préférence impériale) et celle d'un *inter-imperial free trade* (libre-échange impérial) réside dans le fait que, dans ce dernier scénario, les *white colonies* n'étaient pas en mesure d'imposer des droits de douane sur les marchandises britanniques.

¹⁰⁰ Friedrich List, *The National System of Political Economy*, Middletown, CreateSpace Independent Publishing Platform, [1^{re} éd. 1841], 2017, p. 116-131. L'appellation « protectionnisme éducateur » renvoie à un pays qui décide de protéger ses jeunes industries nationales jusqu'au jour où celles-ci seraient en mesure de devenir suffisamment dynamiques pour être compétitive à l'international.

étrangers.¹⁰¹ Notons que ces taxes douanières ne seraient pas forcément les mêmes dans les différents territoires britanniques. En fait, Tupper et Foster s'accordèrent sur les besoins d'un *Imperial Reciprocity/Preference* sans toutefois soutenir la mesure sous-jacente d'un *Imperial Treasury* formulée par Macfarlane.¹⁰² Pour quelles raisons s'opposèrent-ils à cette idée ? Leurs objections n'allaient pas à l'encontre de la proposition en elle-même, mais bien plus vis-à-vis des demandes, jugées excessives, du Royaume-Uni quant à la participation coloniale au fardeau impérial. À leurs yeux, le Canada s'impliquait d'ores et déjà dans la défense de l'Empire (armée et marine), mais de façon indirecte par le biais des nombreuses constructions de canaux, de voies ferrées et l'établissement de lignes de bateaux à vapeur.¹⁰³ À ce sujet, ils rejoignaient les critiques formulées par le président de la branche montréalaise, Henry Lyman, comme en témoigne cette déclaration de Tupper :

*Can we settle this vast continent if we announce that in addition to these responsibilities, we are to increase our expenditures on forts, land defenses, naval reserves and, in addition, contribute an appreciable sum to a navy over which we have no control and in connection with Imperial policies in which we have no potent voices?*¹⁰⁴

Ainsi, les deux hommes s'indignaient des multiples tentatives de la branche mère pour demander une participation coloniale plus étroite sans, au préalable, discuter des questions de représentation coloniale au Parlement britannique. Le Haut-commissaire Tupper craignait que l'entêtement du gouvernement impérial à vouloir réformer l'Empire sans prendre en compte les revendications des coloniaux, notamment en matière de politique économique, ne conduise, par la force des choses, à la répétition du déclenchement de la Révolution américaine, cette fois-ci au Canada : pas de taxation sans représentation.¹⁰⁵ Dans l'éventualité que les autorités londoniennes endosseraient les principes d'un *Inter-Imperial Preference*, Tupper certifia que les colonies accepteraient de contribuer volontairement à la défense impériale. Il rajouta néanmoins une exigence supplémentaire. Afin de stimuler la croissance démographique du jeune dominion, le financement

¹⁰¹ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/cihm_54969/page/n35/mode/2up), 1887, p. 15. https://archive.org/details/cihm_54969/page/n35/mode/2up (11 octobre 2022)

¹⁰² Voir chapitre 1, p. 36

¹⁰³ *Sir Charles Tupper, Bart., and the Unification of the Empire*, Halifax, T.C. Allen & Co, [archives.org](https://archive.org/details/sircharlestupper00impe/mode/2up), 1896, p. 1-2. <https://archive.org/details/sircharlestupper00impe/mode/2up> (17 juillet 2023)

¹⁰⁴ Charles Hibbert Tupper, *op.cit*, p. 151

¹⁰⁵ *Ibid*, p. 152-153

de la Défense impérial devait s'accorder avec la politique émigrationniste britannique en direction du Canada.

Comme nous l'avons souligné un peu plus haut, la majorité des apôtres haligoniens exprimèrent leurs désapprobations envers l'instauration d'une politique libre-échangiste. Allant jusqu'à la qualifier de « fétichisme britannique », la libéralisation des échanges leur paraissait la principale raison du déclin relatif du Royaume-Uni au profit, entre autres, de l'Allemagne.¹⁰⁶ En conséquence, il n'était guère étonnant que les membres haligoniens militassent massivement pour faire sauter les verrous qui entravaient la mise en place d'un protectionnisme impérial. Nous pouvons ici citer les traités commerciaux du Royaume-Uni avec la Belgique et l'Allemagne qui furent particulièrement décriés par les impérialistes canadiens, y compris ceux d'Halifax : « [...] *owing to the existence of the Belgium and German treaties with Great Britain, imports from these countries received the benefits of the Canadian reduction without giving any return advantages to Canadian exports.* »¹⁰⁷ En vertu de la clause de la nation la plus favorisée, ces traités offraient aux pays commerçant avec le Royaume-Uni les mêmes avantages associés aux États membres de l'hypothétique Fédération impériale.¹⁰⁸

2.2.4 La marche vers une citoyenneté impériale

Depuis l'établissement du chapitre haligonien, nombre de ses adhérents portèrent l'idée d'un *Imperial Citizenship* au-devant de la scène canadienne. Parmi les soutiens de cette initiative, nous retrouvons Charles Cahan, George Monro Grant et, dans une moindre mesure, George Parkin. Le premier proposa de jeter les fondations d'un nouvel Empire britannique en y élevant une superstructure politique où les sujets des colonies et ceux de la mère patrie obtiendraient la même citoyenneté.¹⁰⁹ En d'autres mots, ce changement d'ordre juridique provoquerait la fin effective du

¹⁰⁶ *Ibid*, p. 155-165

¹⁰⁷ George Eulas Foster, *Preferential Tariffs and Reciprocity*, Papers Proceedings of the Seventeenth Annual Meeting American Economic Association, archives.org, 1904, p. 1-3.
https://archive.org/details/cihm_78646/mode/2up (29 janvier 2023)

¹⁰⁸ C'est une clause fréquente dans les accords commerciaux internationaux qui offrent à un État les mêmes avantages que détiendrait un État tiers. Dans le cas présent, en raison de leurs traités économiques avec le Royaume-Uni, les produits allemands et belges ne seraient pas soumis aux barrières tarifaires voulues par les partisans de l'*Imperial preference*.

¹⁰⁹ Halifax Branch Imperial Federation League, *op.cit*, p. 21

statut colonial. Dans les faits, c'était l'application du lointain souhait des *United Empire Loyalists* de devenir des sujets britanniques. L'historien Daniel Gorman releva d'ailleurs la composante « loyaliste » intrinsèque à l'expression de cette citoyenneté impériale :

*The wide resonance of what we can term a weak, of soft, sense of imperial citizenship was manifested in loyalism, a more inclusive ideology than simple Anglo-Saxonism. Loyalism was embraced by both British and non-British subjects such as Jews and Irish Catholics could create an imperial identity through loyalism, a vertical chain of allegiance to the sovereign, attenuating ethnic divisions which might otherwise preclude a sense of common cause with Anglo-Protestants.*¹¹⁰

Cette extension de la citoyenneté britannique allait néanmoins de pair avec une responsabilité accrue des nouveaux citoyens à l'égard de l'Empire. Comme le remarquait Cahan, cette évolution se devait d'être précédée par une véritable campagne d'éducation publique en cultivant le sentiment d'appartenance de la population néo-écossaise, puis canadienne, à la civilisation britannique.¹¹¹ L'objectif consistait à éveiller les consciences sur l'étendue et la force de la communauté britannique disséminée à travers le globe et de son poids politique sur la scène internationale. De cette façon, les impérialistes espéraient semer les germes d'une vision collective avec comme finalité un drapeau commun, une citoyenneté commune, une armée commune, une cour de justice commune, etc.¹¹²

Outre les efforts considérables déployés pour sensibiliser la population haligonienne et canadienne, les partisans de l'*Imperial Citizenship* durent convaincre leurs confrères de la ligue. En effet, bon nombre d'entre eux adoptèrent une posture méfiante voire antagoniste, puisque la notion de citoyenneté renvoyait davantage à l'univers politique républicain qu'à la tradition britannique et monarchique. Gorman qualifie l'*Imperial Citizenship* de projet hybride incorporant à la fois les notions républicaines de citoyenneté (appartenance à un corps social et politique et son expression par la vie civique) et l'esprit de continuité de la *subjecthood* (sentiment d'unité culturelle, linguistique, historique et coutumier marqué par le temps).¹¹³ Or, l'anti-républicanisme, très

¹¹⁰ Daniel Gorman, *Imperial Citizenship: Empire and the Question of Belonging*, Manchester, Manchester University Press, 2006, p. 19

¹¹¹ Halifax Branch Imperial Federation League, *op.cit.*, p. 22

¹¹² George Monro Grant, *op.cit.*, p. 3

¹¹³ Daniel Gorman, *op.cit.*, p. 18-22

présent au sein de la ligue canadienne, freina grandement les tentatives menées par les chantres de cette proposition. La branche torontoise s’y opposa le plus vigoureusement. Au bout du compte, les vives luttes internes provoquèrent sa relégation au second plan, derrière les questions économiques et de défense.

Contrairement aux branches montréalaises et torontoises, celle d’Halifax s’intéressa très peu à la création d’un Parlement impérial. Aux premiers abords, cela peut paraître curieux, mais, dans les faits, les impérialistes haligoniens exprimèrent leur nette préférence pour une fédération moins contraignante. Par conséquent, leur quasi-mutisme peut être interprété comme une marque de désapprobation envers cette option politique. D’une manière détournée, le seul qui effleura à minima l’éventualité d’un Parlement impérial fut Crofton ; il s’interrogea sur les questions de représentativités des colonies au sein du Parlement de Westminster ou dans un nouveau corps législatif.¹¹⁴ Pour autant, plusieurs membres du chapitre haligonien se sont tout de même penchés sur les questions institutionnelles, comme nous l’explorerons dans le paragraphe suivant.

2.3 Les divisions de la branche d’Halifax et la dissolution de l’*Imperial Federation League*

Alors que les années 1880 soufflèrent derrière le vaisseau de la Fédération impériale, la décennie suivante, ce navire britannique fit face à d’intenses bourrasques jusqu’à son chavirement en 1893. Les raisons de ce basculement furent, en bonne partie, analysées au premier chapitre. Toutefois, le cas d’Halifax figure parmi les plus intéressants, notamment pour comprendre les rivalités entre les membres quant à la marche à suivre. Se rejoignant, certes, sur l’objectif final d’unité impériale, ses adhérents se disputèrent à la fois sur les moyens pour y arriver, mais aussi sur les mesures à appliquer.

À la différence de la branche montréalaise, celle d’Halifax était tiraillée entre les partisans d’un plan de marche détaillé et ceux s’y opposant, et la ligne de fracture apparaissait de façon très nette. Par exemple, l’archevêque O’Brien qualifiait les partisans d’une constitution impériale de doctrinaire raisonnant à partir de principes abstraits et d’identités théoriques.¹¹⁵ De son point de

¹¹⁴ Francis Blake Crofton, *op.cit*, p. 36

¹¹⁵ Halifax Branch Imperial Federation League, *op.cit*, p. 19-20

vue, le projet de Fédération impériale devait s'inspirer des règles constitutionnelles britanniques, c'est-à-dire une constitution non écrite fondée sur la coutume comme source du droit. Pas étonnant qu'il vit dans l'action de ses collègues du chapitre haligonien, à pousser pour un plan détaillé, une offense directe à la tradition britannique. Parallèlement, George Grant tenait un discours similaire. Devant ses adversaires haligoniens, il rappelait les spécificités du Royaume-Uni et de son histoire en soulignant bien que le projet d'unité impériale s'inscrivait dans un processus de longue durée. Par conséquent, l'empressement de certains membres à vouloir hâter la fondation de l'empire fédéral par l'adoption d'un plan quelconque desservait à plus d'un titre la cause impériale : « *We are not schemers.* »¹¹⁶ Pour Grant, nul chapitre n'avait l'autorité ni la légitimité d'imposer sa vision de la Fédération impériale sur les autres succursales. Il appuya lui aussi sur l'importance d'agir selon les traditions britanniques, à savoir par voie progressive de sorte que les intérêts de chaque partie de l'Empire soient bien définis pour ensuite établir les grandes mesures réformatrices faisant consensus.

De l'autre côté, Crofton s'inquiétait au contraire des risques que faisaient courir au mouvement les « impérialistes passifs » en refusant de penser à un plan précis. La montée en popularité des mouvements annexionnistes et indépendantistes au Canada, notamment en Nouvelle-Écosse, l'amena à se questionner sur le futur de la Fédération impériale. Selon ses dires, leur projet n'avait qu'une fenêtre d'opportunité, c'est-à-dire au tournant du XX^e siècle.¹¹⁷ Ainsi, pour maximiser leurs chances de réussite, il devenait urgent de remplacer les discours imprécis du président Forster par un plan de marche détaillé, en vue d'accomplir leurs ambitions réformatrices. Crofton identifia les principaux axes qui méritaient d'être traités en priorité : la séparation des pouvoirs (provincial, national et impérial), la contribution de chaque colonie au budget de l'Empire et le système électoral ainsi que le nombre de représentants par pays membres. Il convint également de la nécessité d'établir si l'*Imperial Reciprocity* devait ou non précéder l'avènement de la Fédération impériale. Charles Tupper était, lui aussi, un partisan d'un plan détaillé, mais pour d'autres raisons. Il savait que des changements constitutionnels devaient avoir lieu en amont d'une éventuelle unité impériale.¹¹⁸ Par conséquent, à ses yeux, les vagues propositions des premières années de l'*IFL*

¹¹⁶ William Lawson Grant, *op.cit.*, p. 405

¹¹⁷ Francis Blake Crofton, *op.cit.*, p. 12

¹¹⁸ Sir Charles Tupper, Bart, *op.cit.*, p. 4-5

relevaient désormais du passé et un changement de paradigme s'imposait tout naturellement pour mener à terme leur grand dessein.

Le même Tupper se distingua de ses confrères haligoniens, puisqu'il s'intéressa de près aux réformes institutionnelles à introduire. Il s'inspira de l'*Imperial Council* suggéré par Hague, pour proposer sa propre version de la fédération.¹¹⁹ Son idée était celle d'un *Imperial Cabinet*. Créé *ex nihilo*, ce cabinet s'occuperait uniquement des affaires impériales (commerce extérieur et défense).¹²⁰ Non élue, cette superstructure intégrerait néanmoins des représentants coloniaux, afin d'offrir une pluralité d'opinion et de garantir les intérêts de chaque pays membre.¹²¹ À la différence du schème du montréalais Hague, l'*Imperial Cabinet* ne se limiteraient pas à proposer des recommandations aux gouvernements nationaux, mais il aurait bien pour fonction de coordonner et de diriger la politique de l'Empire. Alors que les maximalistes et partisans d'une *Perfect Federation* virent en la proposition du Haut-Commissaire canadien une marche possible vers la fédéralisation complète de l'Empire, Tupper s'opposa à cette opinion, puisqu'il considérait et qualifiait l'idée d'un Parlement impérial de chimérique.¹²² D'autant plus que cette éventuelle transition dénaturerait sa propre initiative. À bien des égards, il craignait qu'un tel parlement restreigne l'autonomie du jeune dominion, dument acquise en 1867.

Bien qu'au départ ces divergences d'opinions n'handicapèrent pas réellement la ligue, toutefois, avec le temps, les ambitions des uns triomphèrent sur la passivité des autres. En effet, des conflits d'égos apparurent et pervertirent l'esprit de camaraderie pourtant central à la mission que se donnèrent les impérialistes. Au niveau local, ces tensions prirent racine autour de la rivalité grandissante entre Charles Tupper et George Monro Grant. Notons que le second considérait le futur Haut-Commissaire comme un ami et un allié de longue date ; il l'avait soutenu dans son élan pour convaincre les Néo-Écossais de rejoindre la Confédération canadienne.¹²³ Or, leur bonne

¹¹⁹ Voir chapitre 1, p. 31

¹²⁰ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati02londonuoft/mode/2up?view=theater), 1887, p. 29-30. <https://archive.org/details/imperialfederati02londonuoft/mode/2up?view=theater> (24 août 2022)

¹²¹ *Ibid*, p. 15

¹²² *Ibid*, p. 29-30

¹²³ William Lawson Grant, *op.cit*, p. 374-375

entente se dégradait jusqu'à se métamorphoser en contentieux. Quelle en était la cause ? Tupper, autoproclamé père de la Politique nationale,¹²⁴ ne toléra pas la conversion de Grant au libre-échange inter-impérial en 1888, malgré les arguments avancés par ce dernier. Voyant là un affront à son œuvre politique et à ses convictions profondes en matière de politique économique, le Haut-Commissaire reprochait à ses adversaires, dont Grant, leur opportunisme ainsi que leur abandon des stricts intérêts canadiens. En réponse à ces accusations, le ministre presbytérien s'attela à relever les contradictions dans les discours de Tupper, afin de lui ôter toute crédibilité.¹²⁵ Parmi les autres victimes des attaques acerbes de ce dernier, nous pouvons également citer George Parkin :

*Unfortunately they [les apôtres maximalistes et libre-échangistes britanniques] captured Mr. Parkin, and, having used him here [Royaume-Uni], are now using him in Canada to create the false impression that we do nothing to maintain the defense of the empire, instead of showing, as he truthfully could, that we have entitled ourselves to the gratitude of every man who has the interest at heart.*¹²⁶

Sur de nombreux aspects, par ses déclarations, Tupper s'attira les foudres de ses collègues haligoniens, mais aussi des impérialistes britanniques.

Grâce à son poste de Haut-Commissaire du Canada au Royaume-Uni, Tupper exerçait néanmoins une influence considérable sur les milieux impérialistes, y compris au sein du gouvernement britannique. À vrai dire, il était l'interlocuteur privilégié des ministres des Colonies successifs en ce qui concerne les questions politiques touchant de près ou de loin le Canada :

*So great was his [Tupper] personal influence with that office that, strange to say, two of the Governors-General actually made it a matter of complaint to Sir John Macdonald that the High Commissioner should be in direct communication with the Colonial or Foreign Office!*¹²⁷

Ainsi, Tupper put faire passer sa propre vision de la Fédération impériale pour celle de la majorité des impérialistes canadiens, et ce, au détriment des autres courants évoqués un peu plus haut. En

¹²⁴ Charles Hibbert Tupper, *op.cit*, p. 62-63

¹²⁵ William Lawson Grant, *op.cit*, p. 374

¹²⁶ Sir Charles Tupper, Bart., *op.cit*, p. 5-6

¹²⁷ *Ibid*, p. 107

d'autres mots, il expliqua aux membres du *General Committee* que les Canadiens accepteraient l'*Imperial Defense* à condition que le Royaume-Uni consente à établir un *inter-imperial preference* ainsi qu'un *Imperial Cabinet*. Des demandes bien trop déraisonnables aux yeux du Comité central. Cela amena l'apôtre torontois Casimir Dickson (1863-1936), comme d'autres impérialistes, à faire reposer la responsabilité de l'échec de l'*IFL* sur les épaules de l'ambitieux et intransigeant Charles Tupper :

*These dissensions, fomented by the subsequent utterances of Sir Charles and his following, led to several secret deliberations of the Council, which, finding itself hopelessly divided and not wishing to antagonize Canada by snubbing her High Dictator, voted to dissolve the League at the close of the year 1893.*¹²⁸

La dissolution de la ligue en 1893 asséna un coup sérieux aux espérances des coloniaux, à commencer par les membres de la branche haligonienne. Même le Haut-Commissaire était consterné par cette soudaine situation, lui qui « [...] *did not wish to throw cold water on the Imperial Idea* ». ¹²⁹ Cela dit, la création de la *British Empire League* (1895) redonna vie à l'espoir de trouver un accord acceptable par tous les acteurs, conduisant *in fine* à l'unité de l'Empire, sans passer nécessairement par la case fédérative. Les éléments les plus radicaux et maximalistes furent soit expurgés de la ligue soit durent rentrer dans le rang. Notons que Tupper fit partie de la seconde catégorie et accepta ce nouveau cap, comme en témoigne son siège à l'*Executive Committee of the Council*. Reste que le changement majeur fut la montée de l'influence de la branche torontoise sur la scène canadienne, devenant ainsi le principal foyer impérialiste en Amérique du Nord.

¹²⁸ *Ibid*, p. 6-7

¹²⁹ British Empire League, *The British Empire League in Canada: its Officers, Committees and Constitution*, Toronto, The Carswell & co., archives.org, 1897, p. 19-20

CHAPITRE 3

LA BRANCHE DE TORONTO

Au cours du dernier quart du XIX^e siècle, un phénomène singulier exerça une influence significative sur l'identité profonde des habitants de l'Ontario. En effet, les impérialistes mirent sur pied une véritable campagne de « britannisation » de la société canadienne. En pratique, cette britannisation reposait sur deux principes fondamentaux, à savoir la cohésion sociale par l'homogénéité ethnique et la promotion d'un système de valeurs (telles que le sens du devoir, l'élévation morale et le dépassement individuel), avec comme élément central la britannicité.¹ L'historien John Darwin écrivait dans son livre *The Empire Project* (2009) : « *Ontario was the heartland of Britannic nationalism which was rooted in the province's Liberal and protestant ethos. Toronto aspired to be the true capital of a modern, progressive (and therefore British) Canada.* »² À la fois propagandistes et évangélistes, une partie significative des élites politiques, économiques et culturelles de l'Ontario, notamment de Toronto, travaillèrent à promouvoir les valeurs britanniques dans leur province et à les ériger en modèle pour le reste du Canada. De là, nous sommes en mesure de mieux comprendre le cri de ralliement lancé par John A. Macdonald lors de sa campagne de 1891 : « *A British subject I was born, a British subject I will die.* »³ En réalité, le nationalisme britannique au Canada, tel que décrit par Darwin, se manifesta à travers un programme visant à ériger une nation canadienne en s'appuyant sur les institutions et les pratiques politiques britanniques, tout en veillant à ne pas négliger les intérêts locaux. Notons que la haute société torontoise compte parmi les principaux soutiens de cette vision politique. Comme le rappelle Berger, la Ville Reine abritait le plus important foyer d'impérialistes au pays.⁴ Une bonne partie d'entre eux étaient d'ailleurs des descendants des *United Empire Loyalists*. Leurs forts sentiments d'appartenance à la mère patrie couplés à leurs ambitions politiques conduisirent à la création d'une nouvelle succursale de l'*IFLC* à Toronto, le 22 décembre 1887.

¹ John Darwin, *The Empire Project; The Rise and Fall of the British World-System, 1830-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, p. 147-148

² *Ibid*, p. 154

³ *Ibid*, p. 152

⁴ Carl Berger, *op.cit*, p. 5

Au sein de ce chapitre, nous procéderons à l'analyse des particularités de la branche torontoise tout en mettant en lumière ses distinctions notables par rapport à ses homologues montréalaise et haligonienne. Une attention particulière sera accordée aux nombreux débats entourant la British Commercial Union qui, de diverses manières, façonna cette nouvelle succursale de la ligue canadienne. Nous aborderons également le rôle crucial joué par l'*Upper Canada College* dans la formation des élites canadiennes et dans la transmission d'une éducation impériale. Par la suite, nous nous efforcerons d'expliquer le militarisme torontois et comment les impérialistes de la Ville Reine s'engagèrent à soutenir les guerres expansionnistes de la mère patrie. Enfin, nous examinerons les répercussions du remplacement de l'*IFL* par la *BEL* pour Toronto.

3.1 La capitale continentale

John Graves Simcoe (1752-1806), lieutenant-gouverneur du Haut-Canada, fonda la ville de Toronto, originellement York, en 1793. Il reçut pour instruction d'aménager le territoire provincial en favorisant l'émergence de pôles urbains capables de satisfaire les besoins des colons américains demeurés fidèles à la Couronne. Ainsi, des villes telles que Kingston, York, Hamilton, Newark et London naquirent de l'arrivée massive des loyalistes. Afin de faciliter leur récente installation, le gouvernement impérial accorda des parcelles de terre accompagnées d'une allocation financière en guise de reconnaissance pour leur loyauté envers la mère patrie. L'abondance de terres combinée à l'immigration britannique permit à la colonie haut-canadienne de croître rapidement. Suivant les conseils de Simcoe, celle-ci décida de ne pas concurrencer le Bas-Canada dans le commerce des fourrures, mais plutôt de dynamiser sa production agricole en vue d'exportation.⁵ D'ailleurs, au lendemain de la guerre de 1812, l'économie du Haut-Canada reposait majoritairement sur ce secteur d'activité. Or, comme le rapporte l'historien Fernand Ouellet, cette province faisait office de colonie pour le Bas-Canada et était intégrée dans le vaste réseau d'échange laurentien.⁶ Ce n'est qu'à partir des années 1820 que certains centres métropolitains, à commencer par Toronto, se détachèrent progressivement de l'orbite montréalaise pour créer leur propre zone d'influence. De

⁵ Kenneth Norrie, Douglas Owsam & J.C. Herbert Emery, *op.cit.*, p. 100. Pour plus d'information sur le sujet, consulter Douglas McCalla, *Planting the Province: The Economic History of Upper Canada, 1784-1870*, Toronto, Toronto press, 1993, p. 27-46

⁶ Fernand Ouellet, *Economic and Social History of Quebec, 1760-1850: Structures and Conjonctures*, Toronto, McClellan & Stewart, 1980, p.157

plus, grâce au dynamisme de la communauté marchande torontoise, la Ville Reine se dota d'un hinterland agricole qui consolida sa suprématie sur ses principaux concurrents régionaux. L'axe commercial de *Yonge Street* illustre le rapide essor économique de la future capitale ontarienne.⁷

Pourtant, rien ne prédisposait Toronto à devenir la métropole provinciale. Malgré sa localisation sur un port naturel et à proximité du lac Simcoe, ladite ville ne bénéficiait pas des avantages dont Hamilton jouissait (situé sur la péninsule du Niagara et à proximité du canal Welland) ou que Kingston possédait (situé à l'embouchure du lac Ontario et à proximité du canal Rideau).⁸ Quelles étaient donc les raisons fondamentales qui permirent à Toronto d'émerger comme une force économique prédominante au niveau provincial ? Deux facteurs peuvent expliquer ce phénomène. Le premier réside dans la fertilité des 40 500 hectares de terres de la péninsule ontarienne, constituant ainsi l'hinterland torontois. Le second repose sur le développement des activités financières de la ville par la création de la *Bank of Upper Canada* (1821). Fortement liée à la *Family Compact*, la banque put bénéficier des faveurs de cette oligarchie coloniale de sorte que Toronto s'imposa définitivement comme la métropole du Haut-Canada.⁹ À ce propos, une nouvelle classe d'affaire provinciale émergea autour des années 1830, regroupant principalement de grands producteurs agricoles, des commerçants et des banquiers. Dans l'optique de parvenir à une totale indépendance vis-à-vis de Montréal, ces acteurs ont mis en place un réseau commercial traitant directement avec New York et Londres.¹⁰ Pour faciliter les échanges, l'homme d'affaire William Hamilton Merritt (1793-1862) proposa, puis dirigea la construction du canal Welland (1824-1829) reliant ainsi le lac Érié au lac Ontario. Grâce à cette nouvelle voie navigable, la région des Grands-Lacs (Ontario, Érié, Michigan, Huron et Supérieur) amorça sa lente émancipation de Montréal tout en devenant un concurrent direct aux intérêts américains du *Old Northwest* (Ohio, Indiana, Illinois, Wisconsin et Michigan).¹¹

⁷ *Ibid*, p. 87

⁸ Michael Bliss, *op.cit*, p. 152-153

⁹ Kenneth Norrie, Douglas O'ram & J.C. Herbert Emery, *op.cit*, p. 111-112

¹⁰ *Ibid*, p. 112-113

¹¹ James Belich, *Replenishing the Earth: The Settler Revolution and the Rise of the Anglo-World, 1783-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2009, p. 286

Vint ensuite la révolution des transports terrestres. Au cours des années 1850, le chemin de fer permit aux principales villes des provinces centrales (Montréal, Kingston, Toronto, et Hamilton) d'accroître de manière significative leur zone d'influence respective. Comme le souligne Norrie, la compétition intense entre ces centres urbains pour l'établissement d'une économie transcontinentale constitua l'une des raisons essentielles à l'émergence du réseau ferroviaire canadien.¹² Ce vaste programme de développement nécessitait néanmoins un bassin de travailleurs substantiel. À cet égard, l'Ontario put s'appuyer sur un flux constant d'immigrants britanniques au moment de la Grande Migration au Canada (1815-1850).¹³ Par conséquent, la croissance démographique de la colonie s'accéléra, passant de 60 000 habitants en 1811 à 1,4 million en 1861 ; cela amena James Belich à qualifier l'Ontario d' « *heartland of Canadian hyper-colonization* » et ses élites de « *colonizing crusaders* ». ¹⁴ Le même historien estima qu'en 1850, plus de 15% de la population ontarienne travaillait directement ou indirectement à la construction de voies ferrées.¹⁵ Des régions, autrefois éloignées, se virent ainsi colonisées et rattachées à l'arrière-pays torontois ou hamiltonien. Au-delà de l'aspect démographique et géographique, l'Âge du chemin de fer favorisa la mutation en profondeur de l'économie ontarienne, en relation avec le développement connexe d'industries lourdes.

Tout comme Montréal, les marchés financiers torontois ne disposaient guère des capitaux nécessaires pour le financement intégral des chemins de fer. Par conséquent, ces derniers se tournèrent vers le Royaume-Uni et eurent droit à des fonds substantiels de la banque Barings : « [...] £1 million in the early 1850s alone [pour l'Ontario] compared to £80,000 for Quebec and £50,000 for New Brunswick ». ¹⁶ Grâce à ces investissements, l'Ontario connut une croissance démographique et économique record aux cours des années 1850 et 1860. Une autre conséquence notable de ces investissements fut la mise en connexion des financiers de la City, majoritairement des impérialistes, avec les principaux magnats du chemin de fer de la province : David Lewis Macpherson, Casimir Gzowski, Sandford Fleming (1827-1915) et Frederick William Cumberland

¹² Kenneth Norrie, Douglas Owsam & J.C. Herbert Emery, *op.cit*, p. 177

¹³ Edwin Guillet, *The Great Migration*, Toronto, Toronto University Press, 1963, 2^e éd., p. 20-33

¹⁴ James Belich, *op.cit*, p. 279-281. Voir également Richard Pomfret, *The Economic Development of Canada*, p. 23-28

¹⁵ *Ibid*, p. 286

¹⁶ James Belich, *op.cit*, p. 284

(1821-1881). Leurs relations très étroites débouchèrent sur une communion de pensée voulant que le futur du Canada soit intrinsèquement lié à celui de la mère patrie. Pas étonnant que les trois premières cités furent d'ardents fédéralistes et à l'avant-garde du maintien de l'Empire.

3.1.1 Loyalisme : De la Family Compact au Canada First

L'expression « *Family Compact* », popularisée par le politicien réformiste William Lyon Mackenzie (1795-1861) avec son pamphlet *Sketches of Canada and the United States* (1833), renvoie à une oligarchie coloniale dominant les structures politiques et économiques du Haut-Canada au cours de la première moitié du XIX^e siècle.¹⁷ Les membres de ce groupe restreint —tels le juge en chef John Robinson (1791-1863), l'évêque anglican de Toronto John Strachan (1778-1867), le maire de Toronto William Henry Boulton (1812-1874), le président de l'Assemblée législative Allan Napier MacNab (1798-1862)— accaparèrent des meilleures terres agricoles et des postes-clés dans l'administration coloniale.¹⁸ Relevons que leur principale base d'opérations était York (Toronto). Tous des loyalistes ou descendants de loyalistes, ils imposèrent leur conservatisme traditionnel (*Toryism*) sur la société freinant *de facto* toutes réformes libérales et démocratiques. L'intransigeance de cette oligarchie provinciale conduisit à la montée des revendications réformistes de la faction Whig, jusqu'au jour où une partie de ses membres les plus radicaux choisirent la lutte armée pour faire valoir leurs intérêts, conduisant au déclenchement de la rébellion du Haut-Canada en 1837-1838.

Mal organisés et faiblement équipés, les rebelles hauts-canadiens furent défaits par l'armée britannique en l'espace de quelques mois. Mais, qu'advint-il de la *Family Compact* au lendemain des rébellions ? Avec la nomination du whig Charles Poulett Thomson (1799-1841) aux fonctions de Lieutenant-Gouverneur du Haut-Canada et Gouverneur-Général de la province du Canada entre 1839 et 1841, cette oligarchie fit face pour la première fois à un opposant idéologique. Dès lors, leur poids politique s'amenuisa au fil du temps sans toutefois complètement disparaître. Notons qu'un certain nombre de ses membres les plus engagés établirent le parti politique *Upper Canada*

¹⁷ Michel Ducharme, *op.cit.*, p. 161

¹⁸ Gilles Laporte, *Brève histoire des Patriotes*, Montréal, Septentrion, 2015, p. 95. Pour plus d'information sur la *Family Compact*, consulter Michel Ducharme, *op.cit.*, p. 168

Tories, qui constitua l'un des deux ancêtres du Parti conservateur canadien. Bien qu'ils ne détinssent plus le contrôle total sur les leviers de pouvoir, ces derniers furent les principaux promoteurs du « culte loyaliste » de sorte à asseoir leur prééminence sur le reste de la société.¹⁹ Nombre d'entre eux ayant pris part à la guerre de 1812, ils véhiculèrent l'idée excessive selon laquelle la milice loyaliste avait constitué l'épine dorsale de la défense du Haut-Canada. John Strachan fut d'ailleurs l'initiateur de ce mythe historique. Grâce à lui et à sa *Grammar School*, la *Family Compact* entretint un anti-républicanisme et une méfiance populaire vis-à-vis des États-Unis au profit d'une loyauté indéfectible envers la Couronne.²⁰ Ainsi, une filiation se dessina entre ces élites coloniales et le développement de la *loyalist tradition* en Ontario.

Un autre groupe d'une importance équivalente, qui façonna le paysage politique canadien, naquit en 1868. Ce mouvement, connu sous le nom de *Canada First*, rassembla des Ontariens animés par la volonté d'améliorer la Confédération en obtenant pour le jeune dominion une reconnaissance égale à celle du Royaume-Uni. Parmi ses membres figuraient le lieutenant-colonel George Taylor Denison III (1839-1925), le poète Charles Mair (1838-1927), l'essayiste William Alexander Foster (1840-1888), l'éditeur Henry James Morgan (1842-1913) et l'avocat néo-écossais Robert Grant Haliburton (1831-1901). Las d'être constamment rappelés par leurs compatriotes britanniques à leur ancien statut colonial, ces Canadiens promurent une « *new nationality* » caractérisée par une quête quasi totale d'autonomie, une prise de conscience de leur force et robustesse exceptionnelles (« *We are the Northmen of the New World* ») et une « destinée manifeste » consistant à conquérir et civiliser l'Ouest canadien.²¹ Bien que ce mouvement politique puisse initialement être associé à un sentiment indépendantiste, ses fondateurs mirent l'accent sur le maintien du lien avec la Grande-Bretagne et sur son renforcement dans les domaines politiques, économiques et culturels. À bien des égards, les membres de *Canada First* ont été en avance sur le projet de Fédération impériale, d'autant plus que Denison et Haliburton ont rejoint la ligue.

¹⁹ Carl Berger, *op.cit.*, p. 90-91

²⁰ *Ibid.*, p. 90-91

²¹ *Ibid.*, p. 52-53

3.1.2 La naissance de la branche torontoise

Comme sa sœur haligonienne avant lui, le chapitre torontois vit le jour pour des raisons autres que la pure ferveur impérialiste de ses membres. En effet, comme déjà indiqué, la popularité croissante d'Erastus Wiman et de son mouvement, lancé au début de l'année 1887 pour promouvoir une *Commercial Union* (une union douanière) avec les États-Unis, inquiéta au plus haut point les apôtres de la Fédération impériale, notamment ceux d'Ontario. Cette éventualité leur paraissait une porte ouverte à l'annexion future du Canada par son voisin du Sud, ce qu'ils ne pouvaient, sous aucun prétexte, tolérer. D'autant plus que d'influents canadiens soutenaient l'initiative, à commencer par le futur ministre du commerce de Laurier, Richard Cartwright (1835-1912), l'homme d'affaire John Charlton (1829-1910), le journaliste Goldwin Smith (1823-1910) et le journaliste Benjamin Butterworth (1837-1898).²² Dès lors, les impérialistes torontois se mobilisèrent pour freiner la progression du mouvement de Wiman. Une première rencontre se tint à *Shaftesbury Hall* (Toronto), le 22 décembre 1887, où ceux présents acquiescèrent à l'idée de former une nouvelle succursale au Canada.²³ L'année suivante, au 1^{er} février, la branche torontoise naquit officiellement. Voici ses principaux membres fondateurs :

Président : Le politicien et homme d'affaire John Beverley Robinson [1821-1896]

Vice-Président(s) : Le politicien et professeur George Ralph Richardson Cockburn [1834-1912]

Vice-Président(s) : Le politicien John Murray Clark [1844-1927]

Vice-Président(s) : L'avocat et militaire George Taylor Denison III [1839-1925]

Vice-Président(s) : L'ingénieur des mines et militaire William Hamilton Merritt III [1855-1918]

Secrétaire et Trésorier(s) : L'architecte et militaire Frederick Charles Law [1841-1922]

²² London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati03londuoft), 1888, p. 88. <https://archive.org/details/imperialfederati03londuoft> (30 août 2022)

²³ *Ibid*, p.25

Secrétaire et Trésorier(s) : L'inspecteur d'école publique Jehu Matthews [-]

Membre(s) de l'*Executive Committee* : Le maire de Toronto Edward Frederick Clarke [1850-1905]

Membre(s) de l'*Executive Committee* : Le politicien John Small [1831-1909]

Membre(s) de l'*Executive Committee* : Le procureur en chef du *Canadian Pacific* Adam Rutherford Creelman [1849-1916]

Membre(s) de l'*Executive Committee* : L'architecte Alexander John Cattnach [1807-1890]

Membre(s) de l'*Executive Committee* : Le militaire et ingénieur Casimir Dickson [1863-1936]

Membre(s) de l'*Executive Committee* : Le bibliothécaire James Bain [1842-1908]

Membre(s) de l'*Executive Committee* : L'avocat George Tate Blackstock [1856-1921]

Membre(s) de l'*Executive Committee* : Henry John Wickham [1848-1927]

Membre(s) de l'*Executive Committee* : Le professeur James Laughlin Hugues [1846-1935]

Membre(s) du *Council* : Le militaire et politicien Frederick Charles Denison [1846-1896] U.E.

Membre(s) du *Council* : Le militaire et ingénieur de chemin de fer Casimir Gzowski [1813-1898]

Membre(s) du *Council* : L'avocat et politicien D'Alton McCarthy [1836-1898]

Membre(s) du *Council* : Le banquier et militaire James Mason [1843-1918]

Membre(s) du *Council* : Le révérend John Austin Worrell [1852-1927]

Membre(s) du *Council* : Le militaire et politicien George Airey Kirkpatrick [1841-1899]

Membre(s) du *Council* : L'avocat et militaire William Edward O'Brien [1831-1914]

L'une des composantes qui ressort de cet organigramme est la présence de nombreux militaires au sein de la branche torontoise. D'aucuns pourraient évoquer la simple coïncidence, mais dans les faits, plusieurs raisons peuvent expliquer leur surreprésentation. La plus évidente de toute est la zone frontalière située à proximité de Toronto. À l'épicentre du réseau commercial du Canada-Ouest, la Ville Reine servait de principal bastion et baraquement (*Fort York* et *New Fort York*) pour l'armée britannique et la milice canadienne.²⁴ Avec la montée des tensions entre le Royaume-Uni et les États-Unis dans les années 1860 et 1870, le Canada dût renforcer son système défensif en prévision d'un éventuel conflit. Pendant cette période, la « Confrérie des Fenians », un mouvement nationaliste irlandais fondé en 1858, lança aussi ses premières incursions au Canada depuis les États-Unis afin de s'opposer à la domination britannique en Irlande. Malgré leurs succès lors des batailles de Ridgeway (1866) et du Fort Érié (1866), les troupes américano-irlandaises furent contraintes de se retirer face aux renforts britannico-canadiens.²⁵ Voyant là l'occasion de défendre le territoire national et les intérêts de l'Empire, George Denison, Frederick Denison, Casimir Gzowski, George Airey Kirkpatrick et James Mason prirent part aux affrontements. À bien des égards, ce conflit sema dans leurs esprits la première graine de leur futur combat politique pour la mise en place d'une défense impériale.

Au cours de la même décennie, le jeune dominion canadien dut faire face à la résistance des Métis de la colonie de la rivière Rouge au projet de peuplement de l'Ouest canadien lancé par Macdonald entraînant un conflit armé en 1869. Les Métis s'opposaient à l'afflux massif de colons blancs redoutant une perte de leurs droits territoriaux et une menace pour leur culture.²⁶ Bien que la rébellion de la Rivière Rouge se soit conclue par un accord entre les Métis et le gouvernement canadien, l'hostilité persistante entre ces deux groupes socio-culturels conduisit à un second conflit en 1885, connu sous le nom de rébellion du Nord-Ouest.²⁷ Plusieurs membres de la branche torontoise participèrent activement aux hostilités : George Denison III, William Hamilton Merritt

²⁴ Kenneth Norrie, Douglas O'ram & J.C. Herbert Emery, *op.cit*, p. 98-100

²⁵ Robert Grant Haliburton, *op.cit*, p. 7-8

²⁶ Phillip Buckner, *op.cit*, p.74-75

²⁷ *Ibid*, p.75

III, James Mason, et William Edward O'Brien. Dans son ouvrage, Berger met en lumière la propagande orchestrée par Denison et ses alliés du groupe *Canada First* afin de mobiliser la population canadienne en présentant cette crise politique de manière dichotomique, opposant les forces loyalistes aux forces considérées comme « traîtres » à l'idée d'un expansionnisme canadien.²⁸

Outre les militaires, le chapitre torontois abritait également une part non négligeable d'orangistes. Fondé en 1795 en Ulster, l'Ordre d'Orange est une organisation fraternelle irlandaise protestante et anticatholique, avec pour mission de défendre et promouvoir la Réforme, les valeurs conservatrices (respect des lois et des traditions britanniques) et, par-dessus tout, le maintien des liens avec le Royaume-Uni.²⁹ Ainsi, nous pouvons souligner la convergence d'intérêt entre les membres de cette société implantée au Canada et la ligue pour la Fédération impériale. Il convient également de noter leur influence sur les affaires municipales dans la province ontarienne, en particulier à Toronto, surnommée la « Belfast du Canada ». ³⁰ L'Ordre d'Orange orchestra des campagnes diffamatoires contre les Canadiens français, accusés de déloyauté. Une rhétorique que l'on retrouva au sein de la branche torontoise, notamment à la suite de la Rébellion du Nord-Ouest et de la loi sur les Jésuites (1888).³¹ Parmi les membres orangistes de cette succursale, nous retrouvons son président John Beverley Robinson, ainsi que Edward Frederick Clark, James Laughlin Hugues et, dans une moindre mesure, D'Alton McCarthy. Bien que ce dernier ne fasse pas officiellement partie de cet ordre, il bénéficia néanmoins du soutien total du Grand Maître orangiste canadien, Clarke Wallace (1844-1901), dans ses combats politiques contre les Canadiens français, les écoles confessionnelles catholiques au Manitoba et les droits linguistiques des francophones à l'extérieur du Québec.³² Cependant, comme le rappelle Berger, les orangistes n'étaient pas intrinsèquement des impérialistes et vice versa. Aucune alliance concrète entre les deux mouvements ne se matérialisa, seule une sympathie affichée, qui reposait sur une certaine convergence d'intérêts, se manifesta des deux côtés. De là, nous pouvons comprendre pourquoi

²⁸ Carl Berger, *op.cit.*, p. 56-60

²⁹ Phillip Buckner, *op.cit.*, p.83-84

³⁰ William J. Smyth, *Toronto, the Belfast of Canada: The Orange Order and the Shaping of Municipal Culture*, Toronto, Toronto University Press, 2015, p. 3-8

³¹ Carl Berger, *op.cit.*, p. 134-136

³² *Ibid*, p. 135

leur nombre au sein de la ligue est significatif, sans pour autant dépasser le quart des membres inscrits.

Tout comme son *alter ego* haligonien, le chapitre torontois hébergeait maints descendants des *United Empire Loyalists*. Certes, leur nombre n'égalait jamais celui de la branche des Maritimes ; néanmoins, ils surent s'imposer par leur dévotion et leur jusqu'au-boutisme dans leur démarche pour hâter la réalisation du projet impérial. Parmi les plus importants et influents d'entre eux, nous retrouvons John Beverley Robinson, George Taylor Denison III, Frederick Charles Denison et William Hamilton Merritt III. L'un des facteurs en mesure d'expliquer la diversité ethnique de la branche torontoise est la « Grande Migration » au Canada. L'arrivée massive d'Anglais, d'Écossais et d'Irlandais, des années 1820 aux années 1850, eut un profond impact sur la culture et l'identité ontarienne. Imprégnés par un nationalisme panbritannique, ces immigrants (à l'exception de la plupart des Irlandais catholiques) s'associèrent aux descendants des U.E.L. pour sauvegarder les liens avec la Couronne, tout en procédant à la « britannisation » de la province.³³ À ce propos, leur engagement et leur enthousiasme rassura George Denison quant à la ferveur des Torontois à l'égard du projet impérial :

*Toronto is the most loyal and imperialistic city in the Empire. It was partly founded, as was St. John, N.B., by United Empire Loyalists, but the difference was that loyalty had come more closely home to Toronto, that since its foundation every generation of the Toronto people had seen the dead bodies of citizens who had died fighting for the cause of the Empire or the Sovereign carried through her streets for burial; that the battle of York had been fought in 1813 within the present limits of the city ; [...] and at Navy Island in 1837, also in 1866 at Fort Erie ; that Torontomen were the first sent from the older Provinces to the North-West Rebellion, and that all this had kept the flame of loyalty brightly burning on her altars.*³⁴

Dans une certaine mesure, cet officier militaire émit l'opinion selon laquelle les conflits sur le sol ontarien contribuèrent à unir la population torontoise autour des questions de défense et de l'intégrité territoriale impériale. En première ligne contre toute invasion venant des Grands Lacs,

³³ James Belich, *op.cit.*, p. 457-460

³⁴ George Taylor Denison III, *The Struggle for Imperial Unity: Recollections & Experiences*, Toronto, Macmillan and Co., archives.org, 1909, p. 95. <https://archive.org/details/struggleforimper00deniuoft/page/n5/mode/2up> (14 janvier 2023)

la Ville Reine était naturellement un foyer important d'impérialistes, qu'ils soient descendants d'U.E.L. ou issus de la seconde vague d'immigration (1815-1850).

Malgré son statut de principal bastion impérialiste au Canada, la branche torontoise a été l'une des dernières à être fondée. En fait, avant le début du mouvement en faveur d'une *Commercial Union*, la ligue canadienne ne voyait pas la nécessité de multiplier ses organes de propagande à travers le pays, à l'exception de la Nouvelle-Écosse. Or, la campagne d'Erastus Wiman en 1887 modifia considérablement la position adoptée par le comité central canadien.³⁵ Par conséquent, les apôtres torontois se regroupèrent en réponse à cette menace annexionniste immédiate. Très vite, ils s'imposèrent vis-à-vis des membres des autres succursales, notamment par leurs productions littéraires, mais surtout par leur nombre d'adhérents inégalé. À titre de comparaison, en 1888, la branche montréalaise regroupait un total de 20 membres, la branche haligonienne rassemblait 28 membres, tandis que la branche torontoise en comptait 276.³⁶ Ainsi, cette disproportion offrit à Toronto un avantage évident par rapport à ses homologues dans les grandes orientations politico-économiques formulées par l'*IFLC*.

3.2 Toronto, l'épicentre du changement

Lors d'une rencontre tenue le 10 mars 1890, le Vice-Président de la branche torontoise, John Murray Clark, déclara au sujet du futur du Canada :

*The British Constitution was a glorious evolution, and was capable of being adapted to meet the exigences of a great and free Empire. Under Imperial Federation, Canada would retain full power to deal with purely Canadian affairs. The remarkable progress of the League dwelt on, and it was pointed out that Toronto had the strongest branch of the League in the world.*³⁷

Malgré le fait que ses propos puissent sembler excessifs, en réalité, cette branche de la ligue canadienne regroupait un nombre déconcertant d'impérialistes. Cela leur permit, entre autres, de

³⁵ *Ibid.* p. 81-83

³⁶ Imperial federation league in Canada: Toronto Branch, *Principles and Rules of the Imperial Federation*, [archives.org](https://archive.org/details/cihm_01204/mode/2up), 1888, p. 10-24. https://archive.org/details/cihm_01204/mode/2up (11 décembre 2022)

³⁷ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://books.google.ca/books/about/Imperial_Federation), 1889, p. 121. https://books.google.ca/books/about/Imperial_Federation (9 septembre 2022)

prendre la direction du projet impérial au Canada. Lors du troisième *Annual General Meeting of The Imperial Federation League in Canada* (24 mars 1888), les apôtres torontois reprirent l'initiative de Macfarlane d'un *Imperial Reciprocity* et promurent son inscription dans la constitution de la ligue.³⁸ Par ailleurs, William Hamilton Merritt III, ayant présenté la résolution, en fit un point central de son argumentaire. Il introduisit quelques ajustements au caractère de ce protectionnisme impérial, ce qui déplut profondément à Macfarlane et déclencha ainsi un conflit indirect entre le modèle montréalais et celui de Toronto.³⁹ Sous peu, nous aborderons en détail les tenants et les aboutissants de l'union commerciale défendue par les impérialistes de la Ville Reine.

Mais avant, notons que la branche torontoise fut à l'avant-garde de plusieurs résolutions audacieuses autres que celle portant sur l'aspect économique du projet impérial. À ce propos, comme le souligne John Darwin, Toronto aspirait à devenir une capitale moderne et progressiste. Par conséquent, l'idée de permettre aux femmes de devenir membres de la ligue et de défendre l'Empire au même titre que les hommes provenaient, sans surprise, des élites de cette ville. Ainsi, le 25 mars 1889, l'*Executive Committee* passa la résolution suivante : « *That, in the opinion of the committee of the Toronto branch of the Imperial Federation League, the time has arrived when it is in the best interests of the League to invite the co-operation of women as active members of the organisation.* »⁴⁰ Quelques semaines plus tard, le 2 mai 1889, un groupe de femmes se rassembla à la résidence des McCarthy où il fut convenu qu'elles prendraient en charge le recrutement des futurs membres torontois, tant masculins que féminins.⁴¹ Fait intéressant, la plupart d'entre elles étaient mariées aux principaux membres de la ligue canadienne : Agnes Elizabeth Lally (McCarthy), Isabel Macpherson (Kirkpatrick), Elizabeth Loring (O'Brien), Charlotte Elizabeth Scott (Clarke), Caroline Adelaide Macklem (Denison), Edith Sarah Louisa Boulton (Nordheimer), etc.⁴² Ces femmes jouèrent un rôle crucial dans le lancement de campagnes de sensibilisation dans les écoles canadiennes afin de promouvoir à la fois l'impérialisme, le « nationalisme britannique »

³⁸ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati03londuoft), 1888, p. 89. <https://archive.org/details/imperialfederati03londuoft> (30 août 2022)

³⁹ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati05londuoft/mode/2up), 1890, p. 63. <https://archive.org/details/imperialfederati05londuoft/mode/2up> (16 septembre 2022)

⁴⁰ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://books.google.ca/books/about/Imperial_Federation), 1889, p. 74. https://books.google.ca/books/about/Imperial_Federation (9 septembre 2022)

⁴¹ *Ibid*, p. 74

⁴² *Ibid*, p. 23

(*Britannic nationalism*) et une éducation adéquate inspirée de celle du Royaume-Uni. Malgré l'échec de l'*IFL*, elles poursuivirent leur combat en soutenant Clementina Trenholme (1843-1918) pour l'établissement d'un *Empire Day* à dessein de semer les germes d'un « esprit impérial » chez les futures générations.⁴³ Le ministre ontarien de l'Éducation et fervent impérialiste, George William Ross (1841-1914), avalisa l'initiative et l'introduisit dans les écoles provinciales le 24 mai 1898.⁴⁴ De plus, bon nombre des femmes mentionnées précédemment firent partie de l'organisation *Imperial Order Daughters of the Empire* (15 janvier 1900), lancée par Margaret Polson Murray. Mariée au vice-président de la branche torontoise, John Murray Clark, elle put bénéficier de son vaste réseau d'influence pour créer un mouvement féminin en soutien à la défense et à la promotion de l'Empire. Initialement basé à Montréal, le quartier général déménagea à Toronto dès 1901 en raison de la forte concentration de sympathisantes dans cette ville. Edith Nordheimer, qui succéda à Murray, joua un rôle clé dans cette transition.⁴⁵ Ainsi, la branche torontoise sut se distinguer de ses sœurs canadiennes en assumant sa modernité par l'intégration de femmes dans ses rangs, voyant bien que cela les concernait autant que les hommes.⁴⁶

3.2.1 Contre vents et marées, la British Commercial Union

Lors de la réunion annuelle de la ligue canadienne en 1888, Denison professa des paroles audacieuses : « *The scheme of Imperial Federation was designed to build up Canada and her industries and absolutely to demolish the delusive theory propounded by the authors of that nefarious scheme Commercial Union* [avec les États-Unis]. *Unrestricted Reciprocity and Commercial Union were one and the same.* »⁴⁷ Cette déclaration reflète-t-elle l'état d'esprit des

⁴³ George Taylor Denison III, *op.cit.*, p. 256-257

⁴⁴ *Ibid.*, p. 256-257

⁴⁵ Katie Pickles, *Female Imperialism and National Identity*, Manchester and New York, Manchester University Press, 2002, p. 17-19

⁴⁶ Il convient de souligner qu'à Montréal et à Halifax, plusieurs femmes se sont engagées en faveur de l'unité de l'Empire, bien qu'elles n'aient pas été officiellement intégrées dans l'une des deux branches existantes. À cet égard, Margaret Polson Murray (1844-1927) illustre cette dynamique en s'efforçant de fonder sa propre ligue féminine, inspirée du modèle de l'Imperial Federation League (IFL), dénommée *Imperial Order Daughters of the Empire* (IODE), afin d'offrir aux femmes une plateforme leur permettant d'exprimer leurs perspectives sur l'avenir de l'Empire.

⁴⁷ Toronto Branch Imperial Federation League, *Speeches delivered at the Public Meeting held at Toronto*, Toronto, 1888, archives.org, p. 5-6. https://archive.org/details/cihm_07176 (1 avril 2023)

impérialistes torontois? Ces derniers exprimèrent leur désarroi et leur contrariété face à l'approbation d'une partie importante du public torontois envers une éventuelle intégration économique avec les États-Unis. En outre, Denison qualifia Wiman de « traître » envers la patrie.⁴⁸ Selon ce militaire et ses collègues, la ligue devait enrayer l'avancée du mouvement annexionniste au Canada en créant les conditions nécessaires en vue de l'émergence d'une zone économique impériale : la *British Commercial Union*. Ils estimaient que cette disposition profiterait à tous les Canadiens sur plusieurs plans : économiquement, les agriculteurs et les industriels bénéficieraient d'un marché avantageux pour leurs produits ; militairement, l'Empire garantirait la protection des marchandises canadiennes ; diplomatiquement, le Canada gagnerait en influence internationale grâce à son partenariat renforcé avec le Royaume-Uni.⁴⁹ Critiquant la lenteur et l'inaction de la branche montréalaise pour influencer les autorités londoniennes afin d'établir une union commerciale entre le Canada et la mère patrie, Denison et ses camarades prirent l'initiative de promouvoir activement ces arrangements pour qu'ils soient discutés puis mis en place.⁵⁰

D'évidence, la requête originale qu'ils voulurent adresser à la métropole au sujet d'un *Imperial Reciprocity/British Commercial Union* s'appuyait uniquement sur les purs intérêts nationaux canadiens. En effet, la résolution que proposa le président de la ligue, D'Alton McCarthy, se limitait à un accord entre le Canada et le Royaume-Uni.⁵¹ Or, l'intervention du député Joseph Henry Marshall (1854-1919) à la Chambre des Communes, le 30 avril 1888, provoqua une remise en question sur les termes de cette résolution initiale :

That the establishment of mutually favourable trade relations between Great Britain and her Colonies would benefit the agricultural, mining, lumbering, and other industries of the latter, and would strengthen the Empire by building up its dependencies, and that the Government should ask the other Colonial Governments to

⁴⁸ *Ibid*, p.5

⁴⁹ *Ibid*, p.5

⁵⁰ George Taylor Denison III, *op.cit*, p. 96-97

⁵¹ Voir George Taylor Denison III, *The Struggle for Imperial Unity: Recollections & Experiences*, Toronto, Macmillan and Co., archives.org, 1909, p. 95-96

*join in approaching the Imperial Government with a view to obtaining such an agreement.*⁵²

Lui donnant raison, McCarthy reconnut la nécessité de sortir d'une vision exclusivement « canadocentrée », et donc de considérer les autres *white colonies* tels des États frères qui, tout comme le Canada, aspiraient à former un bloc économique et politique unifié : « *moves together if it move at all.* »⁵³ Dès lors, une perspective globale ressortit davantage des rencontres officielles de la ligue canadienne, et ce, malgré les tendances provincialistes clairement affichées de certains apôtres, notamment ceux de la branche d'Halifax. Dans pareille circonstance, le président tenta de manœuvrer prudemment⁵⁴, sans quoi il risquerait de froisser l'égo et les ambitions des plus revendicateurs.

Parmi les stratégies utilisées par les impérialistes pour persuader la population de Toronto des avantages d'une *British Commercial Union* par rapport à la proposition américaine, on peut citer l'analyse approfondie des importations et des exportations canadiennes. La théorie des principales ressources (*staple thesis*) d'Harold Innis et de William Mackintosh décrit le Canada comme une nation axée sur l'exportation de matières premières et de ressources naturelles, moteurs essentiels de sa croissance économique.⁵⁵ Bien que son secteur industriel ait connu une expansion notable à partir de la seconde moitié du XIXe siècle, il restait insuffisant pour satisfaire la demande intérieure, ce qui conduisit in fine à l'importation de biens manufacturés. Entre les États-Unis et le Royaume-Uni, lequel de ces deux pays feraient le meilleur partenaire économique ? L'un des facteurs déterminants était que, depuis les guerres napoléoniennes, la métropole dépendait considérablement des matières premières canadiennes pour soutenir son appareil industriel en pleine expansion.⁵⁶ Conscients de cette dynamique, les défenseurs torontois argumentèrent que le

⁵² London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati03londonuoft), 1888, p. 115. <https://archive.org/details/imperialfederati03londonuoft> (30 août 2022). Bien que Joseph Henry Marshall ne figurât pas parmi les membres de l'*IFL*, il considérait néanmoins naturel que le Royaume-Uni et ses *white colonies* entretiennent des liens solides à la fois économiques et politiques.

⁵³ *Ibid*, p. 115

⁵⁴ Notons que McCarthy ne souhaitait pas, pour l'instant, un quelconque plan détaillé voyant bien l'immatunité et la jeunesse du mouvement. Il préférerait attendre son murissement avant d'énoncer et d'appliquer les étapes nécessaires à la réforme de l'Empire.

⁵⁵ Kenneth Norrie, Douglas Owsam & J.C. Herbert Emery, *op.cit*, p. 67

⁵⁶ Roderick Floud, Jane Humphries & Paul Johnson, *The Cambridge Economic History of Modern Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, p. 8-10

Royaume-Uni constituait le marché naturel des produits canadiens, alors que les marchands américains proposaient plus ou moins les mêmes marchandises ce qui en faisaient des concurrents si le Canada privilégiait le marché avoisinant.⁵⁷

Il est intéressant de souligner que la paternité de l'idée d'une *British Commercial Union* est restée débattue dans les sphères impérialistes. Certains l'attribuèrent au politicien de la colonie du Cap Jan Hendrik Hofmeyr (1845-1909), d'autres à Thomas Macfarlane. Notons que le premier soumit son plan le 3 mai 1887, tandis que le second l'avait fait dès la fin de l'année 1886.⁵⁸ La raison pour laquelle le nom d'Hofmeyr fut accolé à cette initiative d'union douanière bien que le plan de Macfarlane lui fut antérieur, s'explique, entre autres, par les circonstances dans lesquelles il exposa sa suggestion. Profitant de la Conférence coloniale de 1887 (4 avril au 6 mai), l'ambitieux politicien sud-africain soumit son idée devant l'ensemble des délégations présentes qui la reçurent, dans la grande majorité, avec enthousiasme : « *All were loud in their praises, and it was considered to mark a new epoch in the history of the, up to that time, shadowy idea of Imperial Federation, to which now for the first time form and substance had been given.* »⁵⁹ Malgré l'énonciation plus précoce par Macfarlane de la possibilité de créer une *British Commercial Union*, son canal de transmission (l'*Imperial Federation League Journal*) s'avéra insuffisant pour rejoindre le maximum d'impérialistes et, de ce fait, diffuser sa proposition et y associer son nom. Dans ce contexte, quel était la spécificité du schéma proposé par Hofmeyr ? Ce dernier suggéra la mise en place de tarifs douaniers fixés à 2%, indépendamment des autres droits de douane, sur les marchandises étrangères entrant dans l'Empire.⁶⁰ Les sommes récoltées financeraient directement la *Naval Defence* et prépareraient, selon lui, un éventuel système d'*Imperial Free Trade*. La différence notable avec le plan de Macfarlane⁶¹ résidait principalement sur le pourcentage de la

⁵⁷ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, archives.org, 1888, p. 115. <https://archive.org/details/imperialfederati03londuoft> (30 août 2022)

⁵⁸ Jan Hendrik Hofmeyr, *The Life of Jan Hendrik Hofmeyr*, Cape Town, Van De Sante de Villiers, archives.org, 1913, p. 297. <https://archive.org/details/lifeofjanhendrik0000jhho/page/n21/mode/2up> (13 août 2023)

⁵⁹ *Ibid*, p. 300

⁶⁰ *Ibid*, p. 301

⁶¹ Voir chapitre 1, p. 36

taxation (5% pour Macfarlane) et sur la politique économique à adopter, soit un *inter-imperial preference*.

À coup sûr, le règlement des questions économiques généra plus de complications que de clarifications en raison de la nature hétéroclite de la ligue, déjà évoquée. Même entre partisans d'un protectionnisme impérial, les lignes de fractures se dessinèrent et ralentirent la progression d'une vision cohérente et fédératrice, comme en témoigne la rivalité entre le montréalais Macfarlane (*preferential tariffs*) et le torontois Merritt III (*discriminating tariffs*).⁶² Présenté lors de la réunion annuelle de la ligue canadienne le 30 janvier 1890, le schéma du second s'articula autour d'une politique commerciale entre le Royaume-Uni et ses *white colonies*, visant à instaurer une discrimination dans les échanges de matières premières et de produits manufacturés, en leur faveur et à l'encontre des nations étrangères.⁶³ Or, Merritt était pleinement conscient de l'aversion des Britanniques vis-à-vis de toute proposition remettant trop clairement en cause la doctrine libre-échangiste de l'Empire. Voyant bien leur antipathie à l'égard de la *British Commercial Union*, il prit soin de distinguer sa motion en la désignant sous le nom d'« *Imperial tariff of customs* », de sorte à se distancer du programme de Macfarlane, perçu comme une menace pour les intérêts économiques du Royaume-Uni.⁶⁴ Il reçut le soutien de son supérieur et collègue Denison qui favorisa son approbation auprès de l'*Executive Committee*, tandis que la résolution de Macfarlane fut rejetée.⁶⁵ Il convient de noter que la solidarité entre les membres torontois a penché en faveur de Merritt, ces derniers étant majoritaires au sein du comité.

Malgré les mesures prises pour accommoder les partisans libre-échange en métropole, la majorité des impérialistes torontois reconnaissaient la nécessité d'une union commerciale pour concrétiser le projet fédératif. Considérant cette priorité, ils mobilisèrent la Ligue canadienne afin d'exercer une pression sur le gouvernement canadien en vue de préparer une zone économique impériale hypothétique qui appliquerait, sans contrepartie, des réductions tarifaires sur les produits britanniques. Parallèlement à une campagne promotionnelle menée au Royaume-Uni, les

⁶² London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati05londuoft/mode/2up), 1890, p. 63. <https://archive.org/details/imperialfederati05londuoft/mode/2up> (16 septembre 2022)

⁶³ *Ibid*, p.63

⁶⁴ *Ibid*, p.63

⁶⁵ *Ibid*, p. 63-64

défenseurs de la Ville Reine espéraient que leur sincérité soit au moins récompensée par la métropole.⁶⁶ Toutefois, comme le soulignait Denison, à l'exception de Sir Howard Vincent (1849-1908), aucun homme politique britannique ne soutenait la proposition d'une préférence inter-impériale. En proie à ses contradictions internes, la Ligue pour la Fédération Impériale n'a pas su proposer de solutions répondant à la fois aux attentes des protectionnistes et des partisans du libre-échange. À vrai dire, comme le soulignait Jehu Matthews, les disciples de Cobden ne semblaient pas entrevoir les menaces qu'occasionnait leur doctrine économique sur l'intégrité impériale :

*Hence the adoption of free trade, by which the commercial ties between the different parts of the Empire were reduced to the level of those foreigners, as they were allowed equal commercial privileges with those accorded to Britons in all parts of the Empire. This step alone was a most serious blow to Imperial Unity.*⁶⁷

En maintenant le cap doctrinal établi lors de l'abrogation des *Corn Laws* (1846) et des *Navigation Acts* (1849), le Royaume-Uni négligeait, *de facto*, les intérêts de ses possessions coloniales. D'ailleurs, selon Matthews, c'est de là que naquit le danger d'une scission de l'Empire. À mesure que la mère patrie se tournait vers de nouveaux partenaires commerciaux, en délaissant ses propres colonies, les motifs anciens d'amitié s'estompèrent au profit de nouvelles querelles et frustrations.⁶⁸ Ainsi, pour assurer l'unité impériale, il devenait urgent d'établir une nouvelle politique commerciale sans quoi les États périphériques pourraient se tourner vers d'autres options ; pour le Canada, l'annexion ou l'indépendance furent un temps envisageable.

3.2.2 L'*Upper Canada College*, la maison impériale

L'éducation des jeunes générations aux bienfaits de l'Empire, tant pour le Royaume-Uni que pour le monde, constituait l'une des principales missions définies par les apôtres de la Fédération impériale. Selon Duncan Bell, il était même impératif, pour ces derniers, de modeler la mentalité des Britanniques et des coloniaux selon les principes du *Greater Britain* afin de contrer la

⁶⁶ George Taylor Denison III, *op.cit*, p. 194-195

⁶⁷ Jehu Matthews, *A Colonist on the Colonial Question*, London, Longman's Green and Co., [archives.org](https://archive.org/details/colonistoncolonial0000math/page/n5/mode/2up), 1872, p. 4-5. <https://archive.org/details/colonistoncolonial0000math/page/n5/mode/2up> (7 septembre 2022)

⁶⁸ *Ibid*, p. 4-6

propagande de leurs opposants *Little Englander*.⁶⁹ Parmi les stratégies déployées dans cette lutte idéologique figuraient le financement d'expositions, de conférences, de publications historiques, d'atlas et d'articles de presse, dans le but d'amorcer un changement de perception permettant à la population d'adhérer aux discours prônant l'unité impériale. Mais, le plus important demeurerait le contrôle des institutions éducationnelles supérieures (collège et université) qui furent les hauts lieux de transmission de l'« *imperial spirit* ». ⁷⁰ En ce sens, la grande majorité des impérialistes britanniques passèrent par *All Souls College*, *Eton College* et *King's College* ainsi que les universités d'*Oxford* et *Cambridge*.⁷¹ Ces centres d'apprentissage étaient véritablement voués à l'Empire ; plusieurs professeurs et préfets y inculquaient aux étudiants une conscience globale du monde britannique, anticipant ainsi le concept formulé par Lord Rosebery (1847-1929) du *Commonwealth of Nations*. Par mimétisme, les impérialistes canadiens s'inspirèrent de ces écoles et des méthodes d'enseignement utilisées pour avancer leur programme politique.

Fondé en 1829 par le lieutenant-gouverneur du Haut-Canada John Colborne (1778-1863), l'*Upper Canada College* (U.C.C.) fut la principale « *public school* »⁷² de l'élite ontarienne et canadienne. Cette école et ses jumelles se donnèrent pour mission d'inculquer aux étudiants, sur le modèle des *public schools* britanniques, les qualités d'un bon meneur et la nécessité de préserver l'ordre social : « *Many of the ideals they [public schools] aimed at, the qualities they worked to instill in their words—notions of service, feelings of superiority, habits of authority—were derived from, and consequently depended upon, the existence of Empire: of colonial subjects to serve, feel superior to and exert authority over.* »⁷³ En d'autres mots, l'objectif éducationnel affiché de ces institutions se résumait au don de soi pour l'intérêt supérieur, à savoir la défense de l'Empire et son expansion. Comme le soutient Stephen Scarff, les « *public schools* » forgèrent les futures élites canadiennes qui exécutèrent les politiques largement dictées par Londres, et ce, même après la fin du régime

⁶⁹ Duncan Bell, *op.cit*, p. 125. Voir chapitre 1 p. 5

⁷⁰ *Ibid*, p.

⁷¹ Stephen Scarff, *The British Public School and the Imperial Mentality: A Reflection of Empire at U.C.C.*, mémoire de maîtrise (faculté d'éducation), McGill University, 1998, p. 6-7

⁷² Le terme « *public school* » décrit une école secondaire et privée indépendante du gouvernement et payante. Ce type d'établissement est souvent fréquenté par les enfants de l'élite sociale.

⁷³ Stephen Scarff, *op.cit*, p.8

colonial.⁷⁴ À ce sujet, les directeurs successifs de l'*U.C.C.* jouèrent un rôle déterminant dans la diffusion de l'« *imperial spirit* » sur le campus. Ils organisèrent des activités, des cérémonies et des conférences, afin de cultiver le sentiment impérial chez les jeunes générations.⁷⁵ Sans surprise, certains directeurs du collège étaient des membres actifs de l'*IFL* et de la *BEL*, à commencer par Georg Ralph Richardson Cockburn (1861-1881) George Robert Parkin (1895-1902) et William Lawson Grant, le fils de George Monro Grant (1917-1935).

Reconnu comme l'« *Eton of Canada* », l'*Upper Canada College* initia, à bien des égards, la « britannisation » de l'Ontario et, par ricochet, de ses élites. En adoptant le modèle éducatif britannique, les directeurs de l'école importèrent les idéologies propres au Royaume-Uni et qui différaient des réalités nord-américaines, celles-ci davantage marquées par l'individualisme et le républicanisme.⁷⁶ Le directeur du collège George Dickson (1885-1895), alla même jusqu'à identifier le service militaire parmi les devoirs de transmission des professeurs aux étudiants : « [...] *building up our young Canadian nation, or have been privileged to take part in the illustrious service of the Motherland, in the wider and grander interests of the Empire. To both these classes the history and traditions of Upper Canada College are presumably dear.* »⁷⁷ Le parcours académique des membres de la branche torontoise atteste du succès de la mission de l'établissement, puisque près de la moitié d'entre eux, nés au Canada, y firent leurs études : George Denison III (1846), Frederick Charles Denison (1861), William Hamilton Merritt III (1870), John Small (1864), George Tate Blackstock (1871), Casimir Dickson (1874), John Bowes (1873) et John Beverley Robinson (1850). Notons que ces derniers étaient majoritairement des descendants d'*United Empire Loyalists*, voire même les fils de l'ancienne élite coloniale (la *Family Compact*) témoignant là de l'élitisme assumée de l'institution. À titre comparatif, le pendant montréalais de l'*U.C.C.* (*Lower Canada College*) ne vit le jour qu'en 1909, tandis qu'à Halifax la *Royal Acadian School* (1814) n'eut guère d'influence majeure sur la scène politique canadienne. Le seul établissement en mesure de concurrencer l'*Upper Canada College* fut le *Bishop's College School*,

⁷⁴ *Ibid*, p. 73-75

⁷⁵ *Ibid*, p. 102

⁷⁶ Ici, nous faisons référence aux idées réformistes (Whig), radicales et utilitaristes. Voir Michel Ducharme, *Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques (1776-1838)*, London, McGill-Queen's University Press, 2010, p. 93-116

⁷⁷ *Ibid*, p. 75-76

situé aux abords de la ville de Sherbrooke. Cette école accueillit et forma les fils de l'élite politico-économique anglophone et anglicane de la province bas-canadienne. Également une « *public school* », elle ne mit néanmoins pas autant l'accent sur l'importance de l'Empire que sa rivale ontarienne. Ce faisant, l'*U.C.C.* détenait un quasi-monopole sur la formation des futurs agents et propagandistes impériaux au Canada.

3.2.3 Aux armes pour l'Empire, le militarisme torontois

Lors de la rencontre annuelle de la *British Empire League in Canada*, en 1902, le Président Denison sonnait l'alarme de la fin de la suprématie britannique sur le globe : « *our empire has not relatively the strong and predominant position that she held forty for fifty years ago and the assumption that a militarily weak Empire implied a vulnerable Canada.* »⁷⁸ Bien que cette déclaration survînt plusieurs années après la dissolution de l'*IFL*, elle traduisait néanmoins la prise de conscience de ce militaire et de ses confrères de la ligue quant à la bascule du monde au niveau géopolitique avec la montée de l'Allemagne et des États-Unis qui se déroulait sous leurs yeux. Dès les années 1870, plusieurs indicateurs démontrèrent que le Royaume-Uni devenait de moins en moins en mesure de défendre efficacement ses possessions. Par conséquent, les autorités londoniennes sollicitèrent, à de multiples occasions, l'aide de ses colonies pour l'*Imperial Defence*.

Comme le souligne Berger, les impérialistes canadiens s'accordèrent sur la nécessité de repenser la défense de l'Empire.⁷⁹ Cela impliquait d'identifier les éléments essentiels à cette protection impériale. En plus des contributions directes clairement établies par la branche mère (armement, flotte navale, soldats et financement), les apôtres canadiens mirent l'accent sur les participations indirectes que réalisa le Canada dans le passé. Charles Tupper ne cessa de rappeler les dépenses colossales qu'assuma le dominion pour ces dites entreprises impériales : les chemins de fer, les cales sèches, les stations de charbon et les canaux.⁸⁰ Néanmoins, même les plus réticents aux demandes londoniennes, notamment Tupper et Henry Lyman, convinrent qu'il était impératif

⁷⁸ *The British Empire League in Canada: Its Officers, Committees, and Constitution, Including Report of Annual Meeting held at Ottawa, February 20th*, archives.org, 1902 (Toronto, 1902) p. 21. https://archive.org/details/cihm_02158 (15 avril 2023)

⁷⁹ Carl Berger, *op.cit.*, p. 4-5

⁸⁰ Sir Charles Tupper, Bart., *op.cit.*, p. 4-5

d'allouer des fonds adéquats à la défense nationale ne serait-ce que dans une perspective future de coopération inter-impériale plus étendue et en réponse à la course aux armements entre les grandes puissances européennes. C'étaient également les positions d'une partie des impérialistes de la Ville Reine, en témoigne les propos de John Murray Clark : « *I am utterly oppose to militarism and jingoism, but hold that in the union and strength of the British Empire and in the adequate preparation for the defense of all its parts is the best guarantee of the peace of the world.* »⁸¹ Ainsi, chaque impérialiste canadien défendit à minima l'*Imperial Defence*, sauf qu'une bonne partie d'entre eux voulut une compensation en échange de leur contribution. La branche mère préféra s'appuyer sur les éléments canadiens les moins revendicateurs, afin de conserver un maximum de prérogatives politiques et limiter le nombre de concessions. Ils trouvèrent de nombreux fervents fédéralistes au sein de la branche torontoise, notamment chez les militaires, ceux-là mêmes qui firent campagne contre les Métis.⁸²

Tel qu'observé précédemment, la vaste majorité des membres des chapitres montréalais et haligoniens envisagèrent de répondre positivement aux exigences de la Couronne en matière de défense sous réserve que celle-ci accorde une représentation coloniale au Parlement de Westminster et/ou accepte de renoncer à sa doctrine libre-échangiste en faveur d'un protectionnisme inter-impérial. En revanche, un autre groupe, principalement composé de résidents torontois, se montra plus conciliant. Certains éléments de ce chapitre, que nous qualifierons de maximalistes, réclamèrent des mesures ambitieuses telles que la participation aux guerres d'agression de la mère patrie et l'instauration d'un service militaire obligatoire. En pionniers sur ces questions cruciales, Denison, Mason et Merritt III se mobilisèrent pour que des mesures concrètes soient implantées le plus rapidement possible. À titre d'exemple, Mason fut parmi les fondateurs du *Royal Canadian Military Institute* (1890) —pour l'enseignement de l'histoire militaire, la recherche de nouvelles stratégies modernes et la promotion d'une défense nationale/impériale—, Merritt fut l'un des instigateurs et le président de la *Canadian Defence League* (1909) —pour une conscription obligatoire— et Denison figurait parmi les inspireurs de

⁸¹ John Murray Clark, *The Future of Canada: Address delivered by J.M. Clark Before the Mulock Club, Toronto*, Toronto, [archives.org](https://www.canadiana.ca/view/oocihm.72091/1), 1903, p. 8. <https://www.canadiana.ca/view/oocihm.72091/1> (27 mai 2023)

⁸² Carl Berger, *op.cit.*, p. 237

l'organisation des forces armées canadiennes et de leur transition de simple milice en une véritable armée permanente et professionnelle.⁸³

De leur point de vue, la défense de l'Empire faisait partie des devoirs des Canadiens. La protection territoriale ainsi que les investissements qu'offrit le Royaume-Uni justifiaient, à leurs yeux, une redevance coloniale. Celle-ci s'articula autour d'une assistance humaine et financière gouvernementale où le Canada participerait au prorata de ses ressources disponibles. Leurs positions furent très bien résumées par D'Alton McCarthy qui partageait également leurs opinions :

*If Canadians have the right to ask the Mother Country to defend their homes against an adversary, they should be prepared to assume the responsibility attaching to their part of the understanding. He asked if there were in the whole Canada a man so mean-spirited who would call upon the English people to spend their money and shed their blood, while he would not be willing to contribute a like aid in return.*⁸⁴

En comparant cette déclaration et celle d'Henry Lyman, nous constatons le fossé qui séparait les conceptions de l'*Imperial Defence* entre les meneurs torontois et ceux montréalais. D'un côté, les plus ardents impérialistes (maximalistes) de la Ville Reine s'indignaient de la nonchalance de leurs confrères canadiens prompts, selon eux, à faire valoir leurs intérêts régionaux au détriment de la cohésion et de la défense de l'Empire. De l'autre côté, les pragmatiques montréalais rejetèrent les termes de cette *Imperial Defence* tant et aussi longtemps que la Couronne n'accepterait pas d'accorder aux colonies une voix dans les processus décisionnels de la politique impériale. Cette rivalité reflétait fidèlement les réalités sociopolitiques des deux provinces laurentiennes : l'une affichant sa britannicité par un attachement quasi inconditionnel à la Mère-Patrie pour des motifs culturels et opportunistes, tandis que l'autre adoptait une position plus mesurée en raison de l'hostilité des francophones envers le projet impérial.

Étant donné que Toronto se targuait d'être la ville la plus impérialiste du Canada, ses apôtres fédéralistes démontrèrent un zèle véritable pour défendre les intérêts de la Couronne à travers le monde. Nous pouvons citer, à titre d'exemple, le cas de Frederick Charles Denison qui embarqua

⁸³ *Ibid*, p. 237

⁸⁴ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, archives.org, 1889, p. 39-41. https://books.google.ca/books/about/Imperial_Federation (9 septembre 2022)

dans l'expédition du Nil (1885) pour secourir le général britannique Charles Gordon (1833-1885) piégé dans la ville de Khartoum au Soudan ou encore William Hamilton Merritt III qui rejoignit, par ses propres moyens, le général Frederick Roberts (1832-1914), lors de la seconde guerre des Boers (1899-1902).⁸⁵ Notons qu'aucun membre montréalais ou haligonien ne fit de même. Ce faisant, les chantres torontois de l'Empire accaparèrent le volet militaire et celui des questions entourant de près ou de loin l'*Imperial Defence*. L'une de leurs préoccupations majeures était la sécurité alimentaire de l'Empire. Conscients de l'abondance et de la fertilité des terres agricoles du nord-ouest de l'Ontario et de celles récemment conquises dans la province manitobaine, Casimir Dickson suggéra que le pays devienne officiellement l'« *Imperial Granary of the Future*. »⁸⁶ En endossant son rôle de fournisseur de blé de la mère patrie, le Canada s'assurait d'obtenir des flux de capitaux et d'immigrants britanniques constants nécessaires à son développement économique.

3.2.4 La vision maximaliste des institutions impériales

Comme indiqué dans les précédents chapitres, les branches montréalaises et haligoniennes s'opposaient fermement à l'option d'un Parlement impérial centralisateur. Dans ce contexte, quelle était l'opinion prédominante au sein de la branche torontoise ? La succursale torontoise se démarquait nettement en faveur d'une Fédération parfaite⁸⁷, bien que certains individus influents aient su modérer les esprits les plus ardents. D'ailleurs, nul autre que le Président de l'*IFLC*, D'Alton McCarthy, exprima son désaccord face aux risques d'inféoder le Canada dans un système supranational, sans prendre en compte les conséquences de cette décision, jugée précipitée.⁸⁸ Pour lui, le projet impérial nécessitait une maturité politique et une conception par étapes. Il proposa, à l'instar de Tupper, la mise en place d'un Cabinet impérial et le recours aux Conférences coloniales pour discuter des meilleures méthodes afin de mettre en œuvre, en premier lieu, les principes fondamentaux de la ligue.⁸⁹ Contrairement à son homologue, McCarthy envisageait la perspective

⁸⁵ Carl Berger, *op.cit.*, p.237

⁸⁶ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati05londonoft/mode/2up), 1890, p. 231. <https://archive.org/details/imperialfederati05londonoft/mode/2up> (16 septembre 2022)

⁸⁷ Voir chapitre 1, p. 29-30

⁸⁸ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati03londonoft), 1888, p. 7-8. <https://archive.org/details/imperialfederati03londonoft> (30 août 2022)

⁸⁹ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/cihm_54969/page/n35/mode/2up), 1887, p. 97. https://archive.org/details/cihm_54969/page/n35/mode/2up (11 octobre 2022)

qu'un Parlement fédéral puisse un jour superviser la politique commune de l'Empire. Cependant, en 1888, il estimait primordial d'établir d'abord les grandes lignes de la politique commerciale à adopter pour favoriser l'intégration impériale. Parmi ceux qui adhéraient à la vision du président de la ligue, nous retrouvons l'architecte Alexander Cattanach. Celui-ci souligna qu'il était impossible pour un mouvement tel que la Fédération impériale d'élaborer un plan précis capable de concilier les divers intérêts des membres tant que les dissensions entre partisans du libre-échange et protectionnistes ne seraient pas résolues.⁹⁰

Pour autant, l'idée selon laquelle l'unité impériale ne pouvait être réalisée que par la fédéralisation de l'Empire prévalait au sein de la branche torontoise. À l'avant-garde sur cette question, l'inspecteur d'école publique Jehu Matthews suggéra, dans son livre *A Colonist on the Colonial Question* (1872), la création d'une entité politique supranationale responsable de la diplomatie, de l'armée et de la marine, du commerce international, du système monétaire et de la poste.⁹¹ Au niveau législatif, cette entité serait composée de deux chambres : une Chambre basse où siègeraient des représentants élus des colonies et du Royaume-Uni, ainsi qu'une Chambre haute qui permettrait une représentation coloniale.⁹² Par ailleurs, cette nouvelle législature fédérale hériterait des prérogatives du Parlement de Westminster en matière de taxation, et ce, à travers l'Empire. Seuls les pouvoirs octroyés aux gouvernements provinciaux ne seraient pas du ressort de celle-ci. Sur de nombreux aspects, Matthews figurait parmi les impérialistes les plus maximalistes et un partisan affiché de la centralisation des décisions politiques, jusqu'à envisager l'existence d'un puissant exécutif impérial : « *It is almost enough to say that if there is a federation there must be a federal Government, and that this federal Government must be made, in the matters belonging to its jurisdiction, supreme over all the national Governments, including the British Crown.* »⁹³ Sa prémisse centrale pour justifier cette concentration des pouvoirs reposait sur l'efficacité politique,

⁹⁰ George Robert Parkin, *The Reorganization of the British Empire*, archives.org, 1888, p.19-21

⁹¹ Jehu Matthews, *op.cit.*, p. 68

⁹² *Ibid*, p. 68-69. Bien que Matthews ne fournisse pas de détails sur le nombre exact de représentants, il apporte néanmoins plusieurs précisions sur la nature des deux chambres. Premièrement, seules les colonies blanches auraient le droit d'être représentées au sein de cet hypothétique Parlement impérial au prorata de leurs populations. Ces représentants seraient élus. Deuxièmement, Matthews faisait partie de ceux qui remettait en question l'aspect aristocratique de la *House of Lords*, puisqu'il proposait l'instauration d'une législature fédérale non héréditaire. Finalement, Matthews, dans une optique de stabilité et de cohésion, suggérait que les représentants soient élus à vie.

⁹³ *Ibid*, p. 70-71

en particulier lorsque des décisions difficiles doivent être prises rapidement, notamment en cas de déclaration de guerre.⁹⁴ Sans aller aussi loin que la proposition de Matthews, la plupart des impérialistes torontois étaient d'accord pour mettre fin aux privilèges du Parlement londonien en matière de politiques impériales et les céder à une nouvelle organisation politique transnationale. Or, Casimir Dickson remarquait que la mère patrie n'acquiescerait pas aussi facilement à ce type de requête.⁹⁵ Par conséquent, il revenait à la branche mère d'arriver à proposer un semblant de compromis profitable pour Londres et les *white colonies*.

3.3 Le passage de l'*Imperial Federation League* à la *British Empire League*

La décision de la branche mère de mettre fin aux activités de la ligue assena un coup fatal aux espérances des impérialistes torontois, en témoigne les propos de Cockburn : « *The dissolution of the League in England would therefore be nothing less than the desertion of the Canadian Branch at a critical period in its history. And would further appear necessarily to involve the destruction of the League's branches both in Canada and elsewhere.* »⁹⁶ Pourtant, plusieurs signes avant-coureur, notamment les blocages sur les questions économiques, préfiguraient cette soudaine dissolution. L'optimisme débridé de certains membres, dont ceux de Toronto, les rendit aveugles aux problèmes sous-jacents de la ligue. Devant l'impossibilité de trouver un terrain d'entente, seule la solution d'y mettre un terme paraissait le choix le plus judicieux pour Londres en 1893. Déjà fortement influente sur la scène canadienne, la branche de la Ville Reine se mobilisa pour coordonner la résurgence de l'*Imperial Federation League* sous le nom de *British Empire League*.⁹⁷ N'ayant pas su anticiper la chute de son prédécesseur en raison d'une organisation chancelante au niveau canadien, les impérialistes torontois se rassemblèrent autour du leader charismatique George Denison qui prit les rênes de la *BEL* et insuffla une nouvelle dynamique conforme à sa constitution.

⁹⁴ *Ibid*, p. 70-71

⁹⁵ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/reorganizationof00park/mode/2up), 1890, p. 155-156. <https://archive.org/details/reorganizationof00park/mode/2up> (4 janvier 2023)

⁹⁶ George Taylor Denison III, *op.cit*, p. 201-202

⁹⁷ *Ibid*, p. 204-205

L'élection fédérale de 1891 marqua un tournant décisif dans le paysage politique canadien, envoyant un message puissant aux impérialistes. Au cœur de cette élection s'affrontèrent les Conservateurs de Macdonald défendant leur plateforme protectionniste (« *National Policy* ») et les Libéraux de Laurier proposant un accord de libre-échange avec les États-Unis (« *Unrestricted Reciprocity* »).⁹⁸ La campagne se solda par une nouvelle victoire pour les *Tories*, mais cette fois-ci de justesse. En effet, l'ancien bastion de Macdonald, à savoir la province québécoise, rallia massivement le camp libéral en réponse à la décision du Premier ministre de mettre à mort Louis Riel (1885), sans compter les récessions que subirent le pays sous son dernier mandat (1887-1888 et 1890-1891).⁹⁹ Par conséquent, les Canadiens français virent en Laurier un Premier ministre en mesure de proposer une alternative à la Politique nationale n'ayant guère apporté la prospérité promise. Aussitôt, le mouvement annexionniste eut de nouveau le vent dans le dos, ce qui indubitablement contraria les impérialistes.

En réponse au faible soutien des francophones et des catholiques à l'idée fédérative, plusieurs partisans s'efforcèrent de favoriser leur intégration de différentes manières. L'une des mesures les plus remarquables, comme l'a souligné Berger, consistait à se défaire de l'image d'un groupe de suprémacistes protestants en mettant davantage l'accent sur les valeurs fondatrices de la ligue : la britannicité, la tolérance et l'ouverture politique (non partisane).¹⁰⁰ D'où provenait donc cette vision biaisée de l'*IFL* ? La faute revenait essentiellement à Dalton McCarthy qui, malgré son poste de président de la ligue, faisait ouvertement campagne contre les Canadiens français. Voyant là un problème, George Monro Grant et Denison lui demandèrent de laisser sa place de président au profit de quelqu'un de moins controversé : « *his movement in favor of Equal Rights were so unsatisfactory to the French-Canadians that the prospect of the League obtaining their support would be hopeless while he remained President.* »¹⁰¹ McCarthy comprit les enjeux supérieurs et consentit à leur requête laissant, ainsi, le néo-brunswickois Léonard Tilley lui succéder en 1891. La même année, le président de la branche torontoise, John Beverley Robinson, démissionna de

⁹⁸ Christopher Pennington, *The Destiny of Canada: Macdonald, Laurier, and the Election of 1891*, Toronto, Penguin Group, 2011, p. 14-16

⁹⁹ *Ibid*, p. 13-14

¹⁰⁰ Carl Berger, *op.cit*, p. 135-136

¹⁰¹ George Taylor Denison III, *op.cit*, p. 194

son poste à la fois pour des raisons de santé, mais aussi du fait de ses liens étroits avec les Orangistes et de son ascendance « aristocratique coloniale » (*Family Compact*).¹⁰² Faisant davantage l'unanimité, le militaire James Mason le remplaça. À tous points de vue, la *French-Canadian question* scinda les impérialistes canadiens entre ceux qui considéraient leur intégration comme une condition *sine qua non* à la réussite du projet impérial et ceux s'y opposant. La stratégie politique de ces impérialistes conciliateurs consistait à neutraliser les arguments des propagandistes annexionnistes en ralliant les francophones à leur cause. Cependant, bien qu'astucieuse, cette tactique ne rencontra que peu de succès en raison du trop fort ressentiment des Canadiens français.¹⁰³

Une autre complication s'ajouta à celles évoquées précédemment. Les multiples campagnes de sensibilisation, les dîners mensuels et les cérémonies évènementielles creusèrent les dépenses et engendrèrent un déficit budgétaire de la ligue canadienne et, accessoirement, de ses succursales.¹⁰⁴ Submergé par la situation, Tilley démissionna de son poste de Président, en 1893, au profit de l'énergétique Denison. Ce dernier s'attela à résoudre les problèmes financiers en augmentant les tarifs d'adhésion pour les futurs membres et en recouvrant les cotisations impayées.¹⁰⁵ Bien qu'il ait réussi dans sa tâche, ce changement de direction provoqua des perturbations au sein de l'organisation canadienne, offrant ainsi à la branche londonienne l'opportunité de dissoudre la Ligue sans rencontrer une opposition structurée et efficace.

Indignés par la décision de l'*Executive Committee*, les impérialistes canadiens, principalement torontois, se regroupèrent le 3 janvier 1894, afin de décider s'ils devraient poursuivre leur combat politique ou bien l'abandonner.¹⁰⁶ Dans une quasi-unanimité, ils s'accordèrent pour persévérer dans la promotion et la consolidation de l'Empire, mais à partir de nouvelles orientations. À vrai dire, la création de la *British Empire League* servait à la fois à ressouder les impérialistes, mais

¹⁰² Il était le fils du meneur de la *Family Compact*, John Robinson (1791-1863)

¹⁰³ London Imperial Federation League, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati05londonuoft/mode/2up), 1890, p. 35. <https://archive.org/details/imperialfederati05londonuoft/mode/2up> (16 septembre 2022)

¹⁰⁴ Pour plus d'information, consulter le livre de George Denison, *Struggle for Imperial Unity*, p.117-205

¹⁰⁵ George Taylor Denison III, *op.cit*, p. 196-197

¹⁰⁶ *Ibid*, p. 199-203

aussi à recentrer les débats autour de sujets faisant davantage consensus.¹⁰⁷ Par exemple, un système impérial de câbles télégraphiques (*All Red Line*), un système postal impérial (*penny postage*), un système de défense impérial commun, une politique d'émigration vers le Canada et un raffermissement des liens économiques par des projets d'investissements.¹⁰⁸ George Denison, élu président de la *BEL*, s'employa aussi à faire avancer le projet cher aux Torontois, à savoir l'établissement d'une préférence impériale (*British Commercial Union*). Contrairement à Tupper, il opta pour une approche moins agressive et plus conciliante en prônant : la réduction des tarifs douaniers, des prix pour les produits alimentaires canadiens sur le marché britannique, ainsi que la mise en place d'une *Royal Naval Reserve* canadienne au service de l'Empire.¹⁰⁹ Ces propositions visaient à changer le point de vue des impérialistes partisans du libre-échange en mettant en avant la loyauté des Canadiens et les richesses incommensurables du pays. Ainsi, les impérialistes torontois devancèrent, en précurseur, les mouvements protectionnistes qui se développeraient au sein de l'Empire au début du XX^e siècle (*Tariff Reform & Imperial Preference*).

¹⁰⁷ Pour plus d'information sur la *British Empire League*, voir chapitre 1, p. 42-49

¹⁰⁸ British Empire League, *The British Empire League in Canada: its Origins, Constitution and by-laws*, Toronto, The Carswell & co., [archives.org](https://archive.org/details/cihm_02830/page/n25/mode/2up), 1896, p. 17-18. https://archive.org/details/cihm_02830/page/n25/mode/2up (30 avril 2023)

¹⁰⁹ George Taylor Denison III, *op.cit*, p. 223-225

CONCLUSION

Cette étude comparative, portant sur les convergences et les divergences de points de vue entre les trois principales branches canadiennes de la Fédération impériale, contribue à mettre en évidence les caractéristiques distinctives de chacune d'entre elles : la vision métropolitaine montréalaise, la vision maritime haligonienne et la vision continentale torontoise. Notre recherche a révélé l'unité des objectifs généraux et la diversité des approches qui caractérisaient la dynamique de la ligue canadienne. Nous avons ainsi éclairé une part d'ombre dans nos connaissances de cette « révolution impérialiste », qui ne pouvait être bien comprise uniquement sous l'angle de la branche mère et de la situation politique au Royaume-Uni : ladite rivalité entre les défenseurs du courant *Little Englander* et ceux du *Greater Britain*. À plus d'un titre, le mouvement en faveur de la Fédération impériale se développa aussi rapidement à la périphérie de l'Empire qu'en son centre, témoignant là d'un authentique intérêt des coloniaux pour l'initiative.

Dans le premier chapitre, nous avons examiné l'origine de la ligue canadienne et de sa branche inaugurale, à savoir celle établie à Montréal, qui a été pionnière dans la propagation des idées d'unité impériale à travers le pays. Majoritairement composée d'hommes d'affaires, cette filiale s'est attelée à encourager des débats approfondis sur la politique économique optimale à suivre pour l'Empire, à savoir soit le libre-échange soit le protectionnisme. En opposition aux recommandations du *General Committee* visant à maintenir la neutralité politico-économique de la ligue, les membres montréalais ont avancé la proposition de mettre un terme aux discussions stériles au profit d'un plan détaillé des étapes à suivre pour réaliser efficacement la fédéralisation impériale. Réformateurs actifs, les impérialistes métropolitains ont exprimé leur préoccupation quant aux conséquences potentielles de l'adoption d'une attitude passive, dont la plus évidente serait la dissolution de la ligue. En agissant de la sorte, ils ont lancé le processus de multilatéralité du mouvement en s'éloignant de la trajectoire tracée par la branche mère afin de promouvoir leur propre alternative.

Bien que la doctrine du président Forster ne soit pas rejetée en totalité par les apôtres montréalais,¹ il est indéniable que ces derniers ont développé une approche différente, davantage en adéquation

¹ Voir chapitre 1, p. 32-33

avec la situation politique du Canada. En effet, l'opposition des Canadiens français envers le projet d'unification impériale exigeait une cohérence dans les objectifs de la ligue, afin de permettre éventuellement leur adhésion, pour autant que leurs intérêts soient respectés. Il convient de noter qu'aucun autre chapitre canadien n'a été confronté à un tel degré d'antagonisme au niveau local, justifiant ainsi, à bien des égards, les positions conciliantes et pragmatiques adoptées par les impérialistes montréalais. De plus, aux côtés de leurs confrères haligoniens, ils ont défendu ardemment les prérogatives des gouvernements provinciaux, s'opposant donc à toute forme d'ingérence de la part du pouvoir impérial dans leurs domaines de compétence.

N'omettons pas non plus le ressentiment des membres de la branche métropolitaine, clairement exprimé par son président, Henry Lyman, à l'égard de l'indifférence des autorités londoniennes face aux empiètements américains sur les intérêts du pays.² Manifestement, une stratégie pour que la Couronne abandonne sa passivité politique vis-à-vis des *white colonies* et assume pleinement son rôle de protecteur. Une protection qui s'articulerait autour de l'*Imperial Defence*, exigeant des colonies en contrepartie des contributions matérielles, humaines et financières. Ce dossier nous a amené à explorer une autre facette du mouvement en faveur de la Fédération impériale, à savoir l'implication des colonies dans la défense de l'Empire et les réticences qu'elle a suscitées. En comparaison avec ses homologues canadiens, la majorité des impérialistes de la « ville aux cent clochers » s'est farouchement opposée à toute contribution du Canada à l'*Imperial Defence* tant et aussi longtemps que les colonies ne seraient pas représentées au Parlement de Westminster. Certes, les partisans haligoniens de la Fédération impériale tenait un discours similaire, mais ils étaient beaucoup moins divisés et hostiles sur cette question en raison de la *loyalist tradition*, tandis que leurs confrères torontois acceptaient globalement les exigences de Londres. C'est notamment sur cette problématique que l'on a vu se dessiner des divergences marquées entre les trois principales filiales de la ligue canadienne.

Cela dit, la question épineuse restait celle de la transformation de l'Empire britannique en une authentique fédération. Nous avons vu que cette idée phare ne faisait guère consensus et que de multiples options furent proposées par les différentes branches de la ligue. Devant l'évidence que les francophones n'accepteraient jamais la solution d'une *Perfect Federation of the Empire*

² Voir chapitre 1, p. 28-29

(système quasi-unitaire/ union législative)³, les apôtres montréalais privilégiaient l'établissement d'un *Imperial Council*, c'est-à-dire une entité politique supranationale uniquement consultative où siègeraient à la fois des représentants coloniaux et de la Métropole.⁴ Ils soumettraient leurs propositions à chaque gouvernement de l'Empire en vue d'une politique coordonnée, tout en veillant à ne pas imposer de contraintes. Du côté des Maritimes, les impérialistes d'Halifax ne faisaient que peu allusion à un éventuel Parlement impérial, montrant ainsi leur préférence pour un *Imperial Cabinet*.⁵ Cette approche se distingue de la proposition montréalaise, car cette superstructure exécutive dirigerait la politique extérieure et commerciale de l'Empire. Les impérialistes torontois, quant à eux, se sont en grande partie accordés sur l'option d'une *Perfect Federation* qui offrirait une efficacité accrue dans les processus décisionnels et leur mise en œuvre à travers tout l'Empire. Bien que la question de la représentation ait suscité des débats, dans l'ensemble ils ont exprimé leur soutien au projet visant à établir un centre de pouvoir supra-étatique, indépendant des structures gouvernementales existantes.

Après avoir exposé les positions montréalaises, nous avons ensuite abordé, dans le second chapitre, celles haligoniennes et leurs nombreuses particularités. Préalablement, nous nous sommes penchés sur l'histoire singulière de la capitale des Maritimes et sur la manière dont elle influença les revendications de cette deuxième branche canadienne. Tournée vers l'Atlantique, Halifax a prospéré en raison de sa position centrale dans le commerce triangulaire et de l'arrivée massive des loyalistes, ces derniers caractérisés par un profond attachement patriotique envers la Couronne. Ces *United Empire Loyalists* s'affirmèrent comme une nouvelle élite coloniale et garantirent le maintien de la colonie dans le giron impérial. D'ailleurs, ils ont composé le noyau dur de la branche haligonienne et défendaient la *British connection* au moment où le mouvement indépendantiste gagnait en popularité.⁶ On aurait tort de négliger l'apport significatif de ce groupe social dans les débats portant sur la Fédération impériale et son application concrète.

³ Voir chapitre 1, p. 12 et 29-30

⁴ Voir chapitre 1, p. 31

⁵ Voir chapitre 2, p. 47-48

⁶ Voir chapitre 2, p. 18-19

Propre à la branche haligonienne, nous avons également observé la présence de plusieurs ecclésiastiques qui, à l'image des membres féminins de la branche torontoise, ont éduqué la population aux valeurs impériales, notamment auprès des jeunes. Le facteur éducatif combiné à la proximité de la province avec l'océan, pierre angulaire de la puissance britannique, a fait d'Halifax l'une des villes canadiennes où résidaient le plus grand nombre d'impérialistes proportionnellement à sa population. D'ailleurs, nous avons vu que le concept d'empire océanique a suscité parmi les impérialistes des provinces atlantiques un authentique sentiment d'appartenance culturelle, une nuance que nous n'avons jamais retrouvée aussi marquée dans les discours des représentants montréalais et torontois. Ce qui ressort est la claire distinction entre, d'une part, la vision du grand large portée par les Maritimes et, d'autre part, la vision continentale incarnée par les provinces laurentiennes.

Nous ne réitérerons pas ici l'ensemble des propositions suggérées par les membres de la branche haligonienne, toutefois, nous aborderons celles qui revêtirent une importance particulière. La première de toute était la protection des particularismes locaux. Au-delà des impérialistes montréalais, ceux de la métropole des Maritimes ont exprimé leur désir de préserver leur identité profonde face à toute unification mettant en péril l'autonomie relative de leur province. Non seulement ils se sont opposés à la « *canadianization of the Maritimes* »⁷, mais ont également rejeté l'éventualité d'une fédéralisation de l'Empire sous une forme centralisée. Poussés par leurs adversaires du *Repeal mouvement* à tendance indépendantiste, les impérialistes haligoniens ont proposé des réformes de l'Empire qui avantageraient principalement leur province afin de contrer l'essor de leurs concurrents politiques.

Si, de manière générale, les Canadiens ont adhéré à la politique économique protectionniste, il reste néanmoins vrai qu'une minorité, concentrée principalement dans les provinces maritimes, prôna le libre-échange. En réalité, la branche haligonienne était divisée sur les questions économiques, entre les doctrinaires, tels que William Silver Chamberlain, et les réalistes, tels que George Monro Grant, sur ce que la mère patrie était prêt à céder pour l'unité de l'Empire. Toutefois, nous avons constaté qu'une légère majorité des membres de cette succursale soutenait l'option d'un *Inter-Imperial preference* au lieu d'un *Inter-Imperial Free Trade*. Parmi les plus fervents partisans de

⁷ Voir chapitre 2, p. 29

son implantation, nous retrouvons Tupper et Foster. Le premier a proposé son propre schème qui présentait des similitudes marquantes avec celui du montréalais Macfarlane et de son *Imperial Revenue*.⁸ La distinction majeure résidait dans la possibilité offerte aux États membres de l'Empire d'établir, en fonction des fluctuations économiques, le taux de leurs droits de douane sur les produits étrangers, alors que Macfarlane suggérait l'établissement de barrières tarifaires uniformes.

Mais de loin, l'idée originale que portèrent certains apôtres haligoniens consistaient à introduire une citoyenneté impériale (*Imperial Citizenship*). Leur intention était que tous les *Britons*, tant ceux de la mère patrie que des *white colonies*, obtiennent la citoyenneté britannique. Afin de concrétiser leurs ambitions, ces impérialistes ont mis en place d'importantes campagnes de sensibilisation sur la britannicité de la société canadienne et sur l'appartenance du jeune dominion au même bloc civilisationnel que la mère patrie, et ce, malgré la distance géographique qui sépare les deux nations. Tel que mentionné précédemment, les impérialistes torontois ont rejeté cette initiative à cause de leur réticence, voire même de leur aversion, envers toute proposition inspirée du système républicain, incluant la notion de citoyenneté, qui leur était intolérable.

Finalement, nous avons mis en exergue les arguments avancés par la succursale de la Ville Reine, qui comptait le plus grand nombre de partisans de la Fédération impériale au Canada. Tout d'abord, la prépondérance significative des militaires au sein de ce chapitre leur a conféré une légitimité pour arbitrer les questions relatives à la défense impériale et même pour influencer sa direction. Les plus maximalistes, tels que Denison, Mason et Merritt, ont préconisé la mise en place d'un service militaire obligatoire et même la participation du Canada aux guerres d'agression menées par le Royaume-Uni, notamment lors de la seconde guerre des Boers (1899-1902). En évoquant les efforts et les contributions considérables consenties par la Métropole pour défendre le territoire canadien et favoriser son développement, ces impérialistes de Toronto se sont heurtés à l'approche pragmatique et mesurée des branches montréalaises et haligoniennes. En maints aspects, c'est autour de ce dossier complexe que les diverses branches de l'*IFLC* ont eu le plus de désaccords.

Mais la question de la défense impériale est loin d'avoir été le seul sujet de discorde entre la succursale torontoise et les autres branches canadiennes. Le chapitre torontois regroupait

⁸ Voir chapitre 2, p. 36-37

notamment divers éléments partageant l'objectif de mettre en place un Parlement impérial chargé de superviser la politique étrangère de l'Empire britannique. Nous pouvons évoquer le cas de Jehu Matthews, qui prônait avec conviction la suppression des prérogatives du Parlement de Westminster et la soumission de la monarchie à ce gouvernement fédéral. Certes, nous avons constaté que son point de vue ne faisait pas l'unanimité parmi tous les membres de cette branche. Cependant, il suffit de remarquer que la tendance générale penchait vers l'établissement d'une nouvelle entité politique supranationale dotée d'autorité dans la gestion des affaires impériales. Or, cela allait à l'encontre des convictions des apôtres montréalais et haligoniens.

Dans les affaires économiques, la position des impérialistes torontois était claire. L'avènement du mouvement annexionniste de Wiman a suscité une réaction chez ces derniers, se concrétisant par des initiatives en faveur d'une union commerciale avec le Royaume-Uni et les autres *white colonies*. Sous le nom d'*Imperial Reciprocity/British Commercial Union*, cette zone économique impériale devait faciliter les échanges entre les pays de culture britannique et établir des barrières tarifaires sur les produits étrangers. Nous avons constaté une nette divergence entre le schème du montréalais Macfarlane (*preferential tariffs*) et celui du torontois Merritt (*discriminating tariffs*), en ce qui concerne les modalités de cette *British Commercial Union*.⁹ Pour autant, ils ont convenu de la nécessité d'établir un protectionnisme impérial afin de permettre l'avènement de la fédéralisation de l'Empire. Or, nous avons observé que la branche mère refusa cette éventualité préférant dissoudre la ligue plutôt que de faire campagne pour l'abandon du libre-échange.

En raison de ses contradictions internes particulièrement prononcées, tant entre les défenseurs du libre-échange et ceux du protectionnisme, qu'entre les aspirations divergentes en Métropole et dans les colonies, la Ligue de la Fédération Impériale n'a pas été en mesure de coordonner efficacement les réformes qu'elle visait initialement à instaurer. Un recentrage était donc nécessaire dans les objectifs des impérialistes. Par conséquent, l'idée fédérative a été abandonnée pour se concentrer sur des visées plus réalistes et moins contraignantes, à commencer par une défense commune et le développement des communications (*All Red Line, Penny Postage*). La création de la *British Empire League* répondait au vide créé par la disparition de l'*IFL* et aux volontés mutuelles de

⁹ Voir chapitre 3, p. 26-28

rapprochement au sein du bloc britannique contre la montée en puissance de nouveaux rivaux tels que l'Allemagne et les États-Unis.

À l'issue de cette étude, nous estimons avoir apporté une contribution significative à l'historiographie du mouvement en faveur de la Fédération impériale. D'abord, nous pensons avoir identifié les origines du projet, remontant bien au-delà de Charles Dilke et de son ouvrage *Greater Britain*, comme en témoignent les revendications des *United Empire Loyalists* au lendemain de la Révolution américaine. Bien que rejetées à l'époque, ces revendications ont perduré dans l'esprit de leurs descendants. Cela explique le soutien considérable accordé à cette initiative fédérative par une fraction importante de la population canadienne dès la fondation de l'*Imperial Federation League* en 1884. Aussi, nous avons démontré que la ligue canadienne, tout comme sa contrepartie britannique, ne constituait pas un bloc monolithique et était divisée sur les dossiers économiques, militaires et politiques entre ses propres branches qui exprimèrent leurs points de vue en fonction de leur localisation géographique. Par ailleurs, en répondant à l'appel lancé par Carl Berger concernant le manque de travaux scientifiques portant spécifiquement sur les partisans de la Fédération impériale plutôt que sur ses détracteurs, nous avons entrepris d'apporter des éléments de réponse quant aux répercussions de la « révolution impérialiste » au Canada. Si John Kendle et Carl Berger ont abordé le sujet, leurs approches se sont soit cantonnées, dans le cas du premier, à une perspective nationale, soit focalisées, pour le second, sur une analyse approfondie des acteurs canadiens sans toutefois mettre en lumière leurs points communs et leurs divergences. Pour notre part, nous avons identifié, grâce à la comparaison des aspirations des branches montréalaise, haligonienne et torontoise, d'importantes difficultés rencontrées par les impérialistes canadiens dans leur quête de consensus, entre eux et avec leurs homologues britanniques, en raison de leur désir de promouvoir leurs propres intérêts provinciaux. S'ajouta à cela les contraintes liées aux forts mouvements antagonistes des Canadiens français, des indépendantistes et des annexionnistes.

En dépit de l'effort déployé dans la rédaction de ce mémoire, beaucoup reste à faire. D'autres succursales canadiennes d'importance, telles que celles de Kingston, d'Ottawa, de Victoria et bien d'autres encore mériteraient d'être étudiées en profondeur afin de dégager une vision exhaustive du mouvement en faveur de la Fédération impériale au Canada. En outre, divers sujets relatifs à la Fédération impériale doivent encore être examinés en profondeur, notamment l'histoire culturelle de l'*IFL*, c'est-à-dire les réceptions événementielles (*Sons of England Banquet* et *St. George's*

Society Banquet) ou encore les mouvements sociaux sous-jacents au projet impérial, tel que l'*United Empire Loyalist Association of Canada* (1896). Aussi, une étude qui porterait sur l'évolution de la *British Empire League* au Canada au fil du temps jusqu'à sa dissolution en 1955 serait également bénéfique pour l'historiographie. Une autre recherche pourrait se focaliser sur le rôle primordial de l'*Empire Club of Canada* fondé par le torontois James Mason en 1903 et son influence politique sur le pays.

Au lendemain du vote des Britanniques pour sortir de l'Union Européenne en 2016 (Brexit), plusieurs intellectuels et politiciens « *brexiteers* » se sont penchés sur le futur du Royaume-Uni sur la scène internationale et sur l'opportunité de nouvelles alliances qui pourraient avantager le pays. Rapidement, l'idée de se rapprocher des anciennes *white colonies* de la Couronne s'est développée à l'esprit des « *Brexiteers* » qui y ont vu la suite logique de leur combat politique dans l'optique de créer une Anglosphère réunifiée.¹⁰ Sous la dénomination CANZUK, acronyme anglais désignant les pays suivants : Canada(C), Australie(A), Nouvelle-Zélande(NZ) et Royaume-Uni(UK), il était question de créer un bloc cohérent entre ces quatre États, que ce soit sous la forme d'une alliance ou d'une union.¹¹ Bien que la nature de ce bloc demeure sujette à débat, la majorité des partisans de ce projet politique s'accordent sur l'importance de renforcer leurs relations économiques à travers des accords favorisant la libre circulation des biens et des individus. Par ailleurs, certains défenseurs du CANZUK expriment le souhait d'une coopération militaire entre les États membres afin de contrer l'ascension de la Chine et de la Russie.¹² Comme le soulignent, à juste titre, Duncan Bell et Srdjan Vucetic, cette récente initiative s'enracine dans l'*Imperial Federation League*, laquelle a ressurgi sous de nouvelles auspices.¹³ Malgré le changement de nom, les objectifs demeurent essentiellement les mêmes, témoignant d'une certaine nostalgie chez les Britanniques quant à la réalisation des aspirations de leurs ancêtres. Il convient désormais d'observer si le projet d'unir l'« Anglosphère » prendra forme dans sa version actualisée.

¹⁰ Daniel Hannan, *Inventing Freedom: How the English-Speaking Peoples Made the Modern World*, New York, Broadside Books, 2013, p. 372-377

¹¹ Ciarán Reed, *CANZUK Report: Moving CANZUK into the 2020s*, Monee, 2021, p. 4-5

¹² *Ibid*, p. 165-166

¹³ Duncan Bell et Srdjan Vucetic, "Brexit, CANZUK, and the Legacy of Empire", *British Journal of Politics & International Relations*, 2019, p. 12-14. <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/1369148118819070> (1 juin 2023)

BIBLIOGRAPHIE

Sources manuscrites et imprimées

- ANSELL, David Abraham, *Imperial Federation: Welding the links of Union, Montreal Branch of the Imperial Federation League*, Montréal, archives.org, 1886 10p., https://archive.org/details/cihm_02195/page/n15/mode/2up (20 avril 2023)
- ARGYLL, John Douglas Sutherland Cambell, Duke of, *Imperial Federation*, London, London Swan Sonnenschein & Co., archives.org, 1885, 134p., <https://archive.org/details/imperialfederati0000argy/page/134/mode/2up> (17 juin 2023)
- AKINS, Thomas, *History of the Halifax City*, Halifax, Nova Scotia Historical Society, archives.org, 1895, 272p., <https://archive.org/details/halifaxhistory00akinuoft/mode/2up> (16 février 2023)
- BOURASSA, Henri, *Que devons-nous à l'Angleterre : la défense nationale, la révolution impériale, le tribut à l'Empire*, archives.org, 1915, 420p., https://archive.org/details/cihm_71765 (8 mai 2023)
- BRITISH EMPIRE LEAGUE, *The British Empire League in Canada: Its Origins, Constitution and-by-laws*, Toronto, The Carswell & Co., 1896, archives.org, 21p., https://archive.org/details/cihm_02830/page/n25/mode/2up (30 avril 2023)
- BRITISH EMPIRE LEAGUE, *The British Empire League in Canada: Its Officers, Committees and Constitution*, The Carswell & Co., archives.org, 23p., https://archive.org/details/cihm_02158 (15 avril 2023)
- BUCHANAN, Isaac, *The Relations of the Industry of Canada*, Montréal, archives.org, 1864, 889p., <https://archive.org/details/relationsindust00buchgoog/page/212/mode/2up> (11 août 2021)
- CLARK, John Murray, *The Future of Canada: Address delivered by J.M. Clark before the Mulock Club*, Toronto, canadiana.ca, 1903 8p., <https://www.canadiana.ca/view/oocihm.72091/1> (27 mai 2023)
- CROFTON, Francis Blake, *For Closer Union: Some Slight Offerings to a Great Cause*, Halifax, A. & W. Macaulay, archives.org, 1897, 57p., https://archive.org/details/cihm_02127/mode/ (15 avril 2023)
- DÉPARTEMENT DE L'AGRICULTURE, *Recensement du Canada 1665-1871*, Volume IV, I.B. Taylor, Ottawa, archives.org, 1873, 524p., <https://archive.org/details/censusofcanada1804cana/page/n5/mode/2up> (28 janvier 2024)
- DENISON, George Taylor III, *The Struggle for Imperial Unity: Recollections & Experiences*, Toronto, Macmillan & Co., archives.org, 1903, 422p.

- <https://archive.org/details/struggleforimper00deniuoft/page/n5/mode/2up> (14 janvier 2023)
- DILKE, Charles, *Greater Britain: A Record of Travel in English-Speaking Countries During 1866 and 1867*, London, J.B. Lippincott & Co., [archives.org](https://archive.org/details/greaterbritain00dilk/mode/2up?view=theater), 1869, 348p.
<https://archive.org/details/greaterbritain00dilk/mode/2up?view=theater> (23 juillet 2022)
- FOSTER, George Eulas, *Preferential Tariffs and Reciprocity*, Papers Proceedings of the Seventeenth Annual Meeting American Economic Association, [archives.org](https://archive.org/details/cihm_78646/mode/2up), 1904,
https://archive.org/details/cihm_78646/mode/2up (29 janvier 2023)
- GRANT, George Monro, *Advantages of Imperial Federation*, Toronto, Toronto Branch of the Imperial Federation League, [archives.org](https://archive.org/details/cihm_05115/mode/2up?view=theater), 1891, 19p.,
https://archive.org/details/cihm_05115/mode/2up?view=theater (12 février 2023)
- GRANT, William Lawson, *George Monro Grant*, Toronto, Morang & Co., [archives.org](https://archive.org/details/georgemonrogrant00granuoft/mode/2up), 1905, 531p.,
<https://archive.org/details/georgemonrogrant00granuoft/mode/2up> (11 avril 2023)
- HAGUE, George, *The Position of Canada in Relation to Annexation, Secession, or Independence and Imperial Federation*, Montreal, Imperial Federation League in Canada: Montreal Branch, [archives.org](https://archive.org/details/cihm_06383/mode/2up), 1886, 24p.,
https://archive.org/details/cihm_06383/mode/2up (5 juin 2023)
- HALIBURTON, Robert Grant, *A Review of British Diplomacy and its Fruits: The Dream of the United Empire Loyalists of 1776*, London, [hathitrust.org](https://babel.hathitrust.org/cgi/pt?id=aeu.ark:/13960/t16m3v140&seq=12), 1872, 53p.
<https://babel.hathitrust.org/cgi/pt?id=aeu.ark:/13960/t16m3v140&seq=12> (6 juillet 2023)
- HALIFAX BRANCH IMPERIAL FEDERATION LEAGUE, *Speeches delivered at a Public Meeting of the Halifax Branch held at The Academy of Music*, Halifax, [archives.org](https://archive.org/details/cihm_07504/mode/2up?view=theater), 1888, 31p.,
https://archive.org/details/cihm_07504/mode/2up?view=theater (9 mars 2023)
- HOFMEYR, Jan Hendrik, *The Life of Jan Hendrik Hofmeyr*, Cape Town, Van De Sante de Villiers, [archives.org](https://archive.org/details/lifeofjanhendrik0000jhho/page/n21/mode/2up), 1913, 666p.,
<https://archive.org/details/lifeofjanhendrik0000jhho/page/n21/mode/2up> (13 août 2023)
- HOPKINS, John Castell, *Progress of Canada in the Century*, Toronto & Philadelphie, The Linscott Publishing Company, [archives.org](https://archive.org/details/progressofcanada00hopkrich/mode/2up?q=loyalist), 1902, 560p.
<https://archive.org/details/progressofcanada00hopkrich/mode/2up?q=loyalist> (19 février 2023)
- IMPERIAL FEDERATION LEAGUE IN CANADA, *Progress of Work and Rules for Branches*, [archives.org](https://archive.org/details/progressofworkru00impe/mode/2up), 1888, 13p.,
<https://archive.org/details/progressofworkru00impe/mode/2up> (13 juillet 2022)
- IMPERIAL FEDERATION LEAGUE IN CANADA, *Constitution, Rules &c.*, [archives.org](https://archive.org/details/cihm_07501/page/n9/mode/2up), 1888, 33p.,
https://archive.org/details/cihm_07501/page/n9/mode/2up (26 mai 2022)

- IMPERIAL FEDERATION LEAGUE IN CANADA, *Report of the First Meetings of the League in Canada*, [archives.org](https://archive.org/details/cihm_07502/page/n65/mode/2up), 1885, 60p.,
https://archive.org/details/cihm_07502/page/n65/mode/2up (28 septembre 2022)
- IMPERIAL FEDERATION LEAGUE IN CANADA, *Toronto Branch: Principles and Rules of the Imperial Federation League*, Toronto, [archives.org](https://archive.org/details/cihm_01204/mode/2up), 1888, 24p.
https://archive.org/details/cihm_01204/mode/2up (11 décembre 2022)
- LONDON IMPERIAL FEDERATION LEAGUE, *Report of the Conference Held on November 18th 1884*, London, [hathitrust.org](https://babel.hathitrust.org/cgi/pt?id=aeu.ark:/13960/t20c62k2t&seq=5), 1884, 29p.
<https://babel.hathitrust.org/cgi/pt?id=aeu.ark:/13960/t20c62k2t&seq=5>
- LONDON IMPERIAL FEDERATION LEAGUE, *The Imperial Conference of 1887*, London, [archives.org](https://archive.org/details/cihm_54969/page/n35/mode/2up), 1887, 32p., https://archive.org/details/cihm_54969/page/n35/mode/2up (11 octobre 2022)
- LONDON IMPERIAL FEDERATION LEAGUE, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, London, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati01londuoft/page/n1/mode/2up), 1886,
<https://archive.org/details/imperialfederati01londuoft/page/n1/mode/2up> (19 août 2022)
- LONDON IMPERIAL FEDERATION LEAGUE, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, London, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati02londuoft/mode/2up?view=theater), 1887,
<https://archive.org/details/imperialfederati02londuoft/mode/2up?view=theater> (24 août 2022)
- LONDON IMPERIAL FEDERATION LEAGUE, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, London, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati03londuoft), 1888,
<https://archive.org/details/imperialfederati03londuoft> (30 août 2022)
- LONDON IMPERIAL FEDERATION LEAGUE, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, London, [google.books.ca](https://books.google.ca/books/about/Imperial_Federation), 1889, 291p.
https://books.google.ca/books/about/Imperial_Federation (9 septembre 2022)
- LONDON IMPERIAL FEDERATION LEAGUE, *Imperial Federation: The Journal of the Imperial Federation League*, London, [archives.org](https://archive.org/details/imperialfederati05londuoft/mode/2up), 1890,
<https://archive.org/details/imperialfederati05londuoft/mode/2up> (16 septembre 2022)
- MACFARLANE, Thomas. *A United Empire: Papers read by Thomas Macfarlane, F.R.S.C. before the Montreal Branch of the Imperial Federation League in Canada*, Montreal, [archives.org](https://archive.org/details/unitedempirepape00macf/mode/2up?view=theater), 1885, 7p.,
<https://archive.org/details/unitedempirepape00macf/mode/2up?view=theater> (17 novembre 2022)
- MACFARLANE, Thomas, *Within the Empire: An Essay on Imperial Federation*, Ottawa, James Hope & Co., [archives.org](https://archive.org/details/withinempireessa00macf/mode/2up?view=theater), 1891, 90p.
<https://archive.org/details/withinempireessa00macf/mode/2up?view=theater> (11 décembre 2022)

- MATTHEWS, Jehu, *A Colonist on the Colonial Question*, London, Longman's Green and Co., archives.org, 1872, 224p.
<https://archive.org/details/colonistoncoloni0000math/page/n5/mode/2up> (7 septembre 2022)
- MCGOUN, Archibald Jr., *On Commercial Union with the United States with a Word on Imperial Reciprocity*, archives.org, 1887, 31p.,
<https://archive.org/details/oncommercialunio00mcgo/mode/2up?view=theater> (2 août 2022)
- MCGOUN, Archibald Jr., *A Federal Parliament for the British People*, Montreal, William Drysdale & Co., archives.org, 1890, 107p.
https://archive.org/details/cihm_09486/mode/2up?view=theater (21 septembre 2022)
- PARKIN, George Robert, *Imperial Federation: The Problem of National Unity*, London, Macmillan & Co. archives.org, 1892, 314p.,
<https://archive.org/details/imperialfederati00parkuoft> (25 janvier 2023)
- PARKIN, George Robert, *The Reorganization of the British Empire*, archives.org, 1888, 25p.,
<https://archive.org/details/reorganizationof00park/mode/2up> (4 janvier 2023)
- PELLAND, Joseph Octave, *Biographies, discours et conférences de l'Honorable Honoré Mercier*, Montréal, archives.org, 1890, 814p.,
<https://archive.org/details/biographiedisco00merc/mode/2up?view=theater> (30 mars 2023)
- SEELEY, John Robert, *The Expansion of England*, archives.org, 1883, 359p.,
<https://archive.org/details/expansionofengla00seel/page/358/mode/2up> (8 décembre 2022)
- SHORTT, Adam & Arthur Doughty, *Canada and its Provinces: A History of the Canadian People and their Institutions*, Volume 14, Toronto, Edinburgh Edition, archives.org, 1914, 700p., <https://archive.org/details/canadaitsprovinc14shor/mode/2up> (5 mai 2023)
- SKELTON, Oscar Douglas, *The Life and Times of Sir Alexander Galt*, Toronto, Oxford University Press, archives.org, 1920, 586p.
<https://archive.org/details/lifetimesofsir00skeluoft/mode/2up> (19 mai 2023)
- TORONTO BRANCH IMPERIAL FEDERATION LEAGUE, *Speeches delivered at the Public Meeting held at Toronto*, Toronto, Toronto University Press, archives.org, 2015, 328p.
https://archive.org/details/cihm_07176 (1 avril 2023)
- TUPPER, Charles Hibbert, *Supplement to the Life and Letters of the Right Honorable Sir Charles Tupper Bart G.C.M.G.*, Toronto, The Ryerson Press, 1926, archives.org, 199p.
<https://archive.org/details/supplementtolife0000tupp/mode/2up?view=theater> (14 juin 2023)

Sir Charles Tupper, Bart., and the Unification of the Empire, Halifax, T.C. Allen & Co., archives.org, 1896, 8p. <https://archive.org/details/sircharlestupper00impe/mode/2up> (17 juillet 2023)

UNITED EMPIRE LOYALIST ASSOCIATION OF CANADA, *Lord Dorchester Proclamation*, 1789, Quebec, 1p., <https://uelac.ca/wp-content/uploads/2021/11/Lord-Dorchester-Proclamation.pdf>

YOUNG, Frederick, *Federal Britain*, London, Martson and Company, archives.org, 1894, 269p. <https://archive.org/details/federalbritain01labi/mode/2up> (30 octobre 2023)

Ouvrages de références

KULISEK, « D'Alton McCarthy », *Dictionnaire Biographique du Canada*, vol.12, Université Laval/University of Toronto, 2003—, consulté le 26 octobre 2023, https://www.biographi.ca/fr/bio/mccarthy_d_alton_12F.html

Ouvrages spécialisés

ANCEAU, Éric, *Comprendre le XIX^e siècle*, Paris, Belin Education, 2018, 471p.

ROBERT, Paul, *Le Nouveau Petit Robert*, Paris, Dictionnaire Le Robert, 2010, 2251p.

ARENDT, Hannah, *The Origins of Totalitarianism*, New York, Mariner Book, 1968, 218p.

BELICH, James, *Replenishing the Earth: The Settler Revolution and the Rise of the Anglo-World, 1783-1939*, Oxford, Oxford University Press, 2009, 573p.

BELL, Duncan, *The Idea of Greater Britain: Empire and the Future of World Order, 1860-1900*, Princeton, Princeton University Press, 2009, 573p.

BERGER, Carl, *The Sense of Power: Studies in the Ideas of Canadian Imperialism, 1867-1914*, Toronto, Toronto University Press, 2013, 2^e éd, 277p.

BLICK, Andrew, *Documents on the Nineteenth Century United Kingdom Constitution*, London, Routledge, Vol.4., 2023, 144p.

BLISS, Michael, *Northern Enterprise: Five Centuries of Canadian Business*, Oakville, Rock's Mill Press, 1987, 640p.

BUCKNER, Philipp, *Canada and the British Empire*, Oxford, Oxford University Press, 2010, 294p.

CAIN, Peter et Antony G. Hopkins, *British Imperialism, 1688-2015*, London, Routledge, 3^e éd, 2016, 763p.

COKER, Christopher, *The Rise of the Civilizational State*, Cambridge, Polity Press, 2019, 230p.

- COUTURE, Claude et Srilata Ravi, *Britannicité : Présence française dans l'Empire britannique au XIX^e siècle*, Québec, Presse de l'Université de Laval, 2020, 307p.
- DARWIN, John, *The Empire Project: The Rise and Fall of the British World-System, 1830-1970*, Cambridge, Cambridge University Press, 2009, 800p.
- DE CECCO, Marcello, *Money and Empire: The International Gold Standard, 1890-1914*, Totowa, Rowman and Littlefield, 1975, 254p.
- DESROCHERS, Lucie, *Sir Henry-Gustave Joly de Lotbinière : un premier ministre improbable*, Québec, Septentrion, 2021, 389p.
- DUCHARME, Michel, *Le concept de liberté au Canada à l'époque des révolutions atlantiques, 1776-1839*, London, McGill-Queen's University Press, 2010, 350p.
- ELSON, Bryan, *Canada's Bastion of the Empire: Halifax, Victoria and the Royal Navy 1749-1918*, Halifax, Formac Publishing Company, 2014, 277p.
- ENGDAHL, William, *A Century of War: Anglo-American Oil Politics*, New York, ProGRESSive, 2012, 333p.
- FLOUD, Roderick, Jane Humphries & Paul Johnson, *The Cambridge Economic History of Modern Britain*, Cambridge, Cambridge University Press, 2014, 586p.
- FOUGÈRES, Dany (dir), *Histoire de Montréal et de sa région, des origines à nos jours*, tome 1 et 2, Québec, PUL, 2012, 1602p.
- GORMAN, Daniel, *Imperial Citizenship: Empire and the Question of Belonging*, Manchester, Manchester University Press, 2006, 243p.
- GRANT, Shelagh, *Polar Imperative: A History of Arctic Sovereignty in North America*, Vancouver, Douglas & McIntyre, 2010, 540p.
- GUILLET, Edwin, *The Great Migration*, Toronto, Toronto University Press, 1963, 2^e éd, 284p.
- HANNAN, Daniel, *Inventing Freedom: How the English-Speaking Peoples Made the Modern World*, New York, Broadside Books, 2013, 395p.
- KENDLE, John, *Federal Britain*, London, Routledge, 1997, 204p.
- KENDLE, John, *The Round Table Movement and Imperial Union*, Toronto, Toronto University Press, 1975, 332p.
- LAPORTE, Gilles, *Brève histoire des Patriotes*, Montréal, Septentrion, 2015, 362p.
- LIST, Friedrich, *The National System of Political Economy*, Middletown, CreateSpace Independent Publishing Platform, [1^{re}éd. 1841], 2017, 242p.

- NEILL, Robin, *A History of Canadian Economic Thought*, London & New York, Routledge, 1991, 297p.
- NORRIE, Kenneth, Douglas Owsam, & J.C. Herbert Emery, *A History of the Canadian Economy*, Toronto, Fourth Edition, Nelson, 2008, 466p.
- MALCOLMSON, Patrick, Richard Myers, *Le Régime politique canadien*, Toronto, University of Toronto Press, 2010, 292p.
- MARSHALL, Tim, *Prisoners of Geography*, London, Reprint Edition, 1^{re} éd., 2016, 320p.
- MCCALLA, Douglas, *Planting the Province: The Economic History of Upper Canada, 1784-1870*, Toronto, Toronto press, 1993, 474p.
- NAYLOR, Tom, *The History of Canadian Business 1867-1914*, Montreal, James Lorimer & Company, Vol.1 1975, 296p.
- OUELLET, Fernand, *Economic and Social History of Quebec, 1760-1850: Structures and Conjonctures*, Toronto, McClellan & Stewart, 1980, 696p.
- PAQUET, Gilles et Jean-Pierre Wallot, *Un Québec moderne, 1760-1850 : Essai d'histoire économique et sociale*, Montréal, Hurtubise, 2007, 746p.
- PENNINGTON, Christopher, *The Destiny of Canada: Macdonald, Laurier, and the Election of 1891*, Toronto, Penguin Group, 2011, 336p.
- PICKLES, Katie, *Female Imperialism and National Identity*, Manchester & New York, Manchester University Press, 2002, 209p.
- POMFRET, Richard, *The Economic Development of Canada*, New York, Routledge, 1981, 216p.
- POTTER, Simon, *News and the British World: The Emergence of an Imperial Press System*, Oxford, Oxford University Press, 2003, 246p.
- RAWLYK, George, *The Atlantic Provinces and the Problems of Confederation*, St-Johns, Breakwater, 1979, 382p.
- REED, Ciaràn, *Canzuk Report: Moving CANZUK into the 2020s*, Monee, 2021, 193p.
- SCHMITT, Carl, *Terre et Mer : Un point de vue sur l'histoire mondiale*, Paris, Krisis, 2022 [1^{re} éd. 1942], 234p.
- SMYTH, William J., *Toronto, The Belfast of Canada: The Orange Order and the Shaping of Municipal Culture*, Toronto, Toronto University Press, 2015, 328p.
- TULCHINSKY, Gerald Jacob Joseph, *Taking Root: The Origins of the Canadian Jewish Community*, Hanover & London, Brandeis University Press, 1993, archives.org, 341p.
<https://archive.org/details/takingroot0000unse/page/n5/mode/2up?q=Goldstein&view=theater> (24 juin 2023)

Articles spécialisés

BELL, Duncan & Srdjan Vucetic, Brexit, CANZUK, and the Legacy of Empire, “*British Journal of Politics & International Relations*”, 2019, pp. 267-382
<https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/1369148118819070> (1 juin 2023)

Études

COLCLOUGH, Kevin, *Imperial Nationalism: Nationalism and the Empire in Late Nineteenth Century Scotland and British Canada*, thèse de doctorat (philosophie), University of Edinburgh, 2006, 299p.

GILLON, Benjamin Thomas, *The Triumph of Pragmatic Imperialism: Lord Minto and the Defence of the Empire, 1898-1910*, thèse de doctorat (histoire), University of Glasgow, 2009, 256p.

OLIVER, Claire, *From one British Island to Another: Imperial Federation, Colonial Nationalism, and the Pacific Cable Telegraph, 1879-1902*, mémoire de maitrise (histoire), University of British Columbia, 2019, 55p.

MCGOWN, Isabela, *Imperial Federation Movement with Special Reference to Canada*, mémoire de maitrise (histoire), McGill University, 1923, 85p.

SCROSATI, Scott, *Honoré Mercier and Public Opinion on Imperial Federalism as Seen Through the Montreal Press, 1885-1893*, mémoire de maitrise (histoire), Queen's University, 2019, 151p.